FÉVRIER 1990
N° 314 – 12 F
ISSN 0245-9507

36 pages

le peuple breton



L'énergie solaire : Ça marche en Bretagne

POBL VREIZH

Euro-Disneyland : Le scandale

GRATUIT ! UN FORMULAIRE BILINGUE POUR LE RECENSEMENT

(Interview : Hervé PERSON)

TY HEOL : Au Centre-Bretagne, une entreprise locale, compétitive, pour une énergie adaptée au pays



Vannes, 56.

PB : Pourrais-tu nous présenter « Ty heol » ?

J'ai débuté en 1981. De 1983 à 1987, j'étais artisan chauffagiste et installais des capteurs solaires, des chauffages bois, etc... J'entretenais des relations aussi avec le défunt CREPTAB de La Feuillée (Centre de recherches et d'énergies de technologies appropriées à la Bretagne). Depuis, je suis en société, emploie six salariés et nous envisageons d'embaucher deux personnes en formation. Notre marché s'étend sur toute la Bretagne (Rennes, Châteaubriant, Vannes). Maintenant on travaille en distribution et on envisage de vendre en gros les capteurs solaires sur toute la France.

PB : Rostrenen est un des endroits les moins ensoleillés de Bretagne. Alors, pourquoi s'être installé à Rostrenen ?

Je suis du coin. « Si ça marche à Rostrenen, ça marche partout », tel pourrait être notre slogan. Le solaire est mieux adapté à la Bretagne qu'ailleurs. En effet, si on utilise une installation solaire dans le Midi, on ne l'utilise qu'1 ou 2 mois tandis qu'en Bretagne, elle fonctionne 6, 7 mois, vu l'humidité. C'est comme la comparaison voiture essence/voiture diesel. Une voiture diesel, si elle roule beaucoup, s'amortira vite.

PB : Mais a-t-on assez de soleil ?

On peut accumuler de l'énergie solaire et donc la stocker. Dans les maisons, on la stocke par le sol. Généralement l'énergie solaire fournit 60 à 70 % des besoins. Ses avantages sont donc que 60 à 70 % de l'énergie est... gratuite. L'amortissement varie de 3 à 10 ans. Il faut savoir que l'espérance de vie d'une chaudière classique (gaz, fioul, etc...) est de 10-15 ans. Mais on a besoin d'un appoint.

PB : Pourquoi avoir besoin de cet appoint ?

Si on veut faire une maison dépendant à 100 % de l'énergie solaire, il faut plus de capteurs solaires et donc plus de stockage donc un amortissement plus long. La capacité de stockage dépend de la grandeur de la maison.

PB : Quelles sont les différentes catégories de capteurs solaires ?

On distingue les capteurs à air qui donnent de l'air chaud, les capteurs à eau qui donnent de l'eau chaude et les capteurs photo-voltaïques qui ne servent que pour l'électricité. Ils sont surtout intéressants pour les sites isolés (caravaning, bateau, etc...), les endroits loin d'un site EDF. Maintenant, on va travailler sur les éclairages de panneaux publicitaires.

PB : Quelles sont vos relations avec EDF ?

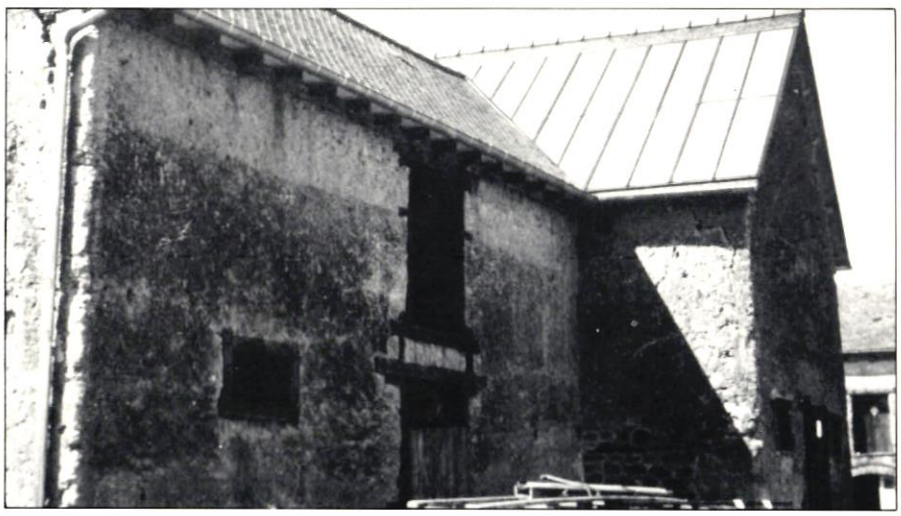
Avant, il y avait des subventions pour le solaire. Maintenant, toutes les subventions vont à EDF. Il faut savoir qu'au niveau de la TVA, EDF bénéficie du taux de 5,5 % alors que l'énergie solaire est imposée à 18,6 %. Nous dénonçons cette discrimination et réclamons l'exonération pour des produits qui ne demandent aucune dépollution.

PB : Le dernier gouvernement Chirac a démantelé l'Agence Française de Maîtrise de l'Énergie (AFME). Comment avez-vous ressenti cette politique ?

A cette époque, existaient en France 30 fabricants de capteurs solaires. Maintenant, ne subsistent que 4 entreprises. Les grosses boîtes ont arrêté parce que ce n'était plus une politique d'État et que le prix du pétrole a baissé. Dans l'Ouest (Bretagne, Normandie, Pays de Loire) nous sommes les seuls fabricants de capteurs solaires. On fabrique et on installe. On essaie de travailler de plus en plus avec des artisans. On va essayer de faire de plus en plus de fabrication, quitte à créer une chaîne de distribution. Prochainement, à la sortie de Rostrenen, sur la RN 164, nous allons créer un atelier d'exposition qui deviendra un centre d'expérimentation et de recherches.

PB : Comment procédez-vous pour vos recherches ?

Nous collaborons avec l'INSA de Rennes, l'IUT de Lorient, l'AFME et d'autres entreprises. L'AFME a accompli un suivi sur nos capteurs solaires et qui donnent un très bon rendement. Ils se situent au-dessus des normes prévues.



Montauban Bretagne, rénovation, 35.

(Suite page 6)

SOUSCRIPTION

Une solidarité qui paie

Merci à tous ceux qui ont relancé cette souscription ce mois-ci. Le prix de revient du journal de l'abonné avoisine maintenant les 15 F. L'abonnement annuel à 150 F couvre nos frais. Les sommes en plus nous permettent d'améliorer le journal – comme ce mois-ci – et de le diffuser plus. Avec un abonnement à 240 F, nous pouvons abonner un chômeur qui le demande (= abonnement de solidarité).

Pas un franc n'est perdu : tout versement de plus de 150 F nous apporte de l'oxygène et nous permet de faire connaître le PB à un lecteur de plus. Nous comptons sur vous !

2e liste :

L. Le Bihan, Guenange (80) ; M. Morvan, Rennes (80) ; Y.B. Maüez, Plérin (30) ; B. Le Bozec, Plouézec (30) ; R. Le Guellec, St-Brieuc (60) ; A. Piolot, Groslay (40) ; H. Almin, Pléneuf (60) ; M. Lautredou, La Ravoire (80) ; M. Fayard, La Ravoire (30) ; M. Hochepot, La Ravoire (30) ; Y. Riou, Notre-Dame des Landes (80) ; M.C. Guégan, G.B. (30) ; M. Sadi-Bazin, Clohars (20) ; P. Jégou, Lorient (20) ; R. Capitaine, Plabennec (80) ; M.J. Alanot, Lorient (20) ; C. Le Berre, Tréguier (30) ; Y. Billon, Ergué-Gabéric (90) ; A. Rousseau, St-Étienne de Montluc (60) ; Y. Gillet, Persquen (30) ; J.Y. Gloannec, Montoir-de-Bretagne (30) ; B. Plouzennec, St-Brieuc (80) ; M. Guégan, Lorient (80) ; J.C. Perrot, Cholet (30) ; Noëlla Diquellou, Penmarc'h (100) ; A. Fauvet, Quimper (20) ; J.L. Morel, Bayeux (50) ; P. Girard, St-Brieuc (30) ; Mme Alonso-Cherel (30) ; J.Y. Le Tallec, Orvault (40) ; M. Drouelle, Yerres (80) ; G. Le Strat, Nanterre (30) ; P.H. Prunet, Nevez (100) ; S. Le Saux, Villéneuve (80) ; J.L. Blivet, La Varenne (30) ; C. Le Scoul, Larmor-Plage (60) ; G. Couétoux, Nantes (80) ; J.R. Le Quéau, Locquirec (30) ; J.Y. Le Goas, Treillières (30) ; A. Baron, Verneuil (180) ; M. Gouillou, Brest (30) ; A. Perrotin, St-Nazaire (30) ; P. Guillaume, Limoges (20) ; R. Gicquel, St-Brieuc (80) ; J. Le Pesk, Nîmes (30) ; J. Le Corre, Quimper (30) ; J.P. Le Cam, Chavagne (130) ; M. Verlingue, St-Nazaire (20) ; X. Mordelet, Ploézal (20) ; G. Cotten, Gourin (30) ; M. Génin, Rennes (80) ; M. Hentgen, Les Ulis (20) ; A. Le Berre, Lannion (20) ; F. Le Moigne, St-Malo (30) ; Disañv Brest (30) ; G. Lannou (20). Total : 3.120 F.

A VENDRE

Cède à prix intéressant le fonds d'un restaurant-crêperie de bon standing, à 20 km de Barcelone. Ecrire « Ti Breizh », Calle Union 45, 08330 Premia de Mar (Espagne).

24 heures sur 24 : INFOS sur le MINITEL : 3614 - UDB (envoi)

En guise de sommaire...

Un numéro exceptionnel, ce mois-ci, avec 36 pages et :

POLITIQUE : *Le procès de la (re)centralisation* (p. 4) en français et en breton (p. 15), et le début d'*un grand forum* sur la Bretagne, l'Europe, les évolutions à l'Est (p. 25-26, 32-33). Et aussi le vrai scandale d'Euro-Disneyland (p. 8-9).

ÉNERGIE : « Le solaire en Bretagne, ça marche », c'est ce que nous démontre un fabricant de Rostrenen (p. 2 et 6).

SOCIÉTÉ : *Vendangeur breton en Beaujolais aujourd'hui*, un témoignage qui vaut d'être découvert (p. 7).

AGRICULTURE : Les stocks alimentaires européens victimes des quotas (p. 11).

ENVIRONNEMENT :

– la pollution de la baie de Saint-Brieuc par une commune riveraine et ses conséquences (p. 10).

– Une interview (en français p. 31, en breton p. 13) de Loeiz Roparz, l'un des pionniers de la renaissance des festou noz et de l'action contre les remembrements sauvages.

RECENSEMENT : La position de l'UDB et de diverses associations (en dernière page) et, au milieu du journal, un formulaire pour répondre en breton aux questions utiles aux communes bretonnes.

PEUPLES DU MONDE : Nouvelles d'Europe (p. 21), du Kurdiskan (p. 22-23), de Roumanie, des Caraïbes.

CULTURE : Les éditions « Al Liamm » (p. 24), les livres (p. 27-29), les disques (p. 30). Et un abondant *courrier* (p. 34). Et aussi l'actualité vue par Nono.

POBL VREIZH : p. 12-15. Très dense et varié ce mois-ci. Vos collaborations sont bienvenues.

Le mois prochain, avec votre concours, nous poursuivrons le procès de la centralisation et le débat sur la portée des événements de l'Est.

« Peuple Breton »

Je m'abonne au

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

● Souscrit un abonnement ☐
un réabonnement ☐
– tarif minimum : 120 F.
– de soutien
à partir de 140 F (1)
– étranger : 150 F (1)
– étranger par avion : 180 F (1)
à partir de N° _____ inclus.

● Ci-joint le règlement par :
– chèque postal (1)
– chèque bancaire (1)
– mandat-lettre (1)

(1) Rayer la mention inutile

« POBL VREIZH »

B.P. 301 - 22304 LANNION CEDEX - C.C.P. RENNES 2365-76

« Le Monde » se libère-t-il ?

Lu dans « Le Monde diplomatique » d'octobre sous la plume de Claude Julien :

« Comme en 1789, comme toujours dans l'histoire, la lutte pour les droits passe par un rapport de forces, par un affrontement de pouvoirs, par une lutte pour le pouvoir (...) ».

« L'invocation des droits de l'homme (...) contribue, dans les pays démocratiques, à détourner l'attention des graves atteintes portées à des droits et libertés reconnus (...). La lutte pour des libertés concrètes devient nécessairement une lutte pour la conquête de nouveaux pouvoirs économiques, politiques, culturels, à tous les échelons de la société (...). »

« Le gouvernement croit disposer d'un confortable délai de trois ans jusqu'au prochain test électoral. C'est plus qu'il n'en faut pour lui faire comprendre qu'il se trompe lourdement. Les contre-pouvoirs mis en place par les citoyens ont toujours constitué le meilleur tremplin vers la conquête du pouvoir. D'un pouvoir politique qui, enfin, imposerait de nouvelles règles du jeu aux agents économiques (aux investisseurs et chefs d'entreprise), éliminerait les plus criants privilèges (notamment fiscaux), donnerait son sens humain à une modernité qui se révèle de plus en plus impitoyable, à dire vrai : sauvage. »

Souhaitons que cette prise de position individuelle préfigure un avandon du ron-ron « élysséen » et « matignonesque » qui avait saisi le quotidien de la rue des Italiens. Faut-il y voir l'influence de sa nouvelle maquette ?... En tout cas, il suffit que « Libération » soit aux bottes du pouvoir.

ÉDITO

Faire le procès de la centralisation

La grande affaire, c'est fini

En 1982, il y a eu un début de décentralisation administrative vers les régions et surtout vers les départements. Nous l'avons dit dans ces colonnes, ces transferts de compétences ne sont pas négligeables et constituaient un point de départ possible vers une décentralisation véritable. Huit ans après, la situation est plus claire : les transferts de compétences ne se sont pas accompagnés, en proportion comparable, de transferts de moyens financiers. La région s'est vue de plus en plus reléguée à un rôle mineur, alors que les exigences économiques nouvelles imposaient le contraire. Une bonne partie de la formation professionnelle, qui était de son ressort théorique, lui échappe désormais et dépend de l'Etat et des préfets.

En 1984, les derniers freins à l'installation de surfaces de bureaux dans la région parisienne étaient levés par le gouvernement Fabius. Les contrats de plan Etat-Région, inventés par Rocard, marquaient la fin de la politique d'aménagement du territoire, nous l'avions dit à l'époque. Les très rédents décrets Joxe donnant un poids accru aux départements d'une part, aux préfets d'autre part, nous montrent clairement que la *recentralisation est bel et bien commencée.* La phase de décentralisation de la gestion a été si courte et si limitée que l'on peut même dire que, dans les faits, *la centralisation n'a pas cessé dans l'Hexagone et que cette situation se fait sentir de façon particulièrement dure en Bretagne.*

La centralisation renforcée ?

La mise en route du TGV Atlantique en est une illustration d'actualité. Pour le moment, les Rennais et les Nantais ne sont pas perdants : leurs liaisons vers Paris sont plus rapides. Par contre, en temps comparé, les Brestois et la Bretagne occidentale sont plus loin que jamais. Les liaisons ferroviaires intérieures à la Bretagne sont sensiblement détériorées : sur la ligne Rennes-Brest, 3 trains Corail sont remplacés par autant de TGV qui délaissent des gares importantes comme Plouaret-Trégor (desserte de Lannion) et limitent les liaisons intra-bretonnes (arrêts supprimés, correspondances non mises en place).

Si la Bretagne veut de meilleures liaisons internes, ce sera à elle de payer : bel exemple de transfert de compétence sans transfert de moyens financiers. D'ores et déjà, les investisseurs privés ne regardent plus au-delà de Rennes, qui concentre, avec Vitré, une bonne part des investissements en Bretagne, avec Nantes.

Les inégalités de développement à l'intérieur de la Bretagne s'accusent donc rapidement : Saint-Malo et Redon, peu éloignés de Rennes, ont des taux record de chômage. Ailleurs, les chefs-lieux de département (St-Brieuc, Vannes, Quimper) sauvent provisoirement les apparences en concentrant les investissements, particulièrement du secteur public. Mais ailleurs, c'est le marasme, de Saint-Nazaire à Douarnenez, dans toute la Bretagne intérieure, sur la côte nord, de Dol à Brest en passant par Saint-Malo, Guingamp et Lannion. Il est significatif aussi que pour l'enseignement supérieur, où de gros besoins en postes et en matériel sont insatisfaits, Rennes obtient grosso modo satisfaction pour 1990-1991, alors que Brest n'obtient presque rien.

Dans cette recentralisation sauvage, où il n'y a plus de salut pour ceux qui sont loin de l'Ile-de-France, la tentation existe à Rennes et à Nantes, de chercher à se raccrocher au wagon des villes de l'Ouest non breton, d'Angers au Mans en passant par Caen, notamment chez les élus du PS, Pierre-Yves Le Rhun, le géographe auteur de « Bretagne et Grand Ouest » a d'ailleurs démontré dans cet ouvrage que c'est un mauvais calcul puisqu'un franc investi vers l'Est a tendance à profiter à la région parisienne, alors que 1 F investi en Bretagne profite en retour à Rennes et à Nantes.

L'activité industrielle pour le centre, le tourisme pour la Bretagne : telle est la leçon qu'en retirent beaucoup d'élus bretons, du PS au RPR. D'où des projets touristiques dont on sait pertinemment qu'ils ne sont pas une solution aux problèmes bretons : port-musée à Douarnenez, port-béton à Trébeurden, port de plaisance à 20 milliards de centimes (qui dit mieux) à St-Quay-Portrieux, alors que le Département refuse les 2,4 milliards de centimes qui lui sont demandés pour un port en eau profonde dans le Trégor-Goëlo (tonnage minimum assuré : 750.000 tonnes). La liste est incomplète, car chaque municipalité de ville bretonne a son méga-projet touristique, auquel Paris ne s'opposera pas, puisque ce n'est pas l'Etat qui paie.



Gériatrie et tourisme ?

Face au renforcement de l'axe économique Londres-Rhin-Milan, le pouvoir parisien ne joue plus, hormis les régions françaises de l'Est, que la carte de l'Ile-de-France. *« Il est nécessaire dans la compétition mondiale engagée, de renforcer la puissance et la capacité d'accueil de Paris et de l'Ile-de-France »*, écrit Michel Rocard (PB 312, p. 9). Qui ne comprend que cette orientation voue la Bretagne à la gériatrie, au tourisme, à la désertification intérieure, accompagnée de l'installation de résidents secondaires.

Rocard, qui nous étonnera toujours, renoue là avec les « réflexions sur 1985 » publiées jadis par le gouvernement Pompidou. Elles annonçaient qu'à côté de régions comparables en importance économique à la Ruhr, il y aurait des déserts en France et que le contraste entre ces deux types de régions ne saurait que s'accentuer. Avec le laisser-faire pour les pauvres et l'aide économique aux régions riches (le voyageur francilien ne paie que le tiers du prix réel de son transport en commun), on risque, si on ne réagit pas, d'y arriver rapidement. *C'est pourquoi il nous faut instruire, dans ces colonnes, clairement le procès de la nouvelle centralisation. Nous y reviendrons chaque mois.*

UDB

U.D.B.

MEDIA TOC !

Nationalisme letton, y'a bon !

Nationalisme breton, pas bon !

La nuance est subtile pour les imbéciles.

Lettre à Lech...

Certains ont été impressionnés par la pêche de Lech Walesa... et par les poires de notre aménagement du territoire. Les services secrets du *PB* ont réussi à obtenir une lettre de Jacques Chérèque lui-même à Lech Walesa !

Cher Lech,

Mécontent de l'aide de la France à la Pologne, tu as poussé une gueulante qui a fait décoincer Tonton en moins de 48 heures et pour une aide de 4 milliards ! Chapeau ! Moi, en un an de tentatives, j'arrive tout juste, les bonnes années, à 300 millions pour « l'aménagement du territoire » comme on dit, en France.

Toi, tu soulèves le rideau de fer, moi, j'ai droit au rideau de rien faire, pratiquement. Sinon du blabla sur la synergie des libellules dans les colloques riches, pour minets du consensus, genre Charasse-Calvet, mais cool.

Après avoir quitté la CFDT fraîche et joyeuse d'autrefois, avec plein d'idées fleuries dans la citrouille, je suis passé aux armoires froides de la CF d'hiver. Celle des illusions perdues et de la brouette idéologique du socialisme, méthode tocard.

Mes copains, les ministricules, se moquent de moi. Certains m'appellent « le chérèque sans provision ». D'autres m'ont surnommé « Solidarloche », à cause de mes grosses moustaches, qui rappellent un peu les tiennes... Par dérision, en comparant les succès de Solidarnosc et le bide tranquille de l'aménagement du territoire. Les salauds !... Comme si ma lèche valait ça !

Maintenant, puisque le gouvernement n'arrête pas d'avoir des projets pour la région parisienne et rien de sérieux pour le reste, pourrais-tu m'accepter en stage de Gdansk ?

Pour Jacques Chérèque,
Laou Nedeleg

2 semaines qui comptent

En Roumanie, le Conseil du front de salut national (CFSN) a annoncé le 5 janvier dernier la fin des « pratiques discriminatoires et assimilationnistes de l'ancien régime » envers les minorités du pays (Hongrois, Tziganes, Allemands, Serbes). Le président de l'Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDHR), Geza Domokos, membre également du CFSN, a souhaité pour les minorités du pays l'accès à l'enseignement en langue maternelle, l'accès à la radio et à la télévision et la création d'un ministère des minorités.

Ainsi la Révolution roumaine aura-t-elle réussi en deux semaines ce que la Révolution française n'a pas su accomplir en deux siècles, à savoir concilier les droits du citoyen et ceux des communautés qui, réunis, font les droits de l'être humain. Bon vent à la nouvelle démocratie roumaine.

Nouveau au club

Les îles Féroé (42.000 habitants), qui disposent d'un statut d'autonomie large au Danemark, participeront pour la première fois aux éliminatoires du championnat d'Europe des nations de football dont la phase finale se déroulera en 1992 en Suède. Ainsi après l'Écosse (6 millions d'habitants) et le Pays de Galles (2,1 millions), une nouvelle communauté sans État souverain fait son entrée dans la compétition internationale.

Et la Bretagne réunifiée (3,8 millions d'habitants), c'est pour quand ?... Avouez qu'un Yvon Le Roux, un Paul Le Guen et un Ronan Salaün (et pas « Saloon » comme le prononcent les journalistes français) revêtus du maillot « gwenn ha du » et entraînés par Raymond Keruzoré auraient belle allure !

D'autres le disent : « LA SUCEUSE »

« Plus que beaucoup d'autres, la société française est fondée sur un culte de l'État, sur une unité nationale érigée en dogme dont le lieu symbolique est la capitale : « Hors Paris, point de salut ».

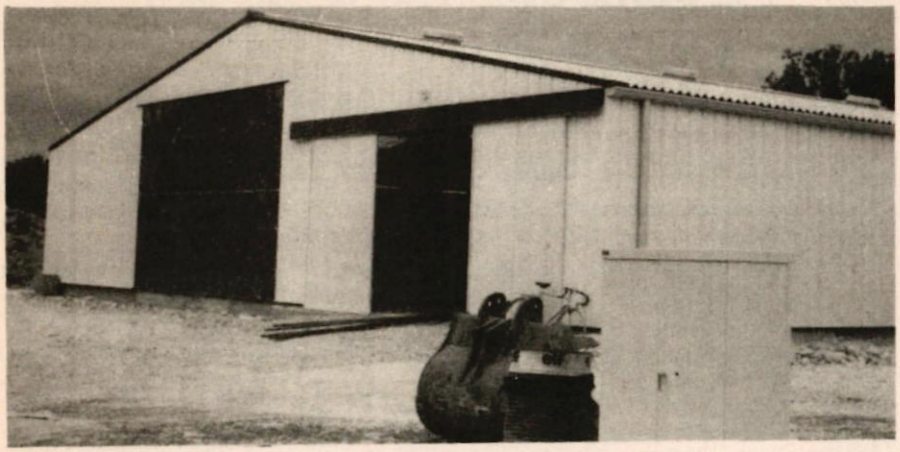
« (...) nos censeurs étrangers sont très étonnés de constater que, malgré les fameuses lois de décentralisation, la France reste la digne fille de Colbert et de Napoléon. Autrement dit, un pays où tout part de la tête et où tout ce qui ne relève pas de l'État centralisateur et impérialiste est d'office déconsidéré, rejeté, voire interdit ».

« (...) Les Allemands et les Américains sont véritablement scandalisés par notre État centralisé, qui à force de donner l'impression de tout vouloir maîtriser et régenter, apparaît quasi totalitaire à leurs yeux ».

« (...) Ce centralisme est plus profondément un étatisme. L'État, comme une araignée au centre de sa toile, gère la totalité de la société française. Il s'arroge le droit de donner des ordres valables pour tout le territoire, en laminant ou en ignorant tous les particularismes locaux. Ce qui n'est pas anodin. Car un État incapable de gérer et même d'accepter l'hétérogénéité des initiatives locales en en fait un État qui stérilise tout le dynamisme et qui, s'il se trompe en imposant telle ou telle directive, commet une erreur généralisée, d'autant plus difficile à rattraper et à rectifier ».

(Dominique Frischer, « La France vue d'en face – l'image de la France analysée et jugée par des étrangers », éd. Robert Laffont, 357 p., janvier 1990).

Le solaire, par économie... (Suite de la page 2)



Châteaubriant, 44 : Usine de précision.

PB : On a beaucoup reproché aux maisons solaires leur aspect inesthétique ?

Justement, avec Ty Heol, on est presque décorateur de maisons.

PB : Comment juges-tu la politique énergétique française ?

Il n'y a que la France qui a développé une politique nucléaire. L'an dernier (1988), le ministre de l'Énergie a complètement démonté la politique d'EDF. Les propos de ce ministre dépassaient presque ce qu'aurait pu dire un anti-nucléaire.

Au niveau de la CEE, la France est isolée mais elle continue son programme nucléaire. EDF est l'entreprise la plus endettée au monde. Toujours, en France, les normes techniques de radioactivité sont beaucoup plus faibles qu'ailleurs. Il faut savoir que le Danemark exporte plus d'énergie d'origine éolienne que la France n'exporte d'énergie d'origine nucléaire. Dans ce pays, l'État investit beaucoup plus que l'Hexagone dans le photo-voltaïque.

Concernant le nucléaire, il faut savoir que les centrales coûtent toujours deux fois plus cher que prévu. Actuellement, les USA et l'URSS diminuent leurs arsenaux nucléaires. Avant, on amortissait les centrales nucléaires sur les programmes civils et militaires. La France, elle aussi, devra diminuer son programme nucléaire, donc, il y aura encore une moindre rentabilité.

La politique nucléaire française est un échec. Même les gens d'EDF le constatent. Tout ceci est favorable à une montée des énergies renouvelables ; c'est pour cela que l'on croit à l'énergie solaire. D'ailleurs, avant, on achetait du solaire par philosophie, maintenant c'est par économie. Un signe qui ne trompe pas.

PB : Quels sont tes projets ?

Nous voulons développer nos relations avec les entreprises de bâtiment. Nous travaillons avec un groupement d'artisans de Nantes : Espace-Eurythmie. Ceci nous permettra par des maisons standard d'avoir des capteurs solaires standards donc moins chers et ensuite de vendre des capteurs en kit. Concernant mes recherches, je travaille sur le photo-voltaïque et les éoliennes.

Développer l'énergie solaire à Rostrenen (région la moins ensoleillée de BZH) on pourrait croire à première vue que cela relève du gag. Et bien non, c'est ce que nous a prouvé le gérant de « Ty Heol ». La meilleure preuve du sérieux de cette entreprise réside dans son maintien et son développement. Il faut savoir que 33 % des entreprises meurent dans leurs deux premières années. De plus, en 1988, Ty Heol a obtenu le premier prix régional pour les maisons solaires. L'année suivante, il décrochait le premier prix « national ». Un beau palmarès. Ceci est aussi un encouragement et un espoir pour le Centre Bretagne.

Propos recueillis par Hervé PERSON

Des RÉSULTATS !

Suivi Opération Solaire

A.F.M.E. Bretagne

VI. – CONCLUSION :

Les résultats obtenus suite à l'installation du système solaire sont relativement proches de ceux attendus :

– La consommation de chauffage est faible, le coût du chauffage est inférieur à celui prévu, dû essentiellement à l'utilisation d'un récupérateur de chaleur en cheminée.

– Le rendement des capteurs à air est légèrement supérieur à celui pris en compte dans l'étude de réalisation.

– Le système plancher stockeur permet un gain de deux à trois degrés sur la température normale du sol d'un plancher sur terre-plein.

ty-héol

« Ty Héol » est fier de son tout nouveau logo !



Qu'est-ce qu'un capteur solaire ?

Un capteur solaire se divise en trois éléments :

a) L'absorbeur qui absorbe les rayons du soleil et les transforme en énergie :

- thermique, pour les capteurs électriques ;
- électrique, pour les capteurs photo-voltaïques.

b) La vitre qui fait effet de serre et isole l'absorbeur, ce qui occassionne moins de déperdition.

c) L'isolateur, c'est le coffre arrière qui évite les pertes thermiques.

Prix du solaire : entre 1.350 et 1.750 F le m^2.

Prix moyen de l'installation d'une maison fonctionnant à l'énergie solaire : entre 40.000 et 80.000 F.

Saisonnier breton aux vendanges en Beaujolais

Dans quelques jours arrivera, avec grand fracas de publicité, le Beaujolais nouveau. En cette période de chômage, nombreux sont encore nos compatriotes qui sont contraints, soit à l'exil, soit (et) aux « petits boulots ». Nous publions ce mois, le témoignage d'un vendangeur breton qui nous a adressé spontanément son récit. Pour nombre de vendangeurs, le Beaujolais aura alors, un goût amer...

Hervé PERSON

89 – J'y étais. Une année excellente est prévue aux dires de connaisseurs et des médias, ainsi qu'un meilleur prix pour l'achat aux producteurs.

Le Beaujolais nouveau, puisqu'il s'agit de Beaujolais Villages sera dans tous les bistrots à partir du 3e jeudi de novembre, pour le plus grand plaisir des consommateurs français et étrangers, puisque 40 % de la production totale sont destinés à l'exportation, dont une bonne part au Japon. Eh oui !

J'ai fait les vendanges à Vaux-Renard, à côté de Fleurie, dans le Rhône. Préalablement, j'avais recherché quelques annonces dans les journaux agricoles et, après quelques coups de fil, j'ai opté pour une exploitation où il m'avait été annoncé environ quinze jours de travail à 191 F la journée plus la nourriture et le logement.

Voyage sans incident. J'arrive la veille, comme convenu. Une partie des vendangeurs sont arrivés un peu plus tôt et ont déjà soupé. Après m'avoir accueilli, la patronne me présenta ses deux fils et son mari et me conduisit au logement qui s'avéra être un dortoir de huit places à lits superposés dont cinq places sont occupées par des femmes de 19 à 64 ans. Moi j'aime autant ça, à cause de l'odeur des pieds qui est moins flagrante que chez les hommes...

L'exploitation fournit les draps et couvertures.

Le lendemain, lever à 6 h 20, ruée sur les sanitaires : deux lavabos doubles, deux douches et un W.C. pour... vingt-quatre personnes. Ensuite, petit déjeuner : café, lait, pain, beurre, confiture.

Puis, vers 7 h 05, départ pour les vignes dans une estafette et une 4 L. Il manque un chauffeur, on me demande donc de conduire la 4L car, puisque je suis venu en voiture, je dois savoir conduire (sic). Vingt-quatre personnes plus le patron (qui conduit l'estafette), dans deux véhicules. Je compte huit personnes dans la 4L fourgonnette non aménagée ; je trouve que je prends des risques, mais pas à côté du patron avec ses 16 passagers dans l'estafette où ont été attachés des bancs de bois avec des fils de fer. Je n'ai pas été jusqu'à lui demander s'il possédait le permis « transport en commun ».

Cinq minutes plus tard, nous arrivons sur les lieux de travail, distribution de serpettes et de seaux en plastique et je fais connaissance avec la technique de ramassage beaujolaise : la serpette dans la main droite, on coupe la grappe et la jette dans un seau. Lorsque le seau est plein, on crie « Jarlot » et on vide son seau dans la hotte. Le jarlot est celui qui porte la hotte et circule de vendangeur en vendangeur, pour ensuite déverser le raisin dans une remorque, et ainsi de suite. Le travail du jarlot est difficile, pénible, surtout s'il y a beaucoup de rendement et si les côtes sont prononcées. L'année passée, le patron a dû essayer cinq ou six personnes avant de trouver deux « jarlots » qui convenaient. Cette année, après un abandon d'un jour, l'un des Polonais – ils étaient huit – tint le rôle jusqu'au bout. Un jeune Cantalien, malgré des blessures aux épaules, tiendra également le coup.

Mais le travail des coupeurs n'est pas mal non plus. Les ceps du Beaujolais font 50 à 70 centimètres de hauteur et le raisin jonche souvent le sol. Cela nécessite donc d'être toujours courbé. Bien plus, j'ai appris que dans le Bordelais, les vignes atteignent 1,20 m, 1,40 m et qu'en Alsace on reste debout pour vendanger, mais dans le froid, car on attend que les gelées soient passées et pourrissent le raisin. Il est également difficile de se mettre à genoux, vu que le sol est souvent couvert de pierres en surface.

Et ce qui devait arriver arriva ; une douleur vive s'installa dans mon dos et ne me quitta plus pendant trois jours. Le quatrième jour, la douleur s'atténua, empira le cinquième jour, puis se déplaça lentement du dos aux articulations des genoux; qui au bout du huitième ou neuvième jour étaient enflées. Cela dura jusqu'au 13e et dernier jour et même bien plus tard.

Dans le milieu agricole, il est d'usage de ne pas se plaindre. Aussi, lorsqu'un jeune de 18 ans se plaignit de douleurs dans le dos, le patron, fort aimablement, se propose de lui soigner son mal à coups de bottes dans le postérieur. Ce n'était pas dit méchamment, mais ça m'a quand même refroidi.

La journée

La journée de travail, comme précédemment dit, débute effectivement vers 7 h 15, arrêt dès 9 h pour le casse-croûte (pain, saucisson, lard, eau et vin) pendant quinze minutes et dîner vers 12 h 10. Le repas est pris en commun dans le garage de la ferme. Les patrons mangent à la même table que nous. Rien à dire sur la nourriture, tant au niveau qualitatif que quantitatif.

Le travail reprend vers 13 h 45 et se poursuit sans interruption jusqu'à 18 h 05, parfois 18 h 15. Je pense, sans avoir tenu de comptes, que nous avons travaillé largement 9 h par jour au lieu des 8 h 30 annoncées, d'autant que le dernier jour nous avons travaillé à cadence forcée et ramassé les dernières grappes jusqu'à la nuit. Ce soir-là, petite fête et chanson furent de rigueur jusqu'à la nuit, avec la joie d'en avoir terminé.

Le lendemain matin, après avoir rangé nos affaires et nous être préparés au départ, chacun reçut son dû. Pour moi, qui avait accompli la totalité de la période, soit treize jours dont deux dimanches, j'ai perçu 191 × 13 = 2.483 francs. Le départ eut lieu sans grandes effusions, et chacun s'en alla panser ses plaies dans ses pénates. Le temps efface ou du moins atténue bien des souvenirs douloureux. Il faut vraiment avoir fait les vendanges pour imaginer ce qu'est « la franche rigolade » dont on parle parfois. Son ressort est celui de la légende et il me semble peu possible que je veuille y retourner un jour sauf...

Quelques détails techniques

Les viticulteurs du Beaujolais se sont imposés des quotas. pour le « Beaujolais-Villages », ceux-ci atteignent 60 hectolitres de vin à l'hectare. Pour réaliser son quota, cela nécessite environ huit cents grammes de raisin par cep.

Ces quotas permettent de maintenir le prix en année de surproduction, ainsi que la solidarité entre viticulteurs. Par exemple, si certains ont été victimes de la grêle, ce pourrait être une catastrophe, mais comme d'autres dépassent leurs quotas, ils fournissent aux sinistrés de quoi atteindre leurs quotas pour le simple prix de la récolte. Ainsi sont-ils assurés d'obtenir le prix et la quantité.

Certains viticulteurs vendent le raisin à des caves coopératives, d'autres font leur vin et le vendent en gros, d'autres encore le mettent en bouteilles et en assurent la commercialisation.

Dans le cas de l'exploitation où j'ai travaillé, le vin est fabriqué sur place et vendu à des négociants. L'an dernier, 70 % de la production est partie à l'exportation pour le Japon.

1989, année exceptionnelle, les espoirs de vente oscillent de 3.000 F à 3.300 F la pièce (220 litres), soit pour les 17 hectares de l'exploitation (6.000 litres × 17 × 3.150 F ÷ 220 = 1.460.454 F de chiffre d'affaires.

Voyons maintenant les charges :

– Les amortissements : inconnus
– Le prix du sucre : inconnu
– Les traitements phytosanitaires : 50.000 F
– Les engrais : 50.000 F
– La MSA.
– La récolte : 13 jours × 20 personnes en moyenne × 250 F/jour, nourriture et logement compris = 65.000 F
+ 2 porteurs × 13 jours × 212 F = 7.072 F

Je n'ai pas tous les chiffres, mais ceux dont je dispose vous donnent une idée de ce que peut gagner un viticulteur du Beaujolais. De quoi faire rêver plus d'un producteur breton de lait ou de porcs. 50 % des éleveurs de porcs breton ont un taux d'endettement de 70 %...

EXCLUSIF

Euro-Disneyland : un énorme scandale politico-financier !

La C.E.E. prête 1,2 milliard en aide à la culture européenne à Euro-Disneyland

« Le Peuple Breton » du mois de décembre nous apprenait que la banque européenne d'investissement (BEI), gérée par la CEE, avait consenti, le 5 octobre 1989, un prêt de 176 millions d'écus (1,2 milliard de francs) au projet d'Euro-Disneyland à Marne-La-Vallée, dans la région parisienne. Nous nous étions alors étonnés et, pour tout dire, nous étions scandalisés que la Communauté européenne ait pu accorder tant d'argent à des capitalistes américains qui n'en manquent guère (le PDG du groupe Walt Disney est le mieux payé des États-Unis) et pour un projet dont l'aspect de valorisation de la culture européenne n'apparaissait pas d'évidence. Quelques semaines plus tard, le Parlement européen refusait d'accorder aux « langues et cultures minoritaires », qui intéressent quelque 50 millions de citoyens européens, l'augmentation de 14 millions de francs que venait de demander Max Simeoni dans le projet de budget 1990 des Communautés européennes. Il y avait là, déjà, matière à scandale.

Mais l'affaire Euro-Disneyland vient de rebondir de façon spectaculaire. Dans un ouvrage paru en janvier de cette année[1], Dominique Frischer nous révèle comment les contribuables français et européens ont été trompés et volés au profit des bénéficiaires américains et français d'une vaste opération foncière et immobilière hautement spéculative. Voici les détails de l'affaire tels que rapportés par l'auteur :

« En 1984, quand commencent les premières négociations, l'entourage de Laurent Fabius (alors Premier ministre) et celui d'Edith Cresson (alors ministre du Commerce Extérieur) savent, par un audit, que leurs services ont commandé à un groupe bancaire français présent aux États-Unis, que les profits du groupe Walt-Disney sont en chute libre depuis quatre années consécutives par suite d'une baisse de fréquentation régulière des parcs de Californie et de Floride. Dans les conclusions, les auteurs du rapport insistent tout particulièrement sur le fait que le projet d'Euro-Disneyland n'est qu'un leurre, destiné à relancer à la hausse les actions du groupe WDP (sigle du groupe Walt-Disney) qui cherche à investir en Europe pour essayer d'échapper à la faillite. Le rapport déconseille formellement de poursuivre plus avant les négociations avec cette firme. C'est donc en toute connaissance de cause que le gouvernement français signe avec les Américains, le 18 décembre 1985, le protocole d'intention ».

« Qui plus est, les signataires français savent parfaitement que l'opération est uniquement commandée, du côté américain, par des impératifs boursiers, WDP ne faisant ainsi qu'exporter son déficit et sa crise interne (...) »

« En réalité, la France espère que, en contrepartie des accords français, WDP confiera à l'entreprise Matra l'installation d'une liaison ferroviaire de 20 kilomètres et d'une capacité de 35.000 personnes par jour, entre la ville d'Orlando et Epcot, la cité de l'avenir de Disneyworld. Ceci pour un coût global de 394 millions de dollars (environ 2,2 milliards de francs), comme le précise le cahier des charges. Matra espère aussi qu'on lui confiera la réalisation de la desserte prévue entre le RER et le parc de Marne-La-Vallée ».

« Pour des raisons de concurrence entre divers parcs américains situés dans la même zone géographique, WDP renonce secrètement au projet de liaison ferroviaire aux États-Unis, qui avantagerait les concurrents. Mais, pour ne pas faire capoter les négociations relatives au parc français, ils continuent à encourager Lagardère, le PDG de Matra, en promettant de lui donner la préférence pour ce chantier, dont ils prétendent que la réalisation est imminente, alors qu'ils savent pertinemment que l'abandon est définitif ».

« Et le gouvernement français, qui n'a pas envie de faire capoter une affaire capable



Par Christian Guyonvarc'h, collaborateur du groupe Arc-en-Ciel au Parlement européen.

de rapporter 394 millions de dollars à une société étatique, appâté par la perspective de relancer le secteur du bâtiment, séduit par la perspective de création d'emplois, grisé par l'insigne faveur qui lui est faite de transformer une partie de son territoire en petite enclave américaine, ne sourcille pas devant la lenteur des accords entre Matra et WDP ».

« Mais la stratégie d'intimidation des Américains ne s'arrête pas là. Ils font semblant d'hésiter à s'engager avec les Français, en les mettant en concurrence avec l'Espagne. La menace d'être détrônés par les Espagnols sur la dernière ligne droite incite les Français à consentir à toutes les conditions exigées par WDP, y compris avaler avec des courbettes toutes les couleuvres que les Américains veulent bien leur faire ingurgiter, avant d'annoncer, une fois que les Français ne peuvent plus reculer, que finalement le projet de liaison ferroviaire américain est supprimé ».

« (...) Disney obtint que les Français apportent la majorité des investissements, soit 22 milliards de francs sur dix ans, bornant son apport de capital à 4 %, soit 442 millions de francs, ce qui est une répartition inadmissible si l'on considère que la majorité des bénéfices repartiront aux États-Unis ».

« (...) L'État a en outre accordé un rabais de deux tiers de la TVA sur les billets d'entrée, une exonération totale de la taxe professionnelle et partielle de la faxe foncière, enfin une subvention directe à Disney de 200 millions de francs, sans compter les équipements lourds pris en charge par la région (dont une autoroute spéciale) et un prêt de 4 milliards à taux préférentiel consenti par la Caisse des dépôts ».

« Cette décision complètement irrationnelle est entourée de mensonges. Un exemple : l'emploi. Les Français espéraient globalement la création d'environ 30.000 emplois répartis sur plusieurs années, sans parler de nombreux débouchés annexes liés à la création du site hôtelier ».

« En ce qui concerne le parc lui-même, Disney ne s'est engagé qu'à nous accorder une priorité. De même une priorité sera-t-elle accordée aux entreprises européennes (on ne parle pas d'entreprises françaises) à conditions équivalentes, en sorte que les entreprises françaises n'ont pas droit à la majorité des contrats d'ingénierie et d'architecture. Parle-t-on des effets bénéfiques sur notre balance des paiements ? C'est oublier que la construction entraîne 5 milliards d'importations, soit 45 % du total... ».

4 % des dépenses, 90 % des recettes pour Walt Disney

« Les postes-clés liés au fonctionnement du parc seront confiés à des Américains. Ainsi, il ne restera vraisemblablement pour les Français que des travaux subalternes dont certains saisonniers. En outre les 30.000 emplois dont il était question dans l'hypothèse haute se réduiront tout au plus dans un premier temps à 7.500 avec 470.000 F d'aide publique pour chacun ».



Par ici la monnaie !

« (...) Grâce à des accords juridiques extrêmement subtils, élaborés par des juristes américains, WDP devrait disposer d'une zone de protection commerciale d'un rayon de 10 kilomètres autour de Magic Kingdom ! Or, non seulement le principe d'une zone d'exclusivité est étranger au droit français, mais il constitue dans notre juridiction une atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie ».

« Il faut ajouter à tous ces avantages :

– La « préférence » accordée à WDP et garantie par l'État sur le quart des logements construits hors emprise sur une surface de 800 ha ;

– Le fait que le groupe Disney détiendra aussi un droit de préférence, cela va presque de soi, sur les hôtels, parcs de loisirs, campements, activités sportives (golfs, etc.) de l'ensemble des secteurs annexes ».

« (...) La société propriétaire de Disney dispose de 1.100 ha payés au prix des terres agricoles, qu'elle a le droit de revendre avec profit à tous les autres utilisateurs de l'opération. En outre, il semblerait que certaines négociations gardées dans l'ombre lui accorderaient un droit sur 1.000 autres ha. Telles sont d'ailleurs les principales sources de profits des Disneyland américains ».

« (...) Bref, si on récapitule, le projet Euro-Disneyland apparaît clairement comme une fabuleuse opération de promotion foncière et immobilière au profit quasi exclusif d'une société transnationale américaine... ».

« Encore que certains ont bien dû se remplir les poches avec les commissionnements versés par les Américains à leurs intermédiaires si zélés et si peu scrupuleux (on parle de 350 millions transférés secrètement dans les caisses d'un parti politique) ».

350 millions de francs dans les caisses d'un parti ! C'est à peu près la somme qui a été refusée par le gouvernement français en 1989 pour un vrai plan de relance de la marine marchande en France... L'on voit où certains situent le sens des priorités.

Voilà le scandale. Il est énorme. Mais si le sujet nous a tant émus, c'est qu'il s'agit de notre argent puisque la législation française veut que le produit de l'impôt des Bretons alimente les profits sans bornes de la classe politique parisienne. Cela, jamais nous ne l'accepterons. Dès 1984, les soi-disant « responsables » français du moment ont adopté un comportement digne d'une vulgaire république bananière en se couchant devant le capitalisme américain aguicheur et rusé et en s'en mettant sans doute plein les poches pour eux-mêmes ou pour leur parti, ce qui ne fait pas une grande différence.

Ces gens-là, qui se prétendent les pourfendeurs du Front National, lui donnent du grain à moudre. Les temps n'ont pas changé depuis cette III[e] République véreuse, déjà minée par les scandales politico-financiers, qui prêtait le flanc aux menées anti-parlementaristes des ligues fascistes. En fait, Le Pen et ses amis ont de beaux jours devant eux.

Et ce sont toujours ces gens-là qui voudraient exporter leur modèle de démocratie en Roumanie. Que les Roumains s'en gardent s'ils veulent définitivement clore l'ère des Ceausescu.

C. Guyonvarc'h

(1) *Dominique Frischer, « La France vue d'en face - l'image de la France analysée et jugée par des étrangers », Éd. Robert Laffont, janvier 1990, pp. 168 à 173.*

Baie de Saint-Brieuc
GRÈVE OU CAUCHEMAR ?
Le GEPN ne baisse pas les bras



Le GEPN, c'est le Groupe d'étude et de protection de la nature en baie de Saint-Brieuc.

Il en a été beaucoup dit (pas beaucoup fait) dans cette affaire de la décharge sauvage officielle de la grève des courses à la limite de Langueux et Saint-Brieuc.

Ouverte en 1966, le GEPN s'en est occupé dès 1973, en multipliant les démarches auprès de la préfecture (sans effet), tribunal administratif (condamnation des communes, sans suite).

Des magouilles officielles

Comme l'amnistie des fausses factures, une enquête publique concernant une demande de concession d'endiguement sur les 28 ha de la décharge a été ouverte du 22 novembre au 22 décembre 1989, à la demande des communes concernées, demande d'endiguement sur un site qui l'est déjà (toujours souci de démocratie).

Cela nous rappelle les propos tenus par M. Barbu (inspecteur de l'Équipement) : *« Il faut faire en premier lieu une concession pure, avec un simple cahier des charges, sans aucun projet, la régularisation sera rapidement menée ».*

Objectif de la commune, s'approprier 28 ha du domaine maritime public : en clair, cela s'appelle du vol...

Inlassablement, le GEPN a combattu et cru aboutir quand, sous le coup d'une intervention du secrétariat d'État à l'Environnement (juste avant les municipales), la commune de St-Brieuc se trouva dans l'obligation de fermer le site (le 1er mai 1989). Mais dans le style « cause toujours, tu m'intéresses », la commune de St-Brieuc continue d'utiliser cette décharge : toujours au mépris des lois et de la santé publique (taux de mercure 10 fois supérieur à la normale)...

QUI VA PAYER les communes de Saint-Brieuc et de Langueux ????

Une estimation : en 1985, le coût estimé (de remise en état), 27.500.000 F (lourds)... La commune de St-Brieuc a toujours refusé de s'engager financièrement ; les deux communes pourront-elles s'entendre sur un projet d'aménagement ? Il est en tout cas à prévoir que la pollution sera traitée au moindre coût. Pour l'instant, le dossier ne fixe aucun chiffre : s'il est normal que la ville de St-Brieuc, responsable de la décharge, en paie une grande part, peut-on en exiger autant de Langueux ? La solution ne serait-elle pas alors que le département y participe dans le cadre de son plan de restauration de la qualité des eaux de la Baie ?

Des propositions d'aménagement du GEPN

1. Qu'une solution efficace aux problèmes de pollution engendrée par ce dépôt d'ordures soit trouvée et mise en œuvre au plus tôt.

2. Qu'à défaut de la restauration du milieu naturel pré-existant, cet espace public serve de site botanique.

3. Que la ville de St-Brieuc (et Langueux associé) ne puissent pour autant s'approprier cet espace qui doit rester partie intégrante du Domaine Public Maritime.

4. Que la gestion des 28 hectares remblayés illégalement se fasse dans le cadre d'une réserve naturelle (dont nous avons demandé création pour le fond de l'Anse d'Yffiniac en 1981).

Conclusion : un précédent dangereux

A notre époque où une interprétation des plus laxistes des lois et règlements en vigueur permet trop souvent de sacrifier le Domaine Public Maritime à toutes sortes d'appétits, ce serait un bien fâcheux précédent pour certaines communes de notre littoral qui n'ont que trop tendance à remblayer et à gagner tout ce qui peut l'être sur la mer.

En accordant une concession d'endigage suivie d'un transfert de gestion aux responsables de la dégradation du lieu, ceux-ci se verront confortés dans ce qui a toujours été leur idée : « obtenir des terrains au moindre coût » (1).

Il est à noter que : il est fait mention, dans le dossier d'enquête publique, et tous autres documents concernant ce dossier : (d'endigage), terme impropre inconnu du Larousse ! Il s'agit en fait **d'endiguement.**

P.G. (St-Brieuc)

(1) Claude Saunier, maire de St-Brieuc, a déclaré (Ouest-France du 4.2.83), *« L'opération n'est pas si mauvaise : nous agrandissons de plusieurs hectares le patrimoine communal à moindre coût ».*

LE GROUPEMENT POUR L'ÉTUDE ET LA PROTECTION DE LA NATURE

16 ans de combat pour le patrimoine naturel

Le groupement pour l'étude et la protection de la nature est une association créée en 1974, agréée au titre de la loi de 1976 sur la protection de la nature, ainsi qu'au titre de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Ses objectifs étant de mieux faire connaître les milieux naturels, faire prendre conscience de la valeur des sites de la Bretagne et agir pour la prévention des pollutions (comme ce fut le cas pour la décharge de la grève des courses à St-Brieuc, dossier que nous aborderons plus bas).

Dans son bulletin de liaison *« Le râle d'eau »* décembre 1989, le GEPN fait un point de ses activités depuis sa création.

Constituée officiellement en octobre 1974, dans l'ancienne chapelle du collège Le Braz, à St-Brieuc, où quelques mois auparavant se tenait une exposition concernant un projet de port démesuré dans l'anse d'Yffiniac. En passant par 1974, année où le GEPN dénonçait une certaine décharge à la grève des courses, le bulletin en vient naturellement aux années 1978-1979 et à l'élaboration d'une charte destinée à fixer un code de bonne conduite à tous ses adhérents (des dissensions étant apparues à cette époque).

Le GEPN indique que depuis l'élaboration de cette charte, aucune hésitation quant à la conduite à tenir, aucun conflit au sein du CA et aucun reproche de ses adhérents n'a été enregistré.

De plus il est rappelé que cette charte étant vieille de dix ans, il est possible d'y apporter des modifications (sujet abordé lors de l'AG du 27-01-1990).

Si vous désirez connaître cette charte et l'historique du GEPN, il est possible de se procurer le « râle d'eau n° 60 » à : GEPN, 10 boulevard Sévigné, 22000 St-Brieuc, tél. 96.33.10.57, ou pour y adhérer, cotisation 80 F ; étudiants et demandeurs d'emploi, 40 F.

DOCUMENT

Agriculture

Détails chiffrés de la diminution spectaculaire des stocks agricoles de la CCEE

Dans la CEE, la valeur des stocks publics agricoles d'intervention a diminué pour la seconde année consécutive, pour s'établir au niveau de 1.612,2 mio d'ÉCUs au 30 septembre 1989.

Cette diminution au cours de la dernière période de douze mois est la conséquence de plusieurs facteurs :

– l'application pour la première fois du mécanisme de dépréciation des achats à l'intervention lors de leur entrée en stock ;

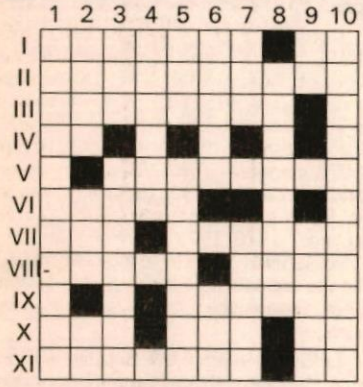
– un déstockage important de la viande bovine ;

– une politique d'exportation dynamique (céréales, produits laitiers et huile d'olive). Le tableau ci-dessous reprend les quantités et les valeurs des stocks des trois dernières années.

PRODUITS	30/09/1989 (prov.)		30/09/1988		30/09/1987	
	Quantités (tonnes)	Valeur mioÉCU	Quantités (tonnes)	Valeur mioÉCU	Quantités (tonnes)	Valeur mioÉCU
Blé tendre	2.386.290	246,1	2.381.683	325,7	3.406.150	750,1
Blé tendre non-pan.	263.783	25,4	1.756.038	219,2	3.417.301	659,2
Orge	3.210.852	276,2	3.572.186	415,4	4.326.100	856,3
Seigle	1.087.886	94,9	876.367	109,2	1.055.059	231,5
Blé dur	1.231.022	191,0	2.336.107	436,4	1.529.732	434,3
Maïs	780.350	34,0	18.357	1,5	22.297	4,1
Sorgho	2.680	0,2	10.885	1,2	8.205	1,6
TOTAL CÉRÉALES	8.962.863	867,8	10.951.623	1.509,6	13.764.844	2.937,1
Huile d'olive	190.998	323,9	408.197	656,6	325.225	491,3
Colza	132	pm	37.974	15,2	0	0,0
Tournesol	7.924	3,5	147.108	70,7	142	0,1
Alcool en Hl	3.381.714	36,5	2.891.986	135,9	1.091.601	102,2
Tabac en feuilles	7.821	2,1	1.155	1,0	3.369	2,2
Tabac transformé	3.355	1,3	5.660	2,8	20.146	15,2
Tabac emballé	66.407	45,7	39.777	67,8	5.231	6,3
Lait écr. en poudre	4.811	10,3	14.116	27,7	721.753	1.380,1
Beurre	32.055	74,5	221.079	584,0	1.058.353	3.523,6
Viande bovine en qu.	127.386	193,8	558.605	1.147,4	483.973	1.355,6
Viande bovine dés.	23.585	52,8	164.320	445,1	207.125	760,9
TOTAL	-	1.612,2	-	4.662,8	-	10.574,6

Constatons qu'avec les quotas et leur application draconienne et injuste, en particulier dans un pays à vocation laitière comme la Bretagne, la CEE n'a pratiquement plus de réserves de lait en poudre. Pour cette raison, elle vient de perdre au profit des États-Unis un important marché dans le tiers monde. Une bonne raison pour réclamer la suppression des quotas sous leur forme actuelle, ce qui encouragerait un redémarrage de l'agriculture par les jeunes.

Mots Croisés Bretagne-Celtie



Problème nº 19

(quelques mots sont en breton)

HORIZONTALEMENT

I. Danses du Pays Vannetais ; Présent deux fois sur douze. – II. Habitantes des plages. – III. On peut en voir une curieuse représentation sur le calvaire de Tronoën. – IV. En Domnonée. – V. S'échouent rarement sur nos côtes. – VI. Ce Nantais fut en avance sur son temps ; Article défini contracté. – VII. Repeuple nos plages ; Tels des caractères oghamiques. – VIII. Difficile de faire moins... ; le Celte y serait prédisposé. – IX. Productives seulement en Loire-Atlantique. – X. Phonétiquement : coule en Finistère ; Lettres de Broons ; Dans une conjugaison. – XI. Centres d'hébergement pour crustacés ; Actuellement bien loin de la Coupe de France (initiales).

VERTICALEMENT

1. Selon la tradition, on peut y voir la sépulture du Roi d'Is. – 2. Archipel irlandais ; Certains l'appellent hañv ; Indiscutablement bretonne (initiales). – 3. C'est vraiment nécessaire ; Armes de Bretagne ? – 4. Ce patronyme désigna d'abord un insulaire. – 5. Compte pour deux ; On le trouve près de Blain, et non au Cap de la Chèvre. – 6. Tel plus d'un arbre breton en octobre 87 ; De bas en haut : Gradlon, par exemple. – 7. Plus d'un Breton est ainsi qualifié sans l'avoir mérité ; Balise itinérante. – 8. Le monstre du Folgoët y perdit la tête. – 9. Peintre nantais homonyme d'un célèbre couple de peintres abstraits (initiales inversées) ; Ne peut guère qualifier les montagnes d'Arrhée, contrairement au suivant. – 10. Voir ci-dessus ; De bas en haut : Louis Le Cunff a chanté celles d'Ouessant.

M. ERWAN

PB Service

CONFÉRENCES GWEZENN 90

Science politique : « Les Bretons et la politique : 30 ans de scrutins en Bretagne », par Michel Nicolas.

Vendredi 23 mars 1990 à 20 h 30, centre social de Redon.

Culture et éducation : « Les écoles Diwan : enseignement et éducation », par Hervé Kerrain.

Vendredi 27 avril 1990 à 20 h 30, centre social de Redon.

Écologie : « La loutre et les rivières en Bretagne », par Clément Rio.

Vendredi 18 mai 1990 à 20 h 30, centre social de Redon.

CBAP BREST
Stages de musique

Écriture musicale : 17-18 mars, avec Pierre-Yves Moign. Public : cet enseignement s'adresse à des personnes instrumentistes ayant une bonne connaissance théorique de la musique.

Flûte traversière en bois : 21 janvier avec Jean-Michel Veillon. Public : non-débutants.

Accordéon diatonique : 10/11 mars avec Yann-Loïc Joly. Public : adultes tous niveaux.

Cornemuse : 10/11 mars, avec Jakez Pincet.

Treujenn-gaol (clarinette) : 4 février, avec Eric Marchand. Public : adultes tous niveaux.

Guitare : 10/11 février avec Soïg Siberil. Public : non-débutants.

A noter : en prévision, stage de chant traditionnel avec Eric Marchand.

Renseignements et inscriptions : Centre breton d'art populaire, 37 bis rue Victor Hugo, 29200 Brest. Tél. 98.46.05.85.

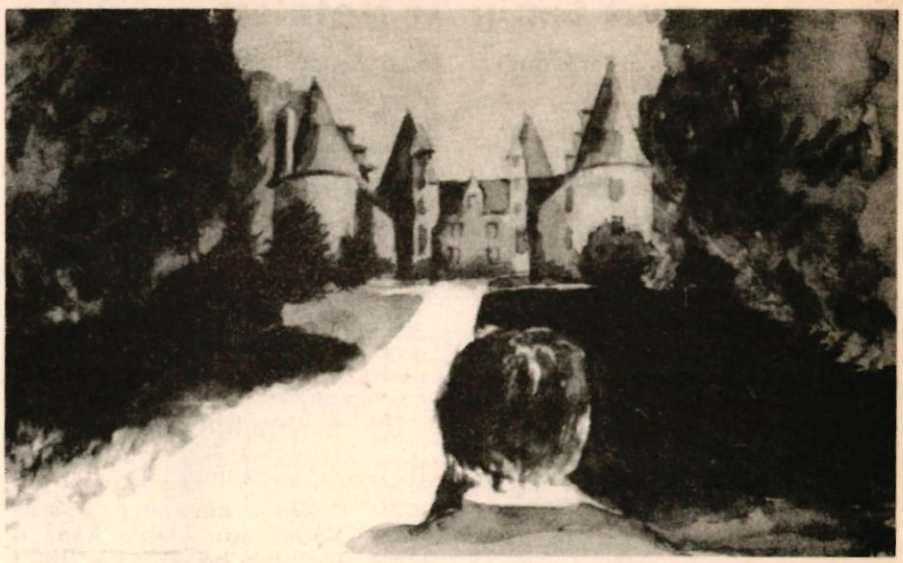
Solution du problème nº 18

Horizontalement :

I. Marbeuf ; Bé. – II. AI ; Amiraux. – III. R.S. (Robert Surcouf) ; R.P. (Robert de Plélo) ; Erec. – IV. Macbeth. – V. Ocsar (Oscar) ; Exat (Taxe). – VI. UE ; Real ; VE. – VII. Meur ; Yar. – VIII. Eva ; Ribot. – IX. Tirasse ; Am. – X. Sein ; Erdre. – XI. SNAD (Dans) ; Ruse.

Verticalement :

1. Marmousets. – 2. Alsace ; Vies. – 3. CS ; Marin. – 4. Barbare ; Ana. – 5. Empereurs. – 6. UI ; Arise. – 7. Frehel ; Berr. – 8. Ar ; Yo ; Du. – 9. Bue ; Avatars. – 10. Exciter ; Mee.



Glizh-Arc'hant

gant Fanch Treger

eil lodenn

pempvet rann :

Deiz kentañ ar bloaz e Glizh-Arc'hant

– Bloavezh mat deoc'h holl, eme Soazig ar Sidaner o tegouezhout e Glizh-Arc'hant, diwezhat evel kustun, evit ober gouel an deiz kentañ ar bloaz gant he c'herent.

Ar familh a oa dijà ouzh taol o kontañ kaozioù en ur dañva un evaj a c'hiz nevez, kir breizhat. Bep bloaz en em vode evel-se Sidanered Glizh-Arc'hant da hetiñ bloavezh mat an eil d'egile ha da zebriñ ur pred mat asambles. Evel boaz e oa bet lazhet unan eus gwazi ar vamm-gozh ha distouvet un nebeut boutailhadoù gwin kozh ha chistr beuz dibabet gant Goneri gozh evit enoriñ a bloaz nevez.

Ouzh taol ez ae an teodoù en-dro rak darn eus izili ar familh n'o doa ket bet digarez d'en em welet abaoe ur pennad amzer.

Kaoz e oa evel-just eus ar vugale evel en holl familhoù hag ivez eus ar yec'hed eus al labour pe an dilabour, eus levenez ha poanioù ar bed-mañ...

Met er bloaz-mañ dre ma oa bet gwall skoet an darn vrasañ anezhe gant an darvoudoù c'hoarvezet e Broioù ar Reter ha dreist-holl e Bro Roumania ne oa bet komzet kazimant nemet eus se ouzh taol. Chom a rae engravet en o spered ar skeudennoù fromus bet skignet da zeiz Nedeleg war ar skinwel.

– Mâ, eme Herve, trist eo memestra gwelet peseurt buhez zu a rene ar paour-kaezh tud-se dindan galloud ar « C'hondukator » evel ma veze graet dioutañ. Bremañ pa 'z eo bet diskaret ar gwasker-se, gwallsi ar gordenn en e gorf, e c'hellint emichañs adsevel o bro hag heuliañ roudou broioù all Europa.

– Lakaet o deus mesk en Europa en ur vont war-zu ar frankiz, eme Baol. N'ouzon ket penaos e yelo an traoù arc'hoazh. Trouz a c'hellfe bezañ ha marteze freuz ha reuz.

Zoken, amañ e Breizh emañ priz ar moc'h o tont war draoñ, dija.

– Ret e vo diwall eme Goneri gozh, dreist holl eus Bro-Alamagn. Bremañ pa 'z eo bet dismantret mogerenn Berlin ez eus lod eus an Alamaned o klask adunvaniñ o bro. Alamagn veur ! emeze.

Ac'hanta ! bep tro m'o deus graet se, bep tro o-deus brevet hon choug deomp, kent. Bep tro ; da lavaret eo teir gwech en ur ober dek bloaz ha tri-ugent. Diwallomp ! a lâran deoc'h.

– Se zo traoù tremenet Tad-kozh, eme Jakez. Ekonomikel eo ar brezel bed a-vremañ. O klask gounit marc'hadoù nevez evit o froduioù emañ ar broioù hiziv an deiz ha n'eo ket o klask breviñ o amezeien gant o armeoù.

– Gwir eo Jakez, met dalc'h soñj memestra eus ar pezh am eus lâret dit hiziv.

– Hag an hini a oa deuet da guzh d'ar Seizh-Sant aze, eme ar vamm. Daoust petra eo deuet da vezañ ?

– Piv ?

– Feiz, Nastase pe Tanase, un dra bennak evel-se.

– Ya, Virgil Tanase an hini a oa, eme Soazig. Ur skrivagner brudet eus Bro Roumania eo eñ. Abaoe un nebeut bloavezhioù emañ o vevañ e Pariz ranket m'en deus kuitaat e vro.

Taget en doa ar « c'hondukator » en e skridoù ha setu hemañ en doa divizet lazhañ anezhañ. Met an den a oa bet karget da ober an tamm labour vil-se a oa deuet keuz dezhañ hag en doa gwerzhet e damm pistolenn. Evelkent, e oa bet goulennet gant ar skrivagner dont da guzh d'ar Seizh-Sant, e-barzh ur menaj bihan adkempennet, e-pad ul lajad.

Ret e vo din goulenn gant Sandrin hag eñ he deus bet keloù dioutañ. Hervez eo bet ur wech bennak oc'h evañ kafe e ostaleri an ti hent-houarn.

– N'on ket souezhet, eno ec'h erru tud eus kement bro 'zo.

– Ha Jord Agerzhe ? eme Rozenn. Daoust hag eñ e vo gwelet c'hoazh oc'h ober e babor e-barzh ar skinwel ? Hervez ne ouie netra eus ar pezh a c'hoarveze e Bro Roumania. Poan am eus o krediñ se memestra !

– Me ne ran ket a forzh eus Jord Agerzhe eme Erwan d'e wreg, met petra a sonj ar gomunisted wirion, ar gomunisted a feiz hag a galon ? petra a sonjont bremañ, int hag a grede e oa baradoz an douar en tu all d'ar rideoz houarn ? Touellet in bet a-dra-sur met bremañ, petra a sonjont ?

Ha petra a raio tud zo : micherourien, tud dilabour, peorien hag o doa lakaet o feiz er strollad-se abalamour ma sonje dezhe e tegasfe gantañ ur bed nevez, ur gevredigezh reishoc'h e-lec'h ne vije ken na paour na pinvidig ? Petra a raio an dud-se, bremañ pa 'eo lemet digante o esperañs, esperañs an abardaevezh veur hag ar beureoù o kanañ ?

(Da vezañ kendalc'het)

POBL VREIZH

Loeiz Ropars goulennateet gant Lanig Ar Hefeleg

G. : Pegoulz ho poa greet krouet pe savet eun dra nevez ?

R. : E Roazon leh e oan war ar studi da fin ar brezel diweza e oan en em lakeet, kerkent ha miz du er bloavez 1944 da gelenn dansou Breiz da studierien Skol Veur al Liziri, ar pez a oa eun dra nevez d'an ampoent.

Hag er bloaz war lerh e oa savet ganeom eur goulennadeg pe eur betition da houlenn ma vefe digoret skoliou an eil derez da gelennadurez ar brezoneg. Pevar hant sinatur a oam deut a-benn da zastumm e-touez ar studierien e Roazon dreist oll, med ivez en Angers hag e Paris.

Ar betition genta evid ar brezhoneg e oa hounnez war lerh ar brezel, pez a voe eur frealz, hervez am oa klevet goude, evid or henvroiz bet kaset d'ober pinijenn d'an toull bah !

Ne oa ket awalh evidom eljust, chom d'ober troiou endro gand or strollad danserien euz Skoll Veur al Liziri, ha kerkent hag er bloavez 1945 e oa savet ganeom eur gevredigez nevez badezet ar JUB (deut da veza goude ar JEB), bodet enni studierien euz an oll skoliou meur (liziri, gwir, skiantou, medisenèrez, etc...).

G. : Petra a zonjet, breman, diwar benn amzer da zond ar brezoneg ?

R. : N'on ket gwall droet da veza ken ankeniet se o sonjal er pez a hallfe digouezoud gand or yez en amzer da zond. Gwelom kentoh penaoz ema kont breman.

Lod a lavar ema ar brezoneg o vond d'an traon evid mad, oh ober e dalarou ! Lod euz an dud, pelloh a vez beh warno, prez varno, o klask interri ar brezhoneg hag a-bell zo e vez klevet seurt kaoziou. C'hoant am eus da lared e vo interret fals-diouganerien an amzer hirio ; evel re an amzer dremenet gand ar brezhoneg end-eeun evel ma skrive or heneil Jakez en e « lizer d'eun den dizesk war planedenn ar brezhoneg ».

Diouz eun tu all e vez klevet tud yaouank a ziwar ar mêz, bet savet e galleg koulskoude, hag a oar respont e brezoneg da gelaouennerien ha da animatourien RBI pe RKB hag er heriou e-touez ar yaouankizou desket e vez kavet muioch a baotred troet gand yez o zadou koz.

G. : Evid an amzer a vreman, peseurt aliou ho peus da rei d'ar re a zo o klask divenn ar yez ?

R. : Peb hini, e-leh ema o veva hag o labourad, a hall kemer perz mod pe vod er stourm evid derhel beo ar yez, neketa ! War ar pemdez kenkoulz ha d'ar zul pe da genver ar gouelioù, ar festou-noz, ar festou deiz, ar bodadennou a beb seurt e hall beb hini ahanom rei tamm ha tamm muioch mui a blas d'ar brezoneg.

En eur ger evel Kemper da skouer, ma komzez brezoneg e peb leh, war ar ru, en ostaliri pe en ti-krampouz, ne vo ket diez dit sacha evez eur brezoneger bennag a ouenn vad hag a blijo dezan kaoud tro da zistaga eun nebeud komzou en e yez hinidig.

An dud desket a hallom alia anezo da vond da gaoud ar vrezonegerien a vianig abalamour da dostaad o brezoneg ouz hini ar bobl, evel ma skrive dija e 1943 ar « barz labourer » Loeiz Herrieu en e leor « La littérature bretonne » (Mouladur Dihunamb).

G. : Ouspenn klask eun digarez d'ober eun tamm kaoz e brezoneg ho peus bet greet war dro ar bloaveziou 70, pa oah o vond war ar mêz duman ha du-hont dre Vreiz Izel. Kemeret ho peus bet perz, a gav din, el labouriou hag er vuez war ar mêz, hag e stourmou peizanted zo, a-vechou, zoken, evel da genver aferiou an « adlodenna » neketa ! Penaoz ha perag e oa digouezet deoh kemer perz er seurt aferiou ze ha ne zeblantont ket beza diouz doare tud o chom hag o labourad e kêr eveldohc'hwi ?

R. : Goulennet e oa bet diganen gand eun nebeud peizanted deuz Poullaouen sikour anezo da gaoud eun tamm sklerijenn war ar gudenn a-bouez se ha d'en em zivenn gwelloh a ze a-eneb ar reuz hag ar freuz a oa o tond da zispenn o atanchou, dre youl mistri nevez an douar, an deknokrated, an « aotroned nevez » evel ma skrive Yvette Guillou deus Plonevez ar Faou en he leor « les nouveaux seigneurs » eul leor a dalvez ar boan alia an oll d'her lenn.

Goude beza aozet eur vodadenn e Poullaouen, eun daolgrenn e kambr al labour douar (Penn ar Bed) on-oa komprenet pegen luziet e oa kudenn, pe kudennou ar boda-douar, ha pegen diez e oa d'an dud en em zivenn e seurt aferiou, Evelse e oa greet or zonj ganeom da zevel eur gevredigez nevez, « Terouer Breiz ». (Association pour la défense du Terroir breton) he ano.

G. : Petra e oa just awalh « Terouer Breiz ?

R. : Eur gevredigez a oa he 'fal klask penaoz e hellfer gwaranti, divenn ha lakaat da dalvezoud terouer Breiz dre vraz, an douarou da zigenta, hag ivez an aochou.

Perag sevel eur seurt kevredigez ? Re a zistrujou a veze greet dre ar vro a-bez hag aliez a-eneb da youl ar peb brasa



euz an dud, pe, da vianna heb rei an tu d'an dud da houzoud ar rag hag ar perag, da weled pegement e koustfe d'an oll, e peb kenver, al labouriou braz-se.

E pad deg vloaz diouz renk eta, azaleg 1969 beteg 1979, on bet o kas an traou en dro, er gevredigez-se, skoazellet a-wechou gand ar SEPNB ha gand an APPSB. (Dour ha steriou).

Meur a wech-entre 1972 ha 1977, em eus bet kaset yaouankizou euz Kemper, eun ugent bennag euz ma skolidi en o zouez da blanta gwez war ar mêz, e Sizun, Loctudy, Gouesnac'h, Plozevet ha Landrevarzeg.

A wechou on eus bet ar chans d'ober ar pez a oa red evit sikour divennerien galoneg an Natur da gaoud an treh : evel-se e oa deut a-benn, da skouer, unan euz or mignoned, P. Jarno, maer Camor da zavetaad unan euz kaerra koajou Bro-wened.

E kichenn Kemper on eus bet ar chans ivez da zavetaad traonienn ar Stangala a oa sanset da veza « beuzet » : divizet e oa bet gand an deknokrated sevel du-ze eur pez mell stankell pe harz-dour « barrage écrêteur de crues » evid mired na vefe goloet Ker Gemper gand an dour beuz.

Deut e oa d'am gweled evid an afer ze, eur skiantour euz Skol Veur Nancy, karget emezan da studia an efed a hallfe kaoud ar barraj se war an trowardroiou hag ober an « Etude d'impact » evel ma vez laret.

Dre chans e oa ganen daou leor roneotet bet savet gand daou euklasker yaouank euz an INRA diwar benn ar seurt kudennou. Meur a zisplegadur dre gomz a voe red din rei war ar marhad da baotr Skol Veur ar skiantou ! Ouzpenn ze, eur vodadenn digor d'an oll a voe aozet ganeom a Sal Toull Al Laer e Kemper. Pedet am-oa da gemer perz er vodadenn ze or mignoned euz ar SEPNB an APPSB. Evel-se e voe displeget mad an traou da gement hini a oa lakeet nehet gand kudenn ar barraj-se, maered ar parreziou tosta d'ar Stangala (Langolen, Landudal, Elien...) labourerien douar hag a oa o vond da goll eul lodenn euz o atant, renerien sporchou an dour (kanoë-kayak) hag

LENNEGEZH

Diviz gant F. Kerrain diwar-benn skridou brezhonek an Aotrou Bourdellès

Eilvet lodenn : ar varksouriezh



P.V. : Komzet ec'h eus, ar wech diwezhan, diwar-benn un niverenn eus « Imbourc'h » anvet « petra eo ar varksouriezh ». Ar pennad-se a zo moarvat penn-da-benn prederouriezh ?

F.K. : Evit gwir, ez eus aze teir frezegenn bet aozet da genver devezhioustudi Kristenion Breizh. En abeg da se, n'heller ket komz eus prederouriezh rik. Mesket eo an traou.

P.V. : Ro deomp un tanva pe, da nebeutan, un diverran eus ar studiadenn-se.

F.K. : Ar brezegenn gentan a laka war wel e peseurt bed eo difluket ar varksouriezh. Merkan a ra pezh a ya d'ober spered « ar bed modern » a zo diazezet, emezan, war deir drougiezh : marv Doue, an den lakaet da broletour ha dismantridigezh ar pinvidigezhiounatur. Tri enebadur : ouzh Doue, ouzh an den hag ouzh an natur. En eilvet lodenn e tispleg deomp penaos eo meizet ar bed gant ar varksourion hag e tielfenn mennoziou pennan ar varksouriezh : an danvezelouriezh daou (enebek hag istorel a zo, evel ma ouzer, ar galonenn anezhi gant meizad an arallekadur. An dervet lodenn a zo gouestlet d'an tem : marksouriezh ha relijion. Aman e pouez war meizad an arallekadur ha war an doareou a fell d'ar varksourion implijout evit dont a-benn eus an arallekadur relijiel ha diskar ar relijion. Klozan a ra e labour gant rein e aliou d'ar gristenion a zo dirazan, evito da c'hellout stourm ha trec'hin war ar gomunourion.

P.V. : Ar wech kentan e oa dit klevout anezhan o prederian diwar-benn ar varksouriezh ?

F.K. : En un doare sistematek evel-se, sur-mat. Hogen alies em eus bet kejet gantan ha gouzout a ran mat pegen prederiet e oa gant ar pezh a anve « krign-bev an eneberezh ». Meur a wech em eus bet klevet anezhan oc'h ober an diforc'h etre pezh a seblant ar varksouriezh bezan ha pezh ez eo e gwirionez, da laret eo, eneberezh pe gentoc'h **daou-eneberezh,** dialektik, o tennan he mad eus an holl enebezhiou o neradin er bed (hag er bed a vreman ne reont ket a ziouer), o kas anezho betek ar penn pellan ken e strako an traou hag e tiwano ur bed nevez dre ar wall-nerzh hag an dispac'h.

P.V. : War a seblant ne oa ket techet da astenn an dorn d'ar gomunourion !

F.K. : O nann. Spontet an hini a oa gant ar gomunouriezh, dreis-holl war dachenn ar vuhezegezh (morale). Pa oan gantan er skol, e rae meneg alies eus ul levr hag a oa bet skrivet gant un den bet e penn ar strollad komunour saoz kent dont da vezan kristen. Pouez an a rae kalz war al levr-se, anezhan un testeni douget gant unan hag a ouie ervat, dre skiant-prenet, pegen marvus ha drastus e oa evit personelezh an den bezan un ezel oberiat eus ar Gostezenn.

P.V. : Iskis a-walc'h e kavan ar mennoziou-se. Ha gouest e vefes d'o sklaeraat ?

F.K. : Hervezan e oa daou dra hag a oa diskouezet mat el levr : da gentan, ur gwir komunour a zeu da vezan « ur grouanenn sec'h e simant ar Gostezenn ». Evitan n'eus ken na mat na fall na gwir na gaou estreget pezh a zo bet divizet gant ar strollad. E vo anvet gwir ha mat pezh a glot gant interestou ar strollad hag a zo ampletus evitan. E vo anvet fall ha gaou pezh a vo kontrol d'e interestou. Neb a vez armet e spered gant seurt ideologiezh a c'hell mont pell ganti ! Gant ma sento ouzh urhiou ar strollad, e seveno mennadou kuzh an Istor ha, ne vern pegen euzhus e vo e oberou (muntrou, torfedou, gevier ha me oar) bezet pe vezet, e vano direbech ha didrubuilh. Ne vo ket pistiget e goustians gant morc'hedou.

P.V. : Ha petra c'hoazh ?

F.K. : Gwir eo, daou abeg am boa kinniget. An eilvet abeg a zo kementman : ur gwir komunour a vez renet e vuhez gant ar gasoni. Binim an daoueneberezh o trenkan kalon an den ! Evel ma lare din un deiz : « lezenn ar Gristeniezh eo ar garantez, lezenn ar Varksouriezh eo ar gasoni » pe c'hoazh : « un diforc'h bras a zo etre ur c'hristen hag ur c'homunour : ur c'hristen eo gwelloc'h dezhan bezan merzheriet eget merzherian... daoust ma rafen ur merzher fall a-walc'h ».

P.V. : Kaner fall a seblante bezan ! Diouzh pezh a intentan, gwell estonet e vije bet gant ar pezh a zo breman o c'hoarvezout.

F.K. : Evel an holl moarvat. Hogen ar studiadenn-se a zo bet aozet e 1976, d'ar mare ma hanvale ar Stadou komunour bezan en o splannder. Evl just, evit pezh a sell ouzh an ekonomiezh, ne oa ket hep gouzout e oa berr alan warno o klask tizhout rez-bevan broiou ar C'hornog ha ne vije ket bet souezhet tamm ebet o welout anezho, un dro bennak, oc'h ober freuz-stal. Met ne grede ket, sur-mat, e vije bet gallet, war verr dermen, dilemel mantell-blomm ar mac'homerezh diwar choug ar poblou gwasket. Kentoc'h en dije gwelet an armeou soviedel oc'h aloubin ar C'hornog, hep m'o dije ar broiou-man en em zifennet nemeur, dinerzhet maz 'int gant kevredigezh ar « madou e-leizh, na kennebeut hep m'o dije bet da gontan war skoazell an Amerikaned. Adalek 1956, pa veze oc'h ober kenteliou istor, em eus sonj mat, e tedenne hon evezh war gartenn ar Stadou-Unanet – ur mailh e oa war ar « geo-politik » – hag e lavare deomp traou evel-henn : « Sellit mat ouzh Bro-Galifornia hag ouzh ar meurvor Habask. Aze eman da-zont ar Stadou-Unanet. Ar re-man a vo muioc'h-mui troet o sellou war-du broiou ar Reter-pellan ha, dreist-holl, war-du Bro-Japan. Ni Europiz arabat deomp fizian re enno ».

(suite page 15)

Loeiz Ropars

(suite)

ivez eveljust paotr an « Etude d'impact ». Evelse e voe « interret » ar « projet » ha neket « beuzet » an draonienn !

Ouzpenn stourm e leh man-leh a-eneb d'an distrujou on eus bet greet avad. Greet on eus bet or zeiz gwella evid secha evez an dud e karg kenkoulz hag al labourerien douar war ar pez n'eo ket demokratel el lezennou a ren al labour douar hag ar vuez war ar mêz dre vraz, e Bro hall.

Kinniget on-oa evelse gwellaennou da zigas da lezenn an adlodenna-lezenn bet savet en 1941.

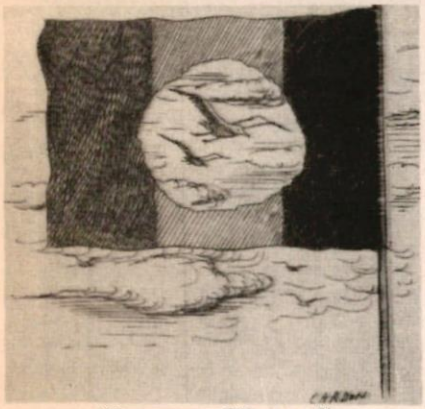
Er Senat, er bloavez 1975, ne oa bet manket deom nemed **eur vouez** da gaoud an treh.

Bez e hellfenn rei d'an neb ar garo eur gopi euz an « amendements » se.

Evid echui, e tlean lared eo luziet tre ar hudennou ze hag eo red o studia piz hag e-pad pell, a-benn gweled skler enno. Eur gelaouenn evel Pobl Vreiz a hellfe ober labour vad war an dachenn ze.

Benn ar fin, divenn ar brezoneg ha sevannadur ar vro, divenn penvidigeziou an douar hag ar mor, divenn gwiriou mab-den e Breiz, an oll stourmou ze ne reont nemed unan, neketa !

Daoust hag e vo gwelloc'h ar vuhez goude an darvoudou krizh ?



(Hervez ar C'hanard)

Gwelloc'h gant an toull e barz !

Ne ra ket diouer deomp an degouezhioù abaoe ur mizvezh pe zaou, pa sellomp ouzh an tele pe lennomp ar c'hazetennoù. Anken e tegas an darvoudoù abalamour d'ar skeudennoù euzhus gant korfoù marv ha marc'hagnet, emgannoù. Spontet omp ha sioulaet asamblez o santañ pegen pell emaomp diouzh ar muntroù ; diouzh al lazhadegoù.

Kenlodek e yez an Egzagon eus ar reter

Tamm ebet hon eus soñj kenveriañ an euzhadennoù diniver hon eus sellet ouzh ar skramm e-pad on darvoudoù c'hoarvezet e Roumania e-kichen re an Egzagon. Ha koulzkoude ? E bouez en eus taolet an tremened warnomp. Galloudus-kenañ e vez an tremened. Mougañ a ra an torfedoù muioc'h eget ar barnadennoù. N'eus ket ezhomm eus kalz a amzer a-wechoù : Setif, Ouvea, Madagaskar...

Tarzhet o deus darvoudoù Timisoara. N'eo ket darvoudoù dic'hortoz. Nann. Un hanter eus ar Stad ijinet eo graet gant Magiared n'o deus ket ar gwir da gomz o yezh, da implijout o c'hultur. Pegen dispered eo bet ar re o deus sinet un emglev evit stummañ Roumania. N'ouezit ket piv int ? Ar Fransizien. Ya, ar Fransizien, trec'h d'an Alamaned. Setu ar pezh am eus lennet war al levr « Quid » : « Gant sikour Bro-Frañs e kas Roumania e unvaniezh da benn en ur stagañ Transilvania, Bessarabia, Banat ».

Deuet eo va fennad-skrid eus ar gounnar ruz pignet ennon. Setu penaos ? Boazet on da glevout ar c'heleier pa erru kreizteizh. Gant plijadur em eus klevet e oa bet krouet strolladoù politikel goude lazhañ Ceausescu hag e wreg dirak soudarded an arme. Ya, ur biljadur e voe evidon, dreist-holl abalamour d'ar Vagiared, o doa chañs adarre da vevan evel ur boblad. Buan e tremenas ar c'helou hag aon am boa da vezañ chomet hep kompren sklaer. Met frealzet e oan peogwir am boa soñj klevout an dra-se adarre d'an noz dre an tele. D'an noz ne klevis netra. Netra kennebeut war ar « Ouest-Torch ». Netra d'an devezhioù all. Daoust hag am boa manket ? Dav e voe din gedal betek ar sul. Penaos ? Boazet on da brenañ « Le Monde » ur wech pep sizun ken ker e vez evel ma oar an holl. Hag aze e kavjen ar pezh e kreden e oa ur fazi. C'hwi ho peus, lennerien ur brouenn eus ar frankiz fougeet n'ouzon ket pet gwech.

Glaouriñ a ra ar capitalourien

Leun a bajennadoù hon eus gant broadoù ar reter : Bro-Alamagn, Tchekoslovakia, Yougoslavia, Albania, Bro-Bologn, Republikoù an URSS. Daoust hag en deur ur pal ? D'am sonj, ya. Ne tra ne dro ket mat. C'hwitet eo bet ar renadur. Gwelloc'h eo bevañ e-barzh ar bed « libr », neketa ? Un tammig re vuan ar varnadenn. Hag amkounac'haet an Trede-Bed ? Hag ar Pevare-Bed gant ar vugale a varv e-leiz ? Daoust hag int « libr » ? Lennit mat ar c'heleier dizoloet gant « Faim et Développement ». Spontus e vez stad ar boblañs : Afrika, Brasil, Bro-Indez... Digor eo faltazi ar Boloniz, an Alamaned, ar Rusianed war stalioù bras leun a varc'hadouriezhioù. Aon hon eus rak kerseennoù evel ma skriv an dud fur. Peseurt kerseennoù ? Kerseen an arc'hant, kerseenn al labour, kerseenn an dizonestiz...

Hadet eo bet an daerijenn e pep lec'h. Ha ne vez ket Bro-Frañs gant ar re ziwezhañ.

Aldrig A NAONED

An Oriant : Reuz en ti-ker

Aloubet oa bet ti-ker An Oriant d'ar meurzh 19 gant micherourien tachenn sevel-bagou La Perriere. Emaint o stourm evit mirout gwiriou sokial.

Eus an ti-ker e oa an Aotrou Le Drian, maer ha kannad sokialour, o rein e urzhiou d'ar fliked ; en e gichen edo an Aotrou Cultiaux, isprefed.

Ar vicherourien a zo bet skarzhet kuit gant ar boliserien, a daoliou bazh ha grenadou-gouelan.

D'ar yaou noz ez eus bet un emvod kuzul-ker : an tu-dehou hag ar PS o doa divizet gwerzhan lod eus ar servijou ker da embregerezhiou prevez E pad an emvod e oa degadou CRSed o tiwal an ti-ker.

Pierre Bourdellès (fin)

P.V. : Diaes eo bezan muioc'h gwashaour egetan e-kenver dazont ar C'hornog !

F.K. : Gwir eo. Koulskoude e krede dezhan ne oa ket didrec'hus ar gomunouriezh... gant ma vefe kavet tud kaloned a-walc'h evit stourm outi. Eus un dra e oa kendrec'het : n'eo ket gant danvezelouriezh ar C'hornog eo e vo diskaret danvezelouriezh ar Reter. Evit d'ar renadou komunour mont da get e vo ret kaout hiniennou ha poblou gwriziennet don o c'halon en talvoudou relijiel ha divezel (moral). Tud kadarn, lakaet ganto o ment speredel da vleunian ha gouest, evel ma lavare ken mat, da heuilh « lezenn-aour o c'houstians ». Hogen, memestra a lavare a-zivout Breizh : « n'eo ket gant tudigou prest d'en em werzhan da Vro-C'hall evit un toullad gwenneion pe un tamm galloud dister an hini a vo savetaet hon bro. Pezh a ra ar muian diouer deomp eo danvez-renerion, awenet o buhez gant lezenn gristenn ar garantez ouzh o nesan ha mennet da samman war o choug holl boaniou ha trubuilhou ar boblans ».

P.V. : Moarvat ne oa ket tuet kennebeut da ganan gloar d'ar Gapitalouriezh ?

F.K. : Tamm ebet. Evit henn merzout n'eus nemet lenn ar pennad kentan. War a sonj, ne ra an « danvezelouriezh istorel » nemet krenvaat, kennerzhan an arallekaduriou diwanet a-ziwar ar sistem kapitalour. Ne ra nemet gwashaat an disparti etre an den ha Doue, ar gevredigezh, an natur. « Ar Gapitalouriezh a zo ar vamm, emezan, ar Gomunouriezh a zo ar verc'h hag ar verc'h a venn distroadan ar vamm ». An hevelep danvezelouriezh a zo oc'h ober he reuz er bed hag o kas anezhan, piv'oar, etrezek an emzistruj.

P.V. : Ur ger diwezhan evit klozan ?

F.K. : Ya, er c'henveriadur-se etre an daou sistem e kavan eus e skedusan eeunweladuriou (intuition). Disklerian a ra n'eo ar Gapitalouriezh nemet ur sistem rak-komunour, dre ma kas dabenn ur politikerezh gwastus a degulturan hag a ziswriziennan. War e veno – ha se a zo sklerijennus-kenan – ez eus diouzh an tu ar sevenaduriou a warez hag a ziorren ene an den ha diouzh un tu all ar sistemou danvezelour modern, ar sistemou diazezet war an Danvez. Ar re-man, pe komunour e vefent pe ne vefent ket, a zaoubenn hag a zisleber ar c'hevredigezhiou hag a flastr ar personelezhiou. Krouin a reont un « den nevez », hep talvoudou speredel, hep daveou diharz, an den **kumun**, boutin, boutinelaet. Seurt diforc'h etre ar sevenaduriou hag ar gomunouriezh n'em eus kavet neblec'h nemet en ul lenn levriou ur poelloniour ha digempleger (dissident) rusiat eus an uhelan, Zinoviev e anv.

(Da genderc'hel)

Le blé noir renaît en Bretagne

Grâce à une première récolte de 300 tonnes en 1989, les gastronomes vont redécouvrir la galette au sarrasin de Bretagne. Depuis 25 ans, la culture de cette céréale de terre pauvre avait disparu et l'on cuisinait avec du sarrasin de Chine, du Brésil, voire du Canada. 350 hectares au moins ont été mis en culture en Bretagne cette année. Il y a 1.800 crêperies au moins à fournir. Le grain décortiqué et grillé sera écoulé en Belgique : il est riche en protéines, pauvre en lipides et en gluten, substance à laquelle certains enfants sont allergiques.

L'UDB contre le Paris-Dakar

A nouveau, l'UDB a protesté auprès des ministères concernés et du département de Loire-Atlantique contre le rallye Paris-Dakar et contre le soutien financier public apporté à cette aventure pour pays riche humiliante pour les Africains et aussi pour les pauvres des pays riches. La lettre était signée de Patrick Pellen, responsable de la Fédération UDB de Loire-Atlantique et élu nantais.

le peuple breton

Mensuel – Edité par les Presses Populaires de Bretagne, 43 rue de Kerampont, 22300 Lannion (association déclarée suivant la loi de 1901).

Président : R. Pédron ;
secrétaire : M. François ;
trésorier : J. Guégan.

Composition et impression : IMPRAM - 22300 Lannion.

RÉDACTION
Administration, abonnements : BP 301, 22304 Lannion Cedex.

Publicité : au journal.

Directeur de la publication : J.J. Monnier.

C.P.A.P. : 66.132.
Dépôt légal : 1er trimestre 1990.

POBL VREIZH

Douarnenez

Le projet du Port-Rhu (bassin à flot et parc de loisirs à thèmes maritimes) ne paralyse-t-il pas, par ses incidences financières, toute progression de la commune dans d'autres domaines ?

C'est la question posée à la municipalité PC-PS par le Groupe de réflexion et d'initiatives locales (GRIL), auquel participe l'élu UDB, Yves Jardin.

Garderie des moins de 3 ans, accueil des jeunes dans les quartiers, sont deux des chapitres « Enfance-Jeunesse » avancés par le GRIL au regard des engagements financiers colossaux liés au Port-Rhu.

Une nouvelle librairie bretonne

A nos lecteurs de la région de Lorient, nous signalons que « Ar Bed Keltiek » vient d'ouvrir un nouveau magasin. (Livres, disques, art celtique) à Lorient, 50 rue du Port, tél. 97.21.71.16.

Rappelons l'ouverture de IMRAM à Guingamp, 4 rue St-Michel, tél. 96.44.10.76.

L'aveu d'Arpaillange

Le ministre français de la Justice donne raison au juge d'instruction qui refuse un interprète de breton à G. Cabon... et le maintient en prison. L'argumentation vaut son pesant de nationalisme français.

« Il ne m'apparaît pas souhaitable, à titre personnel, de permettre à des personnes parlant parfaitement notre langue nationale de s'exprimer devant les juridictions dans une langue régionale. Chacun s'accorde en effet à reconnaître qu'une langue commune constitue le réel ciment de l'unité nationale ».

Et la justice, dans tout ça ?

Par esprit humanitaire, on peut écrire à G. Cabon, N 794.048 W2 - 151 C - Allée des Thuyas - 94261 Fresnes Cedex.

EXCLUSIF :

L'Europe et l'environnement en Bretagne

La Commission des Communautés européennes a décidé le 29 novembre 1989, de créer un programme d'actions régionales en faveur de l'environnement-ENVIREG. La Commission est compétente en ce domaine, car les interventions seront financées par les ressources des Fonds structurels.

Ce programme sera doté d'une enveloppe financière indicative de 500 millions d'écus (3,5 milliards de francs) pour la période 1990 à 1993.

Les régions bénéficiaires sont celles éligibles aux objectifs n° 1 (régions en retard de développement) n° 2 (régions en déclin industriel) et n° 5b (zones rurales) de la politique régionale.

Sont donc intéressés par ce programme en Bretagne : au titre de l'objectif n° 2, les bassins d'emploi de **Saint-Brieuc, Lannion et Guingamp** ; au titre de l'objectif n° 5b, les 36 cantons de Bretagne centrale couverts par l'OID décidée en 1987.

Les autres régions bretonnes ne pourront malheureusement pas en bénéficier.

Les places seront chères, d'autant que les financements seront surtout concentrés dans les zones côtières de l'objectif n° 1, notamment en Méditerranée. Aussi convient-il de déposer son dossier de candidature le plus tôt possible.

Pour information ou dossier de candidature, s'adresser à : Commission des Communautés européennes, DG XVI « Politiques régionales », rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles.

UTA ouvre Nantes/New-York direct

UTA a fait une découverte saisissante : Nantes n'est pas la banlieue de Paris. Ça n'a l'air de rien, mais la vieille habitude de vous obliger à passer par Paris pour aller de Nantes à New-York prouve que ce n'est pas encore pas évident pour tout le monde.

Les immigrés de l'intérieur

Peugeot-Sochaux, la dernière grève l'a à nouveau montré, n'a jamais été un modèle du point de vue social : patronat de droit divin, bas salaires, emplois intérimaires par centaines... Un nouveau stade est franchi avec l'exploitation des « immigrés de l'intérieur », en grande partie bretons, logés à la place d'autres immigrés dans ce qu'on appelle des « foyers ».

Ces jeunes Bretons refont, à 25 ans de distance, l'expérience de leurs aînés, les saisonniers du sucre notamment, logés dans des hangars et sous-payés. L'UDB avait inventé le slogan « Bretagne = colonie » à l'époque pour protester contre l'exode de ses travailleurs et de sa jeunesse.

En vérité, les statistiques le montrent, l'émigration n'a jamais cessé, y compris dans les années de forte croissance, compensée seulement par le retour au pays des retraités. Cette saignée ne peut que s'accroître avec l'Europe actuelle, l'Acte unique n'étant que la rationalisation du système des forces économiques dominantes.

H.G.

FOLIENN AN ANNEZ

MOULADUR NIVERENN

1

Da leunian evit oll annez implijet pe goullo

Cadre à remplir par l'agent recenseur :

Numéro du district de recensement

Rang de l'immeuble dans le district *

Rang du logement dans l'immeuble

Cachet de la mairie

NIVERIDIGEZH AN POBLANS

1990

BRO FRANS

Leunian ar pevar pajenn eun doare lennus

(1) ANV, ANV BIHAN _____

(2) CHOMLEC'H _____ Straed _____

Kumun _____ Departamant _____

(3) PLAS AN ANNEZ EN TI (MA'Z EUS MUIOC'H A ZAOU ANNEZ EN TI)

a. Skalier _____ b. estaj _____

c. Plas war ar bondalez _____

_____ Niverenn nor an annez _____

(4) RUMM TI ANNEZ

1 ☐ **Ti kentan** ⇨ Eur c'hannadig hiniennel evit bep den enskrivet pajenn 2 (18)

2 ☐ **Ti implijet a wechou** ⇨ Kannadig hiniennel ebet

3 ☐ **Eilvet ti**

4 ☐ **Ti goullo** ⇨ Kannadig hiniennel ebet

5 ☐ **Karavanenn, ti finvus** ⇨ Ur c'hannadig hiniennel evit bep den enskrivet (p. 2 et 18).

(RÉCAPITULATION GÉNÉRALE)

À remplir par ***l'agent recenseur***	*À remplir par* ***la mairie***			
(5) Nombre d'imprimés n° 2 recueillis ***(liste 1 seulement)***	(6) Nombre d'imprimés n° 2 supprimés *(faisant double emploi avec des imprimés n° 5 réintégrés)*	(7) Nombre d'imprimés n° 2 ajoutés *(bulletins reçus pour des personnes en déplacement et ne faisant pas double emploi)*	(8) Nombre d'imprimés n° 5 réintégrés	(9) Population après réintégrations (9) = (5) − (6) + (7) + (8)

Visa n° 90X001 Ec, du ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget. Enquête statistique obligatoire (loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée). Les questionnaires, collectés par l'intermédiaire des mairies, sont exclusivement destinés à l'INSEE. Il est interdit de prendre copie du présent questionnaire sous peine des sanctions prévues à l'article 44 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978. Les données anonymes résultant de l'exploitation du recensement peuvent être cédées par l'INSEE à d'autres organismes (voir notice d'information).

TUD A CHOM E BARZ AN TI ANNEZ

N'ankounac'hit ket ar vugale bihan

ANV FAMILH

Emskrivit war al linenn kentan un ezel eus ar menaj
an eilvet war al eilvet linenn

ANV VIHA

Inscrivez sur la 1re ligne l'un des conjoints d'un couple (et
ou, à défaut, l'un des adultes habitant da

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10

S'il y a plus de 10 personnes à inscrire, utilisez une feuille de loge

Listenn 1

TUD O CHOM DALC'H MAT EN TI

● **Merkit aman ar re a zo o chom en ti**

● **Darvoudou ispisial**
- gopradou lojet en ho ti
- tud all o lojan en ho ti

● **Evit pep hini eus an dud merket aman, leunian bep a fichenn**

Listenn 2

TUD OC'H OBER LOD EUS HO TIEGEZH O VEVAN EZ KUSTUM E KOMUNIEZHOU

- e servij
- soudard
- bugale lojadou er skol
- studian pell
- labourerien en oaled
- trede oad en ospidal pe oaled ispisial.

● **Na leugnit fichenn ebet evito**

ANV FAMILH hag **ANV BIHAN**	**KAR PE LIAM**
1	
2	
3	

Listenn 3

TUD OC'H OBER LOD EUS HO TIEGEZH MED O VEVAN PEURLIESAN EN UN TI-ANNEZ ALL

● **Merkit aman ar re a zo en stadou man :**
- studian o vevan e ker
- vugale roet da eun ezel all

● **Na leugnit fichenn ebet evito.**

ANV FAMILH hag **ANV BIHAN**	**KAR PE LIAM**
1	
2	

N	**PARENTÉ OU RELATION** avec la personne inscrite sur la 1re ligne. *Indiquez par exemple :* épouse (ou époux), conjoint(e), en union libre, fils, fille, père, mère, petit-fils, belle-fille, neveu... ami, pensionnaire, sous-locataire, etc.

sur la 2e ligne, l'autre conjoint)
ns le logement.

ment supplémentaire.

UR SKOUER

Eman ar familh Seznec a chom e Roazon 4 bugel o deus an Aotrou Seznec hag e wreg. Unan hepken Yann zo er ger tout ar sizhun. Eman mamm-gaer an Aotrou Seznec a chom ganto e pad ar bloaz.

Unan eus ar mibien 'zo o'ch ober e servij e kreiz Bro C'hall.

Unan eus ar verc'h, Gwenola, a zo chom er skolaj e Naoned. Ar verc'h all, Anaig, zo studierez e Skol Veur, e Brest.

Listenn 1

1	SEZNEC Mickaël	
2	RAOUL Soaz	Gwreg
3	SEZNEC Yann	Mab
4	QUENTREC Joséphine	Mamm-gaer

Listenn 2

1	SEZNEC Perig	Mab	Ganet an 21/8/89	Caserne Limoges
2	SEZNEC Gwenola	Merc'h	Ganet an 7/4/78	Skolaj Lebesque Naoned
3	SEZNEC Anaïg	Merc'h	Ganet an 6/2/71	Skol Veur Brest

Fichenn hiniennel ebet.

MET	**DEIZIOU HA LEC'H AR C'HANEDIGEZH**	**ANV HA CHOMLEC'H AR GUMUNIEZH**
	Né(e) le à	
	Né(e) le à	
	Né(e) le à	

MET	**DEIZIAD, LEC'H AR C'HANEDIGEZH**	**CHOMLEC'H AN TI**
	Né(e) le à	
	Né(e) le à	

TUD O TREMENN

Na skrivint netra

FICHENN HINIENNEL

MOULADUR NIVERENN

2

Skrivit sklaer tre ha sinadur dindan ar bajenn 2 (18)

Cadre à remplir par l'INSEE

1 2 3

Cachet de la mairie

NIVERIDIGEZH AN POBLANS

1990

BRO FRANS

① ANV, ANV BIHAN

② CHOMLEC'H

③ REIZH

Gourel ☐ 1

Gwregel ☐ 2

④ STAD BUHEZ

Dizimez ☐ 1

Dimezet ☐ 2

Intanv ☐ 3

Dizimezet ☐ 4

⑤ DEIZIAD HA LEC'H AR C'HANEDIGEZH

Bet ganet _____

Kumun _____

Departamant _____

Pe bro

⑥ BRO

- Galleg dre ganedigezh ..... ☐ 1
- Deuvet galleg ..... ☐ 2

Bro a-raok

_____

- Estren hor bro ..... ☐ 3

_____

⑦ PELEC'H EDOC'H O CHOM

(dar c'hentan a viz gouere 1982)

- Er memez annez ..... ☐ 1
- El annez all ..... ☐ 2
- Er c'humun all ..... ☐ 2

Pebez kumun _____

Departamant _____

GOULENNOU 8 DA 21 EVIT AN DUD A 14 BLOAZ HA MUIOC'H

⑧ SKRIVIT HO TIPLOM UHELLAN

- CEP ..... ☐ 1
- BEPC ..... ☐ 2
- CAP ..... ☐ 3
- BEP ..... ☐ 4
- BACC. ..... ☐ 5
- DEUG-BTS- DUT-DEST ..... ☐ 6
- Aotreeegezh pe muioc'h ..... ☐ 7

Ma ne labourit ket respont d'ar goulennou 9 da 11

⑨ BEZ EZ OC'H

- Skoliad, studier ..... ☐ 1
- Dilabour ..... ☐ 2
- Retredad ..... ☐ 3
- Tennet eus ho micher ..... ☐ 4
- Gwreg en ti ..... ☐ 5
- Dioberiantiz ..... ☐ 6

⑩ LABOURET OC'H EUS DIJA ?

YA ☐ 1 → (ho micher ?)

NANN ☐ 1

⑪ KLASK A RIT UL LABOUR ?

- Ne klaskit ket ..... ☐ 1
- Klask a rit abaoe .....
  - Nebeud a 3 miz ..... ☐ 2
  - Etre 3 miz hag 1 bloavezh ..... ☐ 3
  - Etre 1 ha 2 bloavezh ..... ☐ 4
  - 2 bloavezh pe muioc'h ..... ☐ 5

Sinadur dindan pajenn 2

EVIT AN DUD O TREMEN, CHOMLEC'H AN TI-BOUZ :

N° _____ Straed _____ Komun _____

SUISSE :
Victoire des Laufonnais

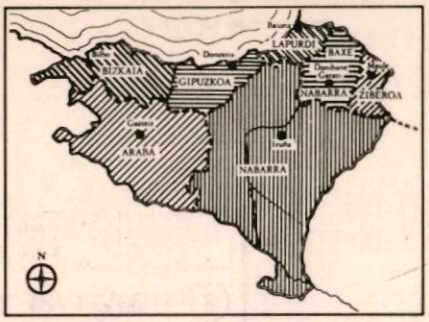
Le Laufon, district de langue allemande, a pu se séparer le 13 novembre dernier du canton de Berne pour se rattacher à l'État de Bâle-Campagne. Depuis 1815 ce district était maintenu dans le canton de Berne. Après 1947 s'est développé le mouvement laufonnais qui, à l'issue de l'initiative UNIR, signée par plus de 23.000 personnes, a donc réussi à reconstruire enfin l'unité de l'ancien évêché de Bâle dans sa partie germanophone.

Cette victoire des Laufonnais a été fêtée aussi par des centaines de Jurassiens venus partager la joie des citoyens du Laufon. C'est en effet un encouragement très important pour ceux qui luttent pour la reconstitution de l'unité du Jura, car malgré la création du canton francophone du Jura en 1978 (après plus de soixante ans de luttes) détaché du canton de Berne, il y a toujours des districts francophones dans le nord du canton de Berne qui demandent leur rattachement au canton du Jura. Rappelons en outre que les votes intervenus en 1975 et dont résulte la situation actuelle posaient plutôt problème : ainsi à Moutier, soixante-dix voix seulement faisaient la différence entre autonomistes jurassiens et probernois.

ALSACE :
Résultat concret pour les autonomistes

Lorsque des particuliers veulent assister – en auditeurs libres – aux séances du conseil municipal et du conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg, l'usage veut qu'ils remplissent une fiche signalétique et qu'ils la remettent aux huissiers chargés de filtrer les entrées. Jusqu'au 24 novembre 1989, ces fiches étaient rédigées exclusivement en langue française. Depuis le 27 novembre 1989, et grâce à l'intervention énergique de M. Ferdinand Moschenross de E.L. – Elsass-Lothringischer Volksbund –, ces fiches sont également rédigées en langue allemande.

« Les débats étaient rudes aux portes de la salle du conseil, nous avouent les militants de la section strasbourgeoise de E.L. ». Le résultat est positif et concret.



VAL D'AOSTE :
Un parc qui fait problème

A la fin d'octobre dernier a été annoncée lors d'une rencontre à Milan des ministres de l'écologie de Suisse, d'Italie et de France, le début des démarches pour la mise en place du parc international du Mont-Blanc, à la charnière des trois pays. Mais les réactions des élus du Val d'Aoste ont été très vives, car le gouvernement italien s'est bien gardé, pour la réalisation d'un projet de grande envergure, d'impliquer la région autonome de la Vallée d'Aoste, directement concernée. Il s'agit là d'une attitude préjudiciable à la communauté autonome valdôtaine et à ses habitants et le député Lucien Caveri a déclaré : *« L'hypothèse d'avoir un autre parc de l'État en vallée d'Aoste, en plus de celui du Grand-Paradis (qui occupe déjà 10 % du territoire valdôtain avec les conséquences que nous connaissons tous) est inacceptable, surtout si l'on considère que la nouvelle norme discutée par la Chambre apparaît fortement centralisatrice et nuisible aux droits des communautés locales ».*

Le député valdôtain rappelle que le ministre suisse était accompagné par un représentant du canton du Valais, que le ministre français avait consulté les autorités de Haute-Savoie, alors que la région autonome du Val d'Aoste a été exclue du débat. Il demande que le parc du Mont-Blanc soit le résultat d'un accord transfrontalier entre Vallée d'Aoste, Valais et Savoie, faisant ainsi entrer dans les faits une Europe des régions et non des États.

Le comité exécutif de l'Union Valdôtaine a protesté auprès du gouvernement italien pour son « comportement antidémocratique et attentatoire aux droits constitutionnels des valdôtains ».

EUSKADI :
La paix assassinée

Le lundi 20 novembre dernier, date anniversaire de la mort de Franco marquée par de nombreux attentats du GAL, groupe para-policier, a été assassiné Josu Muguruza et grièvement blessé Inaki Esnaola, tous deux députés récemment élus de Herri Batasuna, venus se faire accréditer comme députés aux Cortes de Madrid. C'est sous des balles venues de l'usine qui fournit l'armée espagnole qu'a été tué Josu Muguruza.

La campagne électorale d'octobre a été marquée par la conjonction d'un certain nombre d'événements : le procès de deux policiers responsables du GAL et de ses assassinats a été repoussé, alors que dans le même temps les membres du commando auteur de l'attentat de l'hypermarché de Barcelone sont jugés de façon spectaculaire avant les élections et condamnés à 9.000 ans de prison.

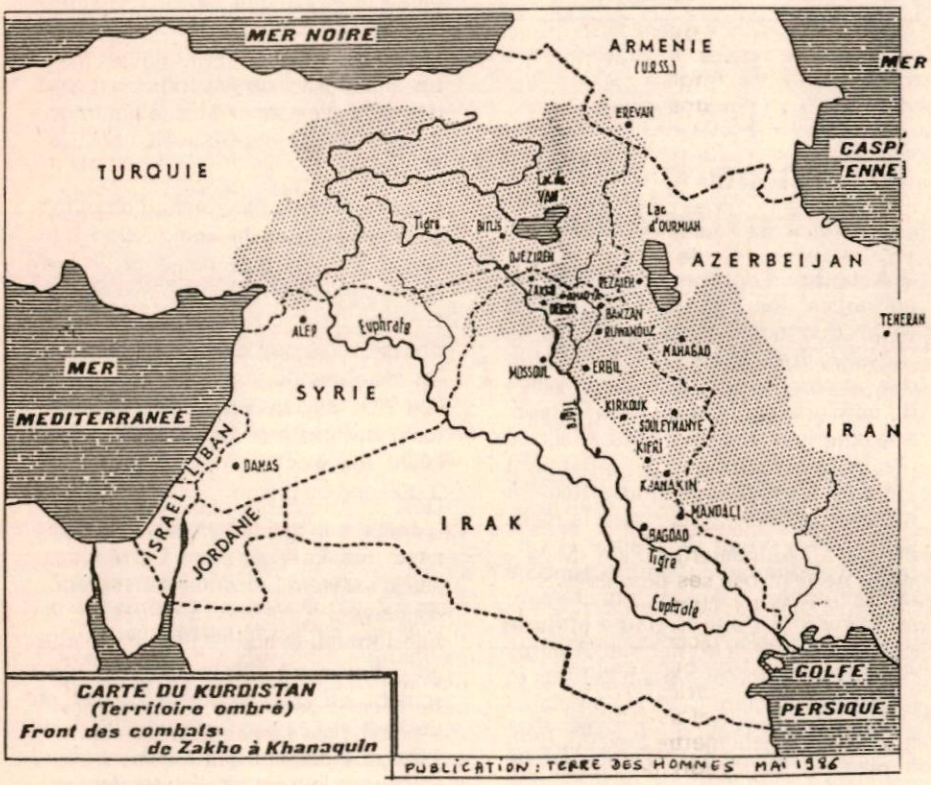
Les partis politiques signataires du pacte anti-ETA appellent à la marginalisation d'Herri Batasuna dont la représentativité n'est pas négligeable, en transformant le conflit Euskadi Madrid en guerre civile interbasque. Le représentant du gouvernement central en Euskadi et l'ex secrétaire du PSOE de Biscaye qualifient le quotidien basque EGIN de « journal des assassins » justifiant ainsi à l'avance des attentats contre les journalistes.

L'engagement nouveau de Herri Batasuna de participer à certaines séances des Cortes de Madrid est à placer à l'appui du point 4 du texte élaboré à Alger il y a quelques mois par les représentants de l'ETA et du gouvernement espagnol, qui a désavoué ses émissaires et provoqué la rupture de la trêve. Ce point 4 prévoyait notamment que « c'est le peuple basque qui sanctionnera la solution politique négociée à laquelle il aspire » ; il prévoyait également la mise en place d' « une commission complémentaire de débat et de dialogue, composée par une représentation des options politiques nommées par chacune des délégations ».

Avec l'assassinat de Josu Muguruza, c'est aussi une possibilité de paix qui a été assassinée. Comme si certains ne voulaient pas de la solution politique négociée à laquelle a droit Euskadi et qui est la seule possible.

Pour la défense d'une culture millénaire en péril

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES



Fondé en février 1983 à Paris, l'Institut Kurde est un organisme qui regroupe des artistes, des chercheurs et des écrivains kurdes d'origines et d'horizons divers. Association à but non lucratif, l'institut a pour vocation de sauvegarder et de contribuer au renouveau et à la diffusion de la culture kurde. A l'heure actuelle, cette culture est l'objet d'un étouffement, voire d'une destruction systématique de la part des Etats qui se partagent son territoire (Syrie, Iran, Irak, Turquie et URSS, 550.000 km²) aidés par certains pays occidentaux, notamment la France, qui passent sous silence : gazages, tortures, emprisonnements arbitraires, ventes d'armes obligent...

De passage à Paris, l'UDB du Pays Briochin y a rencontré MM. Sewqi et Bakhtiar (responsables de l'Institut) qui ont bien voulu répondre à quelques questions, ce dont nous les remercions.

Q. Quels sont les objectifs de l'Institut ?

Etudier et encourager les études et les recherches sur la langue, l'art, la littérature, l'histoire et plus généralement sur le patrimoine culturel kurde. Aussi pour entretenir les immigrés kurdes dans la connaissance de leur langue et faciliter leur insertion dans leur pays d'accueil. Lorient compte une communauté.

Q. La France vous aide et vend des armes notamment à l'Irak, qui vous détruit avec ! Qu'en pensez-vous ?

C'est un problème de réal politique, il faut faire la part des choses ; nous sommes en partie aidés par l'association « France liberté » présidée par Mme Mitterrand qui n'est pas liée au gouvernement, donc dans le principe nous n'avons pas d'aide gouvernementale.

Par contre il faut dénoncer le fait que des personnes comme Chevènement aient soutenu (après le gazage du peuple kurde) qu'il n'y avait pas eu utilisation d'armes chimiques ; tout cela pour préserver les ventes d'armes ; c'est de l'hypocrisie...

Q. Que pensez-vous de la CEE, est-ce une bonne chose pour le peuple kurde ?

Il faut voir où mènera la raison d'Etat, nous sommes plutôt inquiets pour les minorités et pour le déséquilibre économique entre régions. Il faut craindre que l'Europe soit une simple union du capital ; il faudra donc voir au fur et à mesure et rester vigilant.

Q. Et le fait que la CEE ait retardé l'adhésion de la Turquie ?

Malheureusement la situation en Turquie est désespérée pour nous ; il est toujours interdit de parler notre langue, de se prétendre Kurde, sous peine de prison et de tout ce qui s'ensuit.

Si au niveau politique rien ne change, il faut noter une évolution de la presse et de sa censure dans le sens favorable. Avoir mis un frein à son adhésion est une bonne chose, mais il serait bon à terme que la Turquie fasse partie de la CEE.

Mais il faut savoir qu'en Irak, la situation est encore plus désespérée, étant donné la mainmise complète de l'Etat et de Sadam Hussein sur la société ; d'ailleurs nous aurions volontiers échangé Hussein contre Ceausescu. Dire que Hussein est l'idole de Chirac, qui le prend pour le De Gaulle de la région.

Q. Quels sont vos rapports avec les minorités en Europe ?

De bons rapports avec toutes les minorités, nous avons ensemble des journées d'échanges et d'informations ; ce sont les gens qui nous comprennent le mieux, car souvent les situations politiques, économiques, culturelles sont les mêmes.

Q. Avez-vous un message à transmettre à nos lecteurs ?

Tous nos remerciements à nos amis bretons pour l'aide qu'ils nous apportent, et nous vous souhaitons de vifs succès dans vos combats.

Amitiés du peuple kurde au peuple breton.

Institut Kurde, 106 rue Lafayette, 75010 Paris (pour vos dons, livres traitant des Kurdes ou argent).

1. Le poids du passé

Historique

Descendants des tribus indo-européennes qui s'étaient installées dans une vaste région de près de 400.000 km² sur les Hauts Plateaux entre Méditerranée, Mer Noire, Mer Caspienne et Golfe Persique, les Kurdes avaient déjà une culture originale lorsque la conquête arabe du 1er siècle porta un premier coup d'arrêt à leur développement.

Cependant pendant plus d'un millénaire le Kurdistan connaît une paix relative en particulier après sa conversion à l'Islam.

En 1514, pour éviter la mainmise de la Perse sur la région, l'empire ottoman s'assure l'appui des principautés kurdes qui règnent alors sur le Kurdistan.

Mais en 1639 a lieu le premier partage de la région entre Perse et empire ottoman, de sorte que dès 1804, de révoltes en révoltes, un mouvement national kurde authentique commence à se manifester.

En 1918, la Première guerre mondiale s'achève avec l'effondrement de l'empire ottoman qui s'était allié à l'Allemagne.

Le 10 août 1920, le traité de Sèvres, en même temps qu'il crée une Arménie indépendante, comble les Kurdes en stipulant une autonomie locale des régions où domine l'élément kurde. Hélas cet accord ne sera jamais appliqué en raison essentiellement de la farouche opposition de Mustapha Kémal qui devient le champion de la résistance des Turcs au démantèlement de leur pays par les alliés. En 1923, le traité de Lausanne modifie celui de Sèvres : la Turquie obtient de conserver la plus grande partie du Kurdistan en promettant de respecter les libertés culturelles, religieuses et politiques de toutes les minorités. La Grande-Bretagne qui a mandat sur l'Irak rattache à celui-ci la région kurde de Mossoul riche en pétrole. La France, puissance mandataire en Syrie, intègre à celle-ci trois zones de peuplement kurde. Quant à la Perse (Iran d'aujourd'hui), avec l'appui des Anglais, elle conserve les régions kurdes où de riches gisements de pétrole viennent d'être découverts.

Le Kurdistan se trouve ainsi disloqué entre 5 pays différents : la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'URSS.

En 1937, la Turquie, l'Iran, l'Irak et l'Afghanistan concluent le pacte de Saadabad pour notamment coordonner leur action contre les Kurdes.

Pendant la Seconde guerre mondiale alors que les Russes s'installent en Azerbaïdjan et les Anglais dans une partie de l'Iran (Kermanchach), les Kurdes d'Iran, d'Irak et de Turquie signent un pacte d'aide mutuelle et en janvier 1946 est proclamée la première République autonome de Mahabad. Mais les grandes puissances aident l'Iran à se débarrasser de cette république indésirable.

... En Irak les Kurdes, avec l'appui de Téhéran, se révoltent prériodiquement, notamment de 1961 à 1970 ; ces révoltes sont réprimées dans le sang ainsi en 1961, 500 villages kurdes sont détruits au napalm.

Le 11 mars 1970, un accord de paix est conclu, il est fondé sur le principe de l'existence d'une nation kurde et de son droit à l'audodétermination. Mais Bagdad ne tient pas ses promesses et en 1974, la guerre recommence.

Le 6 mars 1975 (accords d'Alger) l'Irak obtient de l'Iran que celui-ci arrête de soutenir les Kurdes irakiens. La résistance kurde est alors écrasée en Irak, et Bagdad peur mettre à exécution son plan de liquidation de l'identité nationale kurde : en une seule année, 1976, 300.000 Kurdes sont déportés des riches régions pétrolifères vers le Sud désertique ; en 1979 s'achève la destruction des villages kurdes des zones frontalières avec l'Iran, la Turquie et la Syrie, sur une profondeur de 20 à 30 km. Cette féroce politique de destruction des villages et de déportation massive se continue aujourd'hui.

(A suivre)



Solidarité Roumanie, 110.000 F apportés à la mairie de St-Brieuc, plus vêtements, nourritures, médicaments. Un réfugié politique roumain traduit la liste des envois pour ses compatriotes.

Photo P.F.

Action Caraïbes

Les présidents des Conseils régionaux de Guadeloupe, de Guyane et de Martinique se sont récemment réunis et ont rédigé une proposition commune de directive européenne adressée également au président Mitterrand. Cette proposition fait valoir l'importance du chômage et des problèmes économiques dans les trois régions « DOM », considère qu'il n'est pas possible d'envisager des mesures d'harmonisation fiscale dans le cadre de la CEE avant la réalisation effective du développement économique, social et culturel des trois régions. Cette proposition refuse l'harmonisation fiscale prévue dans le cadre de l'application de l'Acte Unique et demande le maintien de l'Octroi de mer, taxe qui constitue bien souvent l'essentiel des ressources de nombreuses communes des trois régions et que la CEE entend supprimer.

Jusqu'à présent les instances communautaires n'entendent pas reconnaître le droit des « DOM » à dérogation, ou à statut dérogatoire particulier, alors qu'ils ne se situent pas en Europe et n'ont pas atteint le même niveau du développement que les pays d'Europe Occidentale (qui en est responsable ?).

Déjà il y a trente-deux ans, Aimé Césaire, le 6 juillet 1957, refusait d'approuver l'intégration des « DOM » au Marché commun. Il déclarait notamment : *« Je me demande même dans quelle mesure les départements d'Outre-mer pourront, aux termes du traité, maintenir cette taxe fiscale qui s'appelle l'octroi de mer et qui, présentement, constitue l'essentiel des ressources de nos collectivités locales... J'ai bien peur qu'inclure les Antilles dans le Marché commun, sans garanties précises et sans conditions particulières, ne signifie les condamner, dans un monde antillais en plein développement, à végéter comme d'éternels pays agricoles sans ressources etr sans avenir ».* Ces craintes se sont révélées plus que fondées et l'agriculture elle-même a nettement périclité.

Le 8 novembre dernier, Aimé Césaire est intervenu à l'Assemblée nationale pour demander qu'un référendum soit organisé sur le statut européen des « régions et départements d'Outre-mer » afin que les peuples concernés puissent dire : s'ils veulent l'intégration totale à la CEE, s'ils veulent être écartés de la CEE, s'ils veulent être dans la CEE avec un statut dérogatoire particulier.

Cette consultation est la moindre des choses, mais le gouvernement français y est-il prêt alors qu'il n'envisage absolument pas le droit à l'autodétermination pour la population de territoires qui sont les dernières colonies françaises et les derniers territoires colonisés des Caraïbes et de l'Océan Indien.

AL LIAMM : Bilan 1989 – Questions à André Latimier

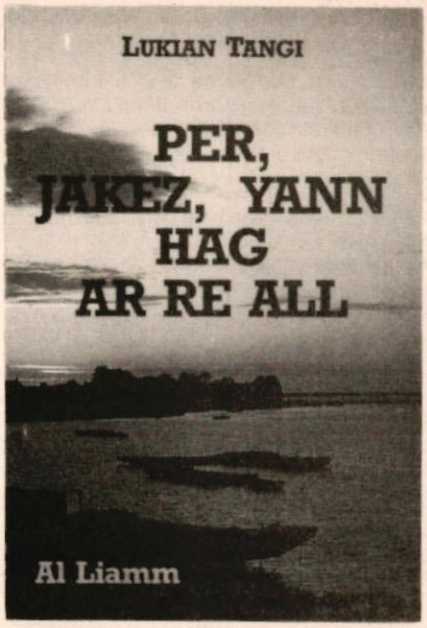
P.B. : Qu'est-ce que recouvre la raison sociale Al Liamm ?

« Al Liamm » : sous cette raison sociale prennent place une revue culturelle et une importante maison d'édition. Puisque la fin d'un exercice est la période des bilans et des vœux, un coup d'œil sur la production de la revue et sur les livres édités surprendra sans doute certains, peu informés de la vie culturelle bretonne. Rappelons que la revue a été lancée peu après la fin de la seconde guerre mondiale. A cette époque où régnait un certain désarroi dans le mouvement breton s'étaient créés spontanément plusieurs revues assez semblables dans leur esprit et dans leurs productions : Kened, Tir Na-Nog et Al Liamm.

Un regroupement – salutaire à bien des égards – les a fondues en une seule publication, bimestrielle depuis cette fusion et dont le 257e numéro est actuellement sous presse. La direction d'Al Liamm est assumée par Ronan Huon.

P.B. : Où en est la partie purement littéraire de la revue ?

La partie purement littéraire (poèmes et nouvelles en particulier), est bien sûr, et de loin, la plus importante. On y relève de nombreuses signatures qui font honneur à la langue et à la culture bretonnes. En dresser un tableau exhaustif serait fastidieux, le mieux est de se reporter aux sommaires des livraisons parues en 1989 ou à la table récapitulative du n° 257. Il est cependant réconfortant de mentionner plusieurs écrivains de talent qui se sont révélés récemment et dont la contribution enrichit et modernise le patrimoine de langue bretonne et parallèlement renforce la confiance en l'avenir : par exemple Yann Kerven, Lucien Tanguy, Riwal Huon, Goulc'han Kervella, etc. En plus de la littérature pure, l'histoire, la critique littéraire, les souvenirs (toujours très précieux) et les diverses branches de la culture générale occupent une place non négligeable, par exemple l'inventaire impressionnant de l'œuvre complète de Roparz Hemon – et malheureusement – l'hommage aux écrivains disparus (voir en particulier dans le n° 256 les textes consacrés à Pierre Bourdellès (cf. Peuple Breton n° 312), décédé en juillet dernier et dont l'influence et le rayonnement ne sont pas près de s'estomper). Il convient de signaler en outre que chaque livraison comporte de nombreuses pages de « notes » composées en petits caractères, fourmillant d'informations et de points de vues différents sur les thèmes les plus variés et réalisant une chronique de la vie culturelle bretonne irremplaçable (de nombreux abonnés d'Al Liamm ne cachent d'ailleurs pas commencer à peu près systématiquement leur lecture par cette rubrique).



P.B. : Pour quel prix ?

L'abonnement annuel est fixé à 140 F et est réduit à 100 F – c'est-à-dire en dessous du prix de revient – pour les chômeurs, étudiants, militaires. Un spécimen gratuit de la revue peut être envoyé sur demande. Le courrier doit être adressé à Pierre Le Bihan, 16 rue des Fours à Chaux, 35400 Saint-Malo, CCP 167 20 Rennes. Il est infiniment souhaitable de faire pression sur toutes les bibliothèques publiques pour qu'elles se dotent d'une collection d'Al Liamm (d'assez nombreuses bibliothèques étrangères le font) et inciter également les associations culturelles, cercles, groupements politiques bretons à créer des bibliothèques afin d'enrichir la formation de leurs adhérents.

P.B. : Qu'en est-il des éditions Al Liamm ?

Le catalogue des livres offerts au public aligne une centaine de titres disponibles (plusieurs ouvrages, épuisés, sont maintenant à peu près introuvables et, bien sûr, très recherchés). Le trait dominant de tous ces livres est, outre la qualité et la variété des textes, le soin et l'élégance de leur présentation, ne craignant en aucune manière la comparaison avec les productions des « grandes langues de culture ».

P.B. : Et les sorties de 1989 ?

L'année 1989 a vu se terminer la série des contes de Luzel (tomes 3 et 4), dont le premier tome était paru en 1984. En cette année du 150e anniversaire du Barzaz Breiz, il est apaisant de voir publié aussi le travail si précieux d'un adversaire déclaré de La Villemarqué. L'intérêt, tant sur le plan linguistique que sociologique de ces contes populaires, n'est pas à démontrer. Signalons toutefois, dans le tome IV, le texte du conte intitulé « Koadalan » : dans leur remarquable ouvrage sur les Druides (Éd. Ouest-France), Françoise Le Roux et C. Guyonvarc'h ont souligné à plusieurs reprises les réminiscences qu'on y peut trouver avec les très anciennes croyances celtiques. Ces quatre jolis volumes (Kontadennou ar bobl) peuvent constituer un cadeau d'étrennes particulièrement apprécié.

L'art de la nouvelle est pratiqué avec bonheur en breton, surtout depuis l'époque de Gwalarn. Trois volumes nouveaux ont enrichi en 1989 notre patrimoine : *Lara*, de Goulc'han Kervella, recueil de 13 nouvelles fort bien rédigées et bénéficiant de l'expérience professionnelle de l'auteur (son travail de médecin l'a amené à fouiller l'âme humaine et à prendre en compte plusieurs grands problèmes de notre société, alcoolisme et dépressions par exemple). Huit nouvelles d'un autre genre sont dues à Lucien Tanguy (ou plutôt Lukian Tangi). Le titre générique *Per, Jakez, Yann hag ar re all*, coiffe des récits fort bien écrits, pleins de vie et d'humour. Le public a pu apprécier lors d'une émission de télévision, Chadenn ar Vro, le côté chaleureux et sympathique de l'auteur, prof de math « dans le civil ». Le dernier volume sorti des presses s'intitule *Argantael*. C'est un court roman signé Abeozen (nom de plume de Fanch Eliès, auteur de nombreux ouvrages érudits sur le moyen-breton, le gallois, le Barzaz Breiz, etc.). On y trouve de nombreuses évocations autobiographiques (par exemple sur les « Bretons émancipés de la région parisienne », devenus maintenant l'USBIF, Union des Sociétés Bretonnes d'Ile-de-France, courroie de transmission bien connue du PCF, et aussi l'émeute de Clichy du 16 mars 1937 avec six morts, la guerre d'Espagne et toute une ambiance qui constitue un véritable document sur une période brûlante). Enfin, on annonce pour fin décembre la sortie du 6e tome du « Dictionnaire classique français-breton » de René Le Gléau (de la lettre I à la lettre M), apport inestimable à la connaissance de la langue et de nombreux ouvrages publiés, et pour beaucoup introuvables.

P.B. : Où peut-on se les procurer et à quel prix ?

La diffusion des titres édités par Al Liamm est assurée par Mlle Jeanne Queillé, 20 rue du Petit-Trotrieux, 22200 Guingamp, CCP 1136-82 Rennes.

Prix des ouvrages cités dans ce bilan 1989 : *Kontadennou ar Bobl*, Fanch an Uhel (Luzel), tome 1, 95 F ; tome II, 90 F ; tome III, 98 F ; tome IV, 72 F ; *Lara* de Goulc'han Kervella, 75 F ; *Per, Jakez, Yann hag ar re all*, de Lukian Tangi, 58 F. ; *Argantael d'Abeozen*, 49 F ; *Dictionnaire classique français-breton*, de René Le Gléau, vol. I, II, III, 105 F chaque ; vol. IV, V, VI, 145 F chaque.

Europe : « Achtung » !

par Etienne Gasche

Cette contribution s'adresse d'abord aux militants de la gauche dite « régionaliste ». Elle est écrite en Bretagne, à Nantes. Mais elle s'adresse également à ceux qui sont la vraie gauche dans leur région ; en Bretagne, par exemple, outre l'Union démocratique bretonne, il y a aussi des Rénovateurs et des Reconstructeurs communistes, certains militants demeurés au PCF (note : ils n'ont pas tous fait la bise à Ceausescu en descendant de l'avion !), des gauchistes, des syndicalistes de gauche, ainsi que des écolos et quelques socialistes de gauche, voire quelques citoyens ou associations engagés et conscients. Cette contribution s'adresse donc à eux, minorité consciente, eux la vraie gauche régionale, celle qui ne s'accommode pas de la casse de la Navale, à l'opposé de la gauche « petits fours » actuellement majoritaire, cette pseudo-gauche qui s'accommode si bien des boudoirs trempés dans le champagne en compagnie des Radicaux de gauche, de droite, de la droite de la gauche, de la gauche de la droite, etc... (mais là, ça fait du monde !).

1993 : danger

Ce qui motive cette contribution, c'est que la pratique d'une activité culturelle régionale me met fréquemment en contact avec des militants ou créateurs bretons, toutes activités et tendances confondues, et beaucoup semblent croire à l'Europe un peu comme le noyé s'accroche à la bouée (cette remarque vaut à peu près pour tous ceux qui ignorent ou veulent ignorer le terrain de la lutte des classes). Or, en 1993, le réveil sera brutal. Du rêve à la réalité, il n'y aura que les quelques kilomètres de la désillusion. C'est un peu une tendance à la facilité que de vouloir toujours sauter l'étape qui dérange pour arriver quand même au bout du voyage. Et cette étape, c'est, pour beaucoup de régionalistes, autonomistes, fédéralistes... l'étape parisienne. Or, si Paris représente la centralisation dont ont été (et sont) victimes tous les peuples de l'Hexagone, cette centralisation n'est pas que l'œuvre de la République.

La République et les républiques ont depuis beaucoup apporté sans toutefois corriger la politique centralisatrice dont il faut combattre les effets sans, pour autant combattre les pratiques démocratiques liées à la République. Et si le réveil des rêveurs européistes sera brutal en 93, c'est tout simplement parce que la démocratie qui fonctionne, la République respectée, le suffrage universel vraiment défendu, une politique sociale réelle, des travailleurs, des citoyens responsables, des régions aux limites et aux pouvoirs respectés et reconnus, etc..., voilà ce à quoi nous pouvons rêver, mais que la CEE ne nous donnera pas plus à nous qu'aux autres peuples de l'Europe. Pour avancer, il n'y aura pas d'autre solution que la lutte. Très concrètement, pour nous, le SMIC en hausse, la Bretagne à cinq départements, la défense de la Navale et l'histoire ducale dans les livres de nos enfants, tout cela est lié et rien ne sera acquis sans les luttes sur le terrain de la démocratie, c'est-à-dire de la lutte des classes. Car, et c'est une constante de l'édification de cette CEE, véritable Europe des multinationales que l'on met en place au-dessus de nos têtes, que de sacrifier les intérêts du plus grand nombre : pour qu'il y ait des riches, très riches, il faut qu'il y ait des pauvres, très nombreux ; et c'est bien à la construction d'une Europe des riches que l'on assiste. Et que l'on subit. Et cette CEE, laquelle devait être un fantastique supermarché pour nos agriculteurs, un « plus » dynamique pour notre industrie, la base d'un progrès social sans précédent à l'échelle d'un demi-continent, cette CEE, concrètement, c'est quoi ? Un pays superriche, pied de l'oncle Sam en Europe, une Allemagne occidentale déjà choisie par les capitalistes il y a 45 ans (pour régenter la politique vers l'Est et commander la politique économique de l'Europe de l'Ouest) parce que les camps de concentration et le front de l'Est avaient anéanti, assassiné par centaines de milliers les militants progressistes, les politiques, les syndicalistes, et même les prêtres et les pasteurs de la gauche allemande. Mais pour le reste ? Pour les autres pays ? Et... pour la Bretagne ?

De plus, sur le plan international, pouvons-nous être fiers de cette Europe à plusieurs vitesses, égoïste et calculatrice, qui réduit ou détruit, par exemple, une partie de ses productions alimentaires dans un monde où chaque mois des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants meurent de faim ?

Que ceux qui, ici, tournent un peu naïvement leurs regards et leurs espoirs vers la CEE se souviennent aussi des leçons de l'histoire (dont le poids injuste a pesé si longtemps sur les productions de l'intelligentsia bretonne) : ce n'est pas ailleurs que l'on trouve les solutions à ses problèmes, ni hier à Berlin, ni aujourd'hui à Bruxelles ou à Strasbourg ; encore moins à Wall Street ! C'est dans les luttes, chez nous, et dans les solidarités réelles et respectueuses avec les autres peuples, qu'ils soient européens ou non. Et pas ailleurs ; surtout pas dans une superstructure capitaliste qui n'est pas supra-nationale, mais qui se moque également, et complètement, des peuples qu'englobent ces nations. Très concrètement, ce n'est pas parce qu'il aura un passeport de la CEE qu'un milliardaire parisien ne sera pas d'abord un milliardaire tout court, qui accroîtra sa fortune en luttant contre tous ceux qui se battent contre l'exploitation, contre la précarité de l'emploi, contre les bas salaires, contre le paupérisme, contre la mise à sac du Tiers-monde, donc... contre les milliardaires, lesquels peuvent également être bavarois, luxembourgeois, londoniens, milanais ou... bretons !

Or justement, c'est à une Europe des peuples qu'en appellent les régionalistes, les autonomistes, etc. Mais quels sont nos moyens face à ceux qui utilisent et qui flattent les peuples aussi longtemps qu'ils y ont intérêt, mais qui les abandonnent dès que leurs intérêts, les intérêts supérieurs du capitalisme l'exigent. Dans le système actuel, celui de la loi du profit, nous n'avons d'autre solution que de dénoncer leur entreprise et de lutter contre. Eh, Oui ! Croire que l'Europe sera un « plus » en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est se mettre le doigt dans l'œil jusqu'au coude. Le raisonnement du capitalisme tient en peu de mots : « La loi du profit » (...).

D'ailleurs la bourgeoisie française, puis les Pétainistes et les nazis, puis encore la bourgeoisie affairiste au pouvoir n'ont pas commis d'erreur pour ce qui nous concerne, ici, en Bretagne : en coupant la Loire-Atlantique du reste de la Bretagne et en noyant les luttes ouvrières de la Basse-Loire, puis les votes ouvriers, dans un conglomérat vendéo-mayennais en passant par l'Anjou et la Sarthe, on était sûr de minimiser l'expression d'une classe sociale globalement progressiste et dynamique. Et partant, pour le reste de la Bretagne, on revoyait aux siècles à venir une expression majoritaire de gauche en condamnant les rares centres ouvriers et les travailleurs de la mer à se compter face à la force et à la masse d'une Bretagne intérieure beaucoup plus conservatrice (cela dit, sans insister sur le problème des liens, des habitudes, des solidarités, etc..., de toutes natures qui désormais s'étiolent peu à peu le long de la Vilaine, nouvelle « frontière » imposée aux Bretons sans qu'ils aient été consultés). Or, lorsque les partis de gauche (les vrais) sont affaiblis, lorsque les organisations syndicales sont divisées, reste-t-il encore une force collective capable de s'opposer aux volontés capitalistes ? Oui, une seule : le **peuple**, dans sa masse ; nul doute que des Lorientais ou des Bigoudens, des Brestois, des Briochins ou des Malouins ne se seraient pas laissés endormir, à l'échelle de toute une région administrative, par la casse de la Navale dans la Basse-Loire ; un peuple et son histoire : la marine ! Or, comment attendre des Choletais qui commémorent l'insurrection vendéenne chaque semaine (ou presque !), comment attendre de toute la Sarthe, des masses rurales du haut-Maine ou du bocage vendéen, etc., une prise de conscience rapide du coup terrible porté à l'économie et au patrimoine de la région, à ses populations, à sa mémoire et à ses perspectives d'avenir par la **fermeture d'un chantier naval ?**

Trois événements d'inégale gravité viennent de se produire en quelques années : d'abord le dramatique recul du PCF, recul dont l'actuelle direction porte la responsabilité, recul qui ampute largement l'espoir d'un changement important et rapide ; ensuite, le résultat des dernières élections européennes : en France (et ailleurs en Europe) un électeur sur deux ne s'est pas déplacé pour voter, et encore, les pro-CEE forcenés (S. Veil + Giscard + le PS) n'ont-ils pas atteint les 3/4 de cette moitié d'électorat !

DÉBAT

Enfin, troisième événement, et non des moindres : l'évolution dans les pays d'Europe de l'Est, et l'expression à peine voilée de la volonté de recréer une grande Allemagne. A ce propos, plutôt que de titrer « Europe-Achtung » il ne serait peut-être pas faux de mettre « pangermanisme-achtung ». Car cent millions d'Allemands dans la main des super-capitalistes de la RFA, cela n'a rien de bon pour le monde entier. Les USA ont déjà fait suffisamment de ravages, d'autres aussi, alors pour la suite, qui engage l'avenir de la planète et de l'humanité dans son entier, le dialogue Nord-Sud n'a rien à gagner à un renforcement encore plus impitoyable de l'un des grands pôles du capitalisme. (Quelques remarques à propos de l'Europe de l'Est, ceci sans développer trop longuement : d'abord, les gens de RDA, de Hongrie, etc..., qui passent à « l'Ouest » ne viennent pas précisément d'un pays socialiste vers un pays capitaliste ; ils quittent leur pays pour aller là où ils espèrent plus de libertés individuelles et de biens matériels, ce qui, en soi, est bien compréhensible. Mais s'il y a là, incontestablement, défaite des hommes et des partis longtemps au pouvoir là-bas, cela ne veut pas dire que le capitalisme soit bon : d'abord parce que la campagne d'intox menée dans les pays de l'Est a plutôt montré à ces populations les vitrines alléchantes de la RFA que les magasins fermés de nos villages abandonnés, les riches munichois que les malheureux smicards portugais, les habitants du seizième arrondissement de Paris, plutôt que les Peugeot en lutte, les yachts de la course autour du monde plutôt que les chantiers navals vides et silencieux... Et puis, s'ils avaient vraiment le souhait d'aller dans un pays « dit » d'économie libérale, pourquoi ne demanderaient-ils pas à vivre en Grèce ou en Turquie, en Inde ou à Rio ? Non, ce qui les attire, ce ne sont ni les favellas, ni les ghettos de la misère, ni nos restos du cœur, ni la précarité de l'emploi : c'est un (légitime) désir de bonheurs matériels et de droits individuels.

De plus, bien des provinces, bien des régions n'ont rien à gagner (notamment la Bretagne), même dans une logique dite « libérale », à l'élargissement du Marché commun et à la prise en compte de tous les intérêts de pays socialistes qui quittent ce type d'économie (pour connaître les bonheurs de l'inflation, du chômage, de la précarité, entre autres recettes du capitalisme triomphant qui ne fait les yeux doux aux Est-Européens que pour pouvoir mieux les exploiter demain). En effet, en baissant le seuil prévu comme étant celui qui suppose des aides au sein de la CEE, on voit déjà (et on verra encore plus) des aides constituées sur notre dos de contribuables partir vers d'autres régions de l'Europe encore plus démunies que la (les) nôtre !. Enfin, et ce n'est surtout pas à négliger, alors que l'ouest de l'Europe est déjà victime de la Parisianisation et de la Ruhr...sianisation, comment espérer, quand l'Europe orientale apparaît comme un terrain neuf pour les appétits des cumulards, une prise en compte sérieuse, rapide et efficace des problèmes et des besoins des régions de la façade atlantique ?

L'argument premier pour la création du Marché commun (CECA puis CEE) était relatif à la deuxième guerre : plus jamais ça ! Certes, les premiers penseurs étaient sans doute sincères. Mais la communauté est devenue un marché : Europe verte, Europe bleue, Europe... fric ! Mieux se connaître pour ne plus se combattre suppose des villes jumelées, des appariements, des relations bilatérales ou multilatérales, des projets économiques ou culturels communs, etc... Mais la paix ne suppose pas, surtout pas, l'intervention, et encore moins l'hégémonie des capitalistes ; parmi eux sont les marchands de canons : inconciliable donc avec une paix solide et durable.

Dernier point : les enjeux de l'avenir dépassent largement le cadre de l'Europe, serait-elle une souhaitable Europe des Peuples. Prenons simplement quelques exemples : la construction de la CEE – déjà plus de trente ans d'un dur labeur qui a vu fleurir le sous-emploi, la précarité, le travail temporaire, les RMI, TUC, SIVP... (autant de fleurs d'un ahurissant bouquet !) – a-t-elle apporté d'importants progrès dans la vie culturelle de nos régions, de nos pays, de nos provinces, de nos peuples ? (note : France et Espagne sont dans la CEE ; le problème basque n'est toujours pas résolu. Le Royaume-Uni et l'Eire sont dans la CEE : la question de l'Ulster est-elle résolue ? Combien de larmes pourtant, combien de cadavres rendus méconnaissables par la grève de la faim, combien de morts affreuses, d'orphelins et de veuves éplorées, de corps déchiquetés ou criblés de balles... !). Les jeunes Bretons dont les familles le souhaitent peuvent-ils apprendre, comme on apprend une autre langue, la langue de leurs ancêtres ? ou seulement leur histoire ? Les journaux, la télé, les radios (malgré les efforts indiscutables et méritoires, là comme à l'école, de professionnels ou de militants de qualité) donnent-ils à notre culture, à notre patrimoine, à nos créations leur juste place ? Pourtant, plus de trente ans de CEE déjà ! Pourtant déjà un deuxième mandat pour notre président socialiste !

Il faut avoir les yeux ouverts : malgré les luttes, malgré quelques réussites, l'échec est pour l'instant, culturellement et économiquement indiscutable. Il y a des alliances qui sont – ou deviennent – des erreurs, parfois des prisons ; et certaines illusions sonnent le tocsin...

Les militants régionalistes, fédéralistes ou autonomistes de la vraie gauche ont raison de lutter pour une Europe des peuples. Mais il ne faut pas que le slogan devienne un leitmotiv qui dépasse avant explication et analyse le cercle de ceux qui comprennent, de ceux qui luttent. Car c'est justement à une (floue) Europe des Peuples que se raccrochent des milliers de régionalistes qui ne voient pas que tout ou presque reste à construire. Et au prix de quelles luttes à venir ! Et que cette Europe des Peuples n'est pas le but, mais qu'elle n'est qu'une étape vers le but unique qui seul pourra garantir l'avenir de la planète : le Monde des Peuples solidaires, ce monde de la libre détermination et de la définition par les peuples eux-mêmes de leurs objectifs et de la nature de leurs relations multilatérales fondée sur le respect, l'intérêt des uns et des autres sans arrière-pensée, et la non-ingérence...

Mais le chemin sera long : comment espérer faire vite quand on voit, à l'échelle de la CEE seulement, se mettre en place une pseudo-démocratie « made in USA » (ce système qui là-bas remplit les prisons de Noirs et de Latinos, qui voit les Black Muslims faire eux-mêmes la police dans leurs quartiers, la drogue faire de chaque grande ville un centre commercial, avec ses dealers, ses montagnes de dollars et leurs cadavres d'adolescents aux familles à jamais meurtries ; cette démocratie qui, loin des Buick et des Cadillac voit les plus démunis au seuil de la misère et les plus faibles avoir peur de prendre le métro...). N'insistons pas sur ce sujet : lorsqu'un seul Etat, cinq pour cent de la population mondiale, consomme près d'un tiers de l'énergie mondiale pour le confort de sa « middle class » et la sur-puissance de ses multimilliardaires, combien de massacres, de guerres, de destructions d'hommes, d'économies et d'équilibres écologiques derrière une telle (et sinistre) réussite ! Franchement, l'Europe, nous, les peuples de l'Europe, nous devons avoir d'autres perspectives que d'être les Etats-Unis d'une Europe capitaliste. En quelques mots : jamais les pays pauvres n'ont été aussi démunis face à l'avenir. Le boom démographique qu'y encouragent les religions monothéistes, le Pape en tête (l'homme en blanc ou l'homme des Blancs ?), promet pour les années à venir des drames sans nom et des morts sans nombre dans les pays dits « du Sud ». Notre rôle, notre intérêt et notre responsabilité, c'est bien plus de coopérer au mieux de nos intérêts respectifs avec ces peuples, et même d'oublier une bonne fois certains égoïsmes pour penser à leur survie qui sera aussi, un jour, la nôtre. Mais là encore, la main sur le cœur et le show-biz caritatif n'y changeront rien ; le terrain d'affrontement est celui de la lutte des classes, ici, là-bas, partout. Pour que demain les Bretons ne soient pas, comme déjà les sidérurgistes lorrains, obligés de vendre des cacahuètes ou de donner des coups de serpillères dans un parc des Schtroumpfs, il faut et il faudra lutter contre toutes les formes d'hégémonie et toutes les constructions politico-financières au service des multinationales, y compris la CEE. La lutte, toujours et partout, pour plus de démocratie, pour le respect vrai entre tous les peuples du monde, pour un développement économique basé non plus sur la concurrence déloyale, mais sur l'intérêt bien compris de toutes les parties prenantes, de tous les Peuples, telle est, à moyen (ou long) terme la seule perspective... au bout des luttes !

Etienne GASCHE
Nantes

NDLR : Merci à Etienne G. de nous rappeler quelques évidences bien senties. Seulement, le Marché commun, les multinationales, la concurrence à outrance, tout cela est déjà présent, qu'on le veuille ou non. L'aide aux régions en crise (4 zones en Bretagne sont classées comme telles), c'est Bruxelles qui la fournit et non Paris, qui a déjà abandonné tout rééquilibrage territorial. Lucidement, il nous faut renforcer la législation sociale commune à l'Europe et trouver les alliés qui nous permettront d'exercer une pression efficace à tous les niveaux.

Bugel ar c'hoad

par Fañch Peru
Editions Skol Vreizh

En effet après les parutions du bicentenaire dont la dernière en date sur **Pleubian et la Révolution,** c'est tout d'abord le dynamique club d'histoire de Bégard qui, sous la plume de Guy Castel, publie un ouvrage consacré à **Marc'harid Fulup.** La conteuse de Pluzunet est encore présente dans le disque-livret édité par Ar Men-Dastum qui tente un retour **aux sources du Barzaz-Breiz** et nous fait entendre la nouvelle génération chantante. Jean-Loup Avril, de son côté, adresse le portrait de **500 Bretons à connaître** dans un volume fort bien documenté et illustré de photos peu connues. Jules Gros, l'infatigable centenaire linguiste de Locquémeau a ajouté encore quelques glanes à l'immense **Trésor du breton parlé.** Le magnifique ouvrage noir et or a été confié aux nouveaux mariés de l'édition : Impram-Skol Vreizh. Enfin c'est précisément des presses lannionnaises que vient de sortir **Bugel ar c'hoad,** une nouvelle en breton de Fañch Peru.

On ne présente plus l'enfant de Ploubezre qui n'en est pas à son coup d'essai. Dans tous les foyers du Trégor où l'on aime le breton populaire, on a feuilleté **Ar c'huziat avaloù dous trenk, Glizarc'hant, Tenzôr Run ar Gow.** Voici maintenant une histoire dans laquelle l'imagination de l'auteur se mêle à des souvenirs d'enfance. Au cours d'un mariage au château de Kergaer, le fils d'un sabotier croise le regard d'une belle adolescente. Le coup de foudre est immédiat ; mais à peine s'est-il épris de cette beauté qu'elle s'évanouit dans l'obscurité. A partir de cet instant, ses jours et ses nuits sont hantés par l'image de cette révélation d'un soir. Il n'a plus qu'un souci, retrouver celle qui l'a touché au fond du cœur. Rien ne l'arrête, pas même les dangers du bois dont on l'a souvent mis en garde. A deux reprises, il fait une fugue sous les grands arbres où il ressent autant d'inquiétudes que sa famille qui ne le voit pas revenir. Son entêtement à revoir sa belle lui fait connaître son premier chagrin d'amour et ses illusions s'envolent comme les feuilles mortes de l'automne.

Encore une fois Fanch offre à ses lecteurs bretonnants une belle histoire qui fleure bon la nature, une histoire pleine de sensibilité, pleine de fraîcheur où tous ceux qui ont été élevés à la campagne partagent les joies et les angoisses du jeune héros. Avec lui nous respirons les odeurs de l'automne et du printemps, nous goûtons aux fruits sauvages, nous écoutons les chants des oiseaux, nous admirons l'écureuil qui se balance de branche en



branche, nous voyons les poissons sauter dans la rivière. Encore une fois il étale devant nous la panoplie des jeux et jouets de l'enfance qui n'ont plus de secret pour lui. Tout cela rappelle l'époque encore très proche, nous semble-t-il, où, garnements, comme lui nous faisions plus de tours que de miracles : les lance-pierres, les isolateurs, les escapades dans les jardins... Et qu'elle fait plaisir à voir cette complicité entre la grand-mère et le petit-fils, de quoi donner envie de mettre en route la machine à remonter le temps !

Oui, les places vont être chères dans les armoires à livres, hâtons-nous de commander une étagère pour reposer après lecture la dernière œuvre de l'enfant du bois, **Bugel ar c'hoad.**

Daniel GIRAUDON

Pourvu d'une très belle couverture bleu pâle réalisée par Nanda Troman, l'ouvrage est illustré par des aquarelles d'Iffig Troadeg, le chanteur bien connu des veillées des Dastumerien Bro Dreger. Il est publié avec le soutien de Skol Uhel ar Vro.

En vente dans toutes les bonnes librairies et à **Skol Vreizh,** 6 rue Longue, 29210 Morlaix (prix : 45 F franco).

Fantômes bretons

Yves Salmon, l'éditeur de Loudéac, poursuit, lui aussi, une série de rééditions. Nous avons évoqué dans ces colonnes 3 ouvrages sur les guerres civiles pendant la Révolution. Cette fois, il s'agit de contes, légendes et nouvelles édités en 1879 à 350 exemplaires et recueillis par Ernest du Laurens de la Barre, dont le nom a été donné à quelques rues de Bretagne. Cet ami de La Villemarqué s'est attaché à rapporter des récits et traditions assez étonnants, peu connus et qui méritent pourtant de l'être, 255 pages, 15 récits. Comme pour la Villemarqué, il est parfois difficile de distinguer les retouches de l'auteur du collectage. Mais les thèmes, le ton, l'inspiration émanent de ces populations rurales de Basse-Bretagne dont d'autres conteurs ont parfois recueilli des témoignages comparables (Yves Salmon, 27 rue Pasteur, 22600 Loudéac).

Histoire du découpage de la Bretagne

Le n° 14 de Skol Vreizh, qui est paru dans les derniers jours de 1989, est consacré à l'histoire du découpage de la Bretagne en cinq départements. Alain Pennec développe le projet de découpage de l'hexagone de Thouret, la suppression des institutions, le projet de six départements, les étapes de la délimitation, les rivalités Hennebont-Lorient et Quimper-Landerneau. De nombreuses cartes peu connues nous montrent les différents projets. Dommage que l'évocation des contestations de ce découpage et de ses efforts ne va pas au-delà du XIX^{e} siècle, car le sujet est encore d'actualité. Le débat du XVIII^{e} siècle reste aussi très actuel (55 F).



Croquis de Bretagne

(Anatole Le Braz)

Les éditions **Terre de Brume** continuent leurs rééditions d'ouvrages devenus introuvables. Tiré à 120 exemplaires en 1903, les **Croquis de Bretagne** sont des récits brefs illustrés des bois gravés de Tony Belltand (environ 80 !). Les textes de Le Braz évoquent les villes de Bretagne, essentiellement de Basse-Bretagne. Le tout constitue une évocation intéressante de la Bretagne au début du siècle. L'édition est fort élégante, avec sa jaquette verte et noire foncée et ses 152 pages de typographie très aérée (149 F) sur très beau velin.

FOUGÈRES :

Succès du Salon de Bretagne du livre pour la Jeunesse



Marc Baron au cœur de « son » Salon (au milieu de la photo avec un dossier).

C'est comme les autres années, dans le cadre magnifique du couvent des Urbanistes que s'est déroulé, pour la cinquième année consécutive, le Salon du livre pour la Jeunesse.

Comme les autres années, le succès était au rendez-vous, puisque les organisateurs ont enregistré, outre les invités et les (nombreux) scolaires, 6.400 entrées payantes (chiffre en progression par rapport à l'an passé).

Soulignons d'abord l'originalité et le courage de la municipalité : Fougères a pris là une intiative et un engagement qu'il faut tenir, et la ville s'en donne les moyens, à la fois en exploitant un cadre magnifique et en soutenant cette manifestation culturelle, et surtout en confiant les responsabilités à un responsable de qualité, organisateur remarquable, véritable (et indispensable) cheville ouvrière du salon : Marc Baron qui est également poète et romancier.

Notons d'abord et avant tout que, sur la trentaine d'exposants (associations, librairies et éditeurs), la moitié était de Bretagne. Cela est extrêmement important, car bien souvent ce genre de Salon, s'il n'est pas confidentiel, est un sous-produit parisien, une sorte de librairie où le mercantilisme l'emporte sur la culture. Là ce n'est pas le cas, et les prix des stands, très abordables, expliquent certainement la présence de régionaux aux moyens modestes, mais dont les productions n'ont rien à envier aux autres.

Comme toujours, les auteurs étaient nombreux dans les stands, en direct avec les lecteurs. L'énorme travail de préparation explique sans doute bien le succès de la formule : une vingtaine d'auteurs rencontrent directement les élèves de la région de Fougères dans leurs établissements scolaires ; là les uns expliquent comment on fait un livre, ce qu'est la vie ou le métier d'écrivain, d'autres lisent, ou ils content... Enfin, dans le Salon lui-même, parfaitement organisé (avec des expositions, une garderie pour les petits...), les jeunes retrouvent animations et ateliers qui ne peuvent que les sensibiliser à la lecture et leur donner le goût du livre.

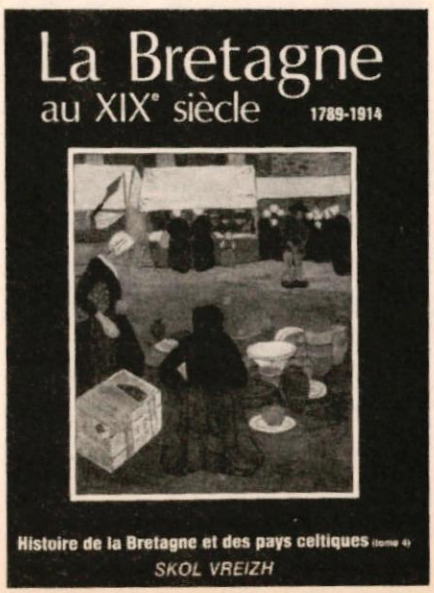
Rendez-vous l'année prochaine, en novembre, à Fougères, pour le 6e Salon qui, n'en doutons pas, sera à nouveau un moment fort de la vie culturelle en Haute-Bretagne.

Etienne GASCHE

AGRESTE (Annuaire 1988)

Si vous désirez tout savoir sur l'agriculture bretonne, sur les structures agricoles, l'enseignement agricole, la main-d'œuvre agricole, les diverses productions tant animales que végétales, ainsi que certains tableaux de comparaison avec les différents pays de la CEE, alors lisez « L'annuaire 1988 », publié par la Direction régionale de l'Agriculture et des Forêts. Faut-il rappeler le principal défaut de ces statistiques ? Elles ne concernent que B4. Néanmoins, cet outil de travail peut fournir quelques pistes de réflexions.

DRAF, 15 avenue Cucillé, 35047 Rennes Cedex. « Agreste l'Annuaire 1988 ». Prix 60 F.



Bretagne 79 des années de poudre

par Marie-Pierre Bonnet

Après « FLB 72, procès de la Bretagne », c'est avec un préjugé favorable que j'ai accueilli « Bretagne 79 , des années de poudre ». Mais je dois dire que j'ai été déçu. En effet, dans ce livre, je n'ai trouvé aucune analyse politique. Cet ouvrage est une succession de récits, d'aventures à la « Tintin » sur les actions que menèrent les militants du FLB. Seuls manquent les méthodes de fabrication d'une bombe et les procédés de mise à feu. Pis, d'« honorables correspondants » m'ont signalé quelques inexactitudes concernant le projet d'enlèvement de la « Langouste » et de la réunion de Gouarec où fut décidé le plasticage du château de Versailles. Question style, le livre se lit très facilement. En tête de chaque chapitre sont placées des citations ironiques de nombreux hommes politiques, tant français que bretons (Loeiz ar Penseg, Rocard, Fanch Mitt hag all).

Politiquement, je voudrais signaler que si on peut être en désaccord avec les méthodes du FLB, on n'a aucun droit à injurier des Bretons qui ont été attaqués tant dans leur vie que dans leurs biens. Leur seul tort est-il de croire à la Bretagne ? Que cesse la politique néfaste de la France en Bretagne et s'arrêteront les attentats de l'ARB.

Kreizh Breizh

La Bretagne au XIXe siècle

Les éditions Skol Vreizh sont particulièrement prolifiques cette année. Après « Tenzor run ar Gow » et « Bugel ar c'hoad » en breton, le Trésor du breton parlé (dictionnaire bilingue), « Paris Accapareur », deux ouvrages retiendront notre attention. D'abord la parution, passée presque inaperçue dans les médias, de la 3e version de la « Bretagne au XIXe siècle, 1789-1914 », de l'histoire de la Bretagne et des pays celtiques. Cette collection, en évolution permanente, commencée en 1970, est maintenant constituée de 5 volumes très récents, tous postérieurs à 1983. Le tome 3 paraît avec une magnifique toile de Sérusier en couverture (la marchande de poterie) et une affiche touristique du tout début du siècle au verso. A l'intérieur, des cartes et documents nouveaux, beaucoup de neuf dans le chapitre d'Alain Pennec sur la Révolution en Bretagne. Neuve aussi, le passionnant développement sur l'histoire religieuse de la Bretagne, présentée par Christian Brunel, nouveau venu dans l'équipe des auteurs. Du neuf aussi dans le chapitre sur les pays celtiques (90 F).

Le pouvoir communal à Guerlesquin

Après celle sur Scrignac on attendait la publication de l'étude de Patrick Le Guirriec sur Guerlesquin, également chez Beltan (140 F). En effet, c'était la première fois qu'une municipalité – celle de l'abatteur Jacques – Tilly demandait à un ethnologue de faire un inventaire des coutumes et traditions encore en usage dans sa commune, avec un caractère de monographie historique.

Patrick Le Guirriec, ethnologue libéral, orienta le projet vers l'analyse du pouvoir local, avec ses relations avec « l'économie, la parenté, l'idéologie ». Observé de près par partisans et adversaires de la municipalité Tilly, sommé parfois d'être le porte-parole des uns ou des autres, l'ethnologue avait une marge d'écriture étroite, d'autant que l'étude ayant pris du retard – elle devait durer plus de deux ans –, les municipales de 1989 devaient marquer le remplacement de la municipalité Tilly, proche du RPR, par une municipalité de gauche. Il fallait convaincre les nouveaux élus de poursuivre l'expérience, se mettre d'accord sur le contenu. C'est donc une réussite que le livre ait paru 8 mois après ces élections municipales. Il est vrai qu'à Guerlesquin on joue un rôle faible par rapport à Scrignac. Les maires, depuis 1953, ont été un cultivateur socialiste, un industriel de droite, un employé CGT de la manufacture des tabacs de Morlaix !

Le contexte

L'auteur insiste d'abord sur le contexte – l'identité trégorroise – particulièrement vigoureuse au contact de la Cornouaille voisine, malgré la séparation départementale de 1790 Côtes-du-Nord/Finistère. Aujourd'hui encore, les Trégorrois de Gueslesquin se marient dans le Trégor et très peu dans la Cornouaille toute proche (1). La rivalité Guerlesquin-Plouigneau pour le contrôle du canton, le développement particulier du secteur tertiaire (commercial surtout) à Guerlesquin, ville marché aux confins de la Cornouaille et du Trégor finistérien, a connu son maximum démographique avant la finition de la ligne de chemin de fer Paris-Brest (1.850 habitants). Puis une chute jusqu'en 1960 environ (1.200). C'est alors que Jacques Tilly, le fils d'un boucher, crée un abattoir de volailles et les 20 années suivantes voient la population monter de plus de 50 % pour atteindre le niveau de 1872.

Depuis 1975, les salariés s'installent en majorité dans les communes voisines et la population de Guerlesquin vieillit.

L'histoire de la paroisse, puis de la commune, depuis le XI[e] siècle est retracée mais c'est surtout l'évolution sociale, la place déclinante des agriculteurs, les stratégies matrimoniales des différentes professions qui sont étudiées.

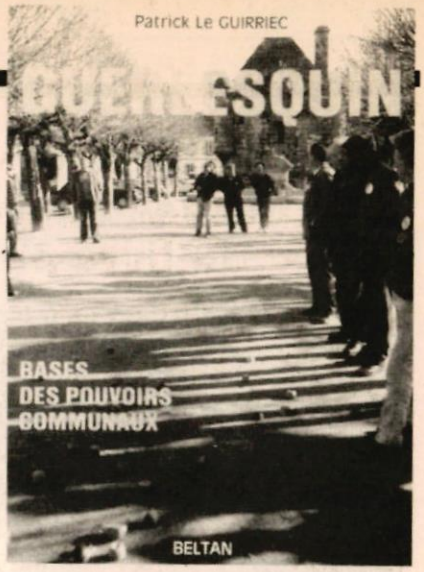
L'ère Tilly

L'ère Tilly est évoquée sans caricature, contrairement à ce qu'avait fait **Strollad ar vro bagan** avec la comédie « Kernevez city ». Les fonctionnaires et les professions libérales sont marginalisés par rapport au groupe de commerçants qui dominent la commune jusqu'en 1989 alors que les salariés de Tilly, embauchés d'abord sur Guerlesquin, sont relativement solidaires de leur employeur, qui fait office de bureau d'aide sociale – en période de prospérité – et fait tomber le taux de chômage à 3 % (4 fois mois qu'en Bretagne). L'esprit « maison » limite l'influence des syndicats : aucune grève depuis 1956 !

Ce pouvoir municipal est tel que la liste Tilly fait 63 % des voix en 1983 alors que la gauche, aux présidentielles de 1981, atteignait 58 % du même électorat. C'est bien le chef d'entreprise dynamique que les électeurs plébiscitaient aux élections locales. Le rachat de l'entreprise par le groupe Bourgoin (Yonne) en décembre 1988 devait conduire à la chute du leader, affaibli par le dépôt de bilan de 1984 au fait de sa puissance économique, le bienfaiteur de Guerlesquin pouvait se permettre de bouleverser la tradition. Les fontaines futuristes, le centre commercial, les repas pléthoriques de 1.500 personnes, cela ne passait plus dès lors que la puissance économique n'était plus son apanage. Cette étude est passionnante sur les relations entre électeurs et élus en Bretagne. On dit que Jacques Tilly rêve de se trouver un nouveau fief en créant un établissement industriel ailleurs... Tant mieux, si c'est vrai, pour les chômeurs !

J.J.M.

(1) 4 % seulement des mariages se font avec un conjoint français. Et le même pourcentage avec un conjoint né hors de l'hexagone.



Du folklore à l'ethnologie en Bretagne

C'est encore Beltan qui édite les actes du 1[er] colloque d'ethnologie bretonne, organisé à l'automne 1989 à Riec-sur-Belon. Le but du colloque était de développer les échanges entre ethnologues concernés par une meilleure connaissance de la culture bretonne.

Deux démarches coexistent parmi eux : sauver la culture bretonne en collectant les traces de son passé et en les faisant revivre dans des manifestations actuelles, ou faire des recherches comparatives pour en déduire des lois générales sur les comportements humains. Il en résulte un épais volume de plus de 320 pages, avec plus de trente communications, très diverses.

Aspects alimentaires (le pain de Morlaix, manières de boire, le far breton), habillement (le costume bigouden, vannetais...) côtoient la littérature orale, l'évolution des pays (le cas du Poher), la mythologie arthurienne (le Val sans retour, les espaces de Brecilien). Souvent, c'est plus de l'histoire que de l'ethnologie, telle la communication de Gérard Jaffredou évoquant le regard de notables et inspecteurs sur les bas-bretons dans les années 1830.

Beaucoup de remarques intéressantes, au fil des pages, et une diversité d'approche qui traduit l'éclatement de la recherche ethnologique actuelle en Bretagne (98 F. Un prix très abordable pour un volume aussi riche).

Fest-noz près de Redon

17 février, à 21 h, fest-noz à Plessé (44) près de Redon organisé par Gwezenn avec Bramm Dioul et les sonneurs du pays.

SELAOUIT



ALAN STIVELL : *« Mojenn »* (disques AZ 104 752).

Comme tout le monde, vous attendez la sortie du prochain Stivell... dont l'arrivée devrait coïncider avec celle du printemps et des hirondelles. La réédition (1), en CD d'un véritable petit bijou, *« Mojenn »* (légende) pourra vous permettre de patienter.

« Avec *« Mojenn »*, écrivait Jean Guéguéniat dans le *PB*, lors de la sortie du disque (1984), Stivell retrouve une simplicité et une limpidité qui sont en fait l'aboutissement d'un travail musical minutieux (...), le message d'une musique sereine, mesurée, cristalline ».

Tout cela est resté vrai : le disque n'a pas pris une ride. Il n'avait pourtant pas obtenu à l'époque le succès qu'il méritait. Aujourd'hui, puisque l'occasion se présente, rattrapez-le, rattrapez-vous, vous ne le regretterez pas...

ALAN STIVELL (bis)

Si malgré cela, l'impatience vous taraude, apprenez qu'Alan a participé récemment à deux enregistrements.

Avec Francis Lalanne, tout d'abord. Sur son dernier album *(« Avec Moi... »)*, Alan l'accompagne à la harpe celtique sur un titre *« Marée noire »*, et chante un court texte en breton, *« Ar c'houlou deiz »*. L'ensemble est du meilleur effet... et mériterait une sortie en 45 tours.

Avec Kate Bush ensuite. Kate Bush, dont le dernier album est tout chaud dans les bacs des disquaires.

Kate Bush, c'est tout d'abord un titre que vous avez forcément entendu (subi ?), *« Babooshka, Babooshka »*, un titre qui l'a longtemps (pour)-suivie. C'est aussi une voix étonnante de possibilités, une voix qui peut agacer ou séduire. C'est enfin une musique inventive, riche, ouverte sur le monde, en particulier sur le monde celtique... Rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'Alan Stivell soit présent (avec sa harpe) sur deux titres, *« The Fog »* et *« Between a Man and Woman »*. Aucun danger qu'Alan se sente isolé, puisque, entre autres, Dany Spillane, le Trio Bulgarka et LE David Gilmour des Pink Floyd ont également participé à l'enregistrement de *« The Sensual World »*. Rien de moins... Dernière précision, sur le disque de Stivell, on retrouvera, notamment, Kate Bush...

GUIDE DE LA MUSIQUE BRETONNE, par Serge Moëlo.

Dastum publie, en coproduction avec divers partenaires institutionnels ou associatifs, un *« Guide de la musique bretonne »* bien informé (et aussi bien illustré, notamment par Nono). Des articles de fond, suivis de renseignements pratiques très fouillés sur les musiciens, groupes, facteurs d'instruments, maisons de disques, médias... font de ce guide un outil irremplaçable. Une lacune pourtant, et de taille : on ne trouve ni le « Peuple Breton », ni votre rubrique préférée, Selaouit, au chapitre « revues ». Un oubli qui sera très certainement réparé dès la prochaine édition : tous ceux qui font vivre la musique de ce pays et tous ceux qui en vivent ont nécessairement besoin de se faire connaître et Dastum, dont les initiatives reçoivent toujours, ici même, un accueil et un écho favorables, le sait fort bien...

« TRADITION CHANTÉE DE BRETAGNE. LES SOURCES DU BARZAZ-BREIZH, AUJOURD'HUI ». (SCM 013, ArMen-Dastum).

Et c'est Dastum, justement, qui inaugure une nouvelle série de la collection *« Chanteurs et musiciens traditionnels »* en co-publiant avec ArMen, sous le titre *« Tradition chantée de Bretagne. Les sources du Barzaz-Breizh, aujourd'hui »*, un coffret-compact, monument-hommage à l'œuvre d'Hersart de La Villemarqué et, à travers elle, à tous ceux – chanteurs et collecteurs – qui ont permis à la mémoire chantée de notre pays de parvenir jusqu'à nous.

Pour le 150e anniversaire du Barzaz Breizh, après l'ensemble Orvez (2), après Andréa Ar Gouilh (3), ce sont donc Donatien Laurent et Patrick Malrieux qui remontent les traces suivies par le vicomte.

Ils le font d'une manière originale. Les textes repris dans ce coffret-compact ne sont pas exactement ceux publiés par La Villemarqué. Il s'agit de versions, collectées au cours des trente dernières années, d'une vingtaine de gwerziou figurant dans les célèbres recueils et qui présentent, avec ces dernières, plusieurs variantes, aussi bien textuelles que musicales.

Différentes, certainement, ces versions n'en attestent pas moins d'une certaine manière de l'authenticité du travail accompli par Hersant de La Villemarqué. Même si il est indéniable, comme le note Donatien Laurent, que le vicomte ait fait œuvre de « retoucheur », la plupart des textes publiés dans ses carnets ont été, bien plus tard « retrouvés dans la mémoire de notre peuple ».

L'autre originalité de ce coffret-compact provient du choix des interprètes : ils ont « entre 20 et 80 ans ». Plusieurs générations de chanteurs sont ici représentées, de Louise Bonniec (88 ans) à Claude Lintanf en passant par les sœurs Goadec, Mme Bertrand, Mona Bouzec, Annie Ebrel, Lucien Capitaine, Yann Fanch Kemener ou Iffig Troadec. Pour résumer, du maître, Manu Kerjean, à l'élève, Erik Marchand...

La voix de Marc'harit Fulup, la « mère



aux chansons » comme elle aimait elle-même à s'appeler, enregistrée en 1990, sur rouleaux de cire (du rouleau de cire au laser, tout un symbole !) et le livret très complet, très détaillé, rempli de commentaires, de textes en français et en breton, de références, achèvent de faire de ce coffret-compact un document très précieux.

ANCIENT BEATBOX. (Paul James + Nigel Eaton). (Cooking Vinyl. Cook CD 021. Distribution Keltia Musique).

Avec Ancient Beatbox, j'aime autant vous prévenir d'emblée, on change de planète... Ici, c'est de « world music » qu'il s'agit, ou, pour rester simple, d' « ethno-techno-folk »...

En langage décodé, cela signifie que Paul James et Nigel Eaton, qui forment Ancient Beatbox, mêlent instruments « anciens » et « modernes » pour produire une musique de fusion, puisée, elle aussi, aux sources de la tradition, mais largement ponctuée de sonorités contemporaines.

Même s'il s'agit là d'une démarche que l'on connaît bien en Bretagne, Ancient Beatbox vous surprendra : c'est que le groupe innove en utilisant largement une vielle à roue – beatbox – électrifiée, instrument dont Nigel Eaton a appris à jouer avec, entre autres, Valentin Clastrier, « expert en vielle ».

Le résultat est étonnant : vielle et cornemuse, auxquelles s'ajoute claviers, guitare basse et solides percussions, donnent à des morceaux quelquefois « bien d'cheu nous » (« Laridé ») une tonalité « rock-orientale » qui vous chatouille agréablement les oreilles. La Bretagne – références Gwerz et Ti Jazz ! – et l'Europe de l'Est inspirent largement nos deux musiciens, qui ont joué dans des groupes connus, notamment Silly Sisters, Blowzabella ou, pour Paul James, l'excellent groupe australien Mara.

Parmi mes morceaux préférés, le *« Laridé »* déjà cité, qui permet au disque de démarrer sur les chapeaux de roues, *« Wooden Box »*, *« Diamond »* ou le subtil *« The Many Lives of Diana »*. La voix de Paul James sur certains morceaux n'ajoute rien à l'affaire, contrairement à celle de Sheila Chandra, bien planante, dans *« Raining »*.

Au total, un bon investissement.

Pierre MORVAN

(1) A signaler également la sortie en CD de *« Douar Nevez »* de Dan ar Braz : indispensable dans toute discothèque qui se respecte un tant soit peu.

(2) *Peuple Breton*, décembre 1988.

(3) *Peuple Breton*, novembre 1989.

TÉMOIGNAGE

De l'action culturelle bretonne à l'action contre le remembrement sauvage : LOEIZ ROPARS

P.B. : Depuis quand chantes-tu ?

R. : La première fois que j'ai chanté, c'était en 1939 au Gorsedd des Bardes, en juillet, à Vannes. Dès cette époque, je pensais qu'il fallait faire renaître le kan ha diskan.

P.B. : Tu es surtout connu pour ton action en faveur du renouveau du fest-noz, comment t'y es-tu pris ?

R. : Il ne faut pas voir la chose isolée de son contexte. J'ai vu le fest-noz renaître spontanément en 1942, lors des grands travaux, lors des battages. Pourquoi ? Parce qu'il y a eu un retour à la terre ; les bals se sont arrêtés et il y a eu une prise de conscience car les gens vivaient en autarcie ; les Parisiens venaient chercher à manger et les gens se sont aperçus de la fausseté des discours sur la pauvreté de la Bretagne ; ils comprirent qu'on les avait menés en bateau. En 1946, il y a eu un reflux terrible et j'étais persuadé que le fest-noz ne renaîtrait pas à la campagne ; il fallait qu'il revienne par la ville.

En 1945, j'ai créé la « Jeunesse universitaire bretonne », après avoir créé un groupe de danse bretonne à la faculté de Rennes. Cette même année, j'ai organisé la première pétition pour la langue bretonne (400 signatures) ; elle fut un encouragement pour les prisonniers politiques bretons.

P.B. : Comment as-tu fait pour relancer le fest-noz ?

R. : La première fois que j'ai organisé un fest-noz, ce qui était nouveau, c'était le fait qu'il se produise en salle et non au village et que l'on dise à la population que l'on ne ferait que des danses traditionnelles. Le premier fest-noz date de 1955, mais son lancement définitif date de 1957. Il fallait que les gens renouent avec le kan ha diskan pour que renaisse le fest-noz. Aussi, pendant une journée entière, étaient organisés des concours de kan ha diskan. Un essai de fest-noz eut lieu la seconde année. Les gens avaient peur de venir ! On leur disait qu'ils étaient des « Breiz Atao ».

P.B. : Tu as joué un grand rôle dans « Al Leur Nevez »

R. : C'est la fédération du breton populaire qui a été mise en place pour continuer l'action du cercle de Poullaouen et pour continuer Kendalc'h. En 1964, on est sorti de Kendalc'h avec Ar Falz, BAS (Bodadeg ar Sonerien), Bleun Brug, JEB (Jeunesse étudiante bretonne), War Leur.

P.B. : Que devient « Al Leur Nevez » ?

R. : Al leur Nevez organise des stages de breton, édite des disques, organise des rencontres entre les jeunes et les anciens.

P.B. : Ton action dans les années 60 ?

R. : Pour le mouvement culturel, ces années constituèrent quelque chose de très nouveau avec le CELIB. Ce rassemblement des intérêts bretons est à mettre à l'actif du mouvement culturel. On a fait



Kan ha diskan : Loeiz Ropars et P.J. Motreff à Brasparts en 1985.

comprendre aux agriculteurs qu'ils devaient se battre aussi pour la Bretagne et pas seulement pour leurs propres intérêts. A cette époque sévissait une totale absence d'information concernant le désanvatage des Bretons (notamment avec les zones de salaire). Avec Phlipponneau, j'ai été un co-fondateur du CECOR (Comité d'expansion de la Cornouaille).

P.B. : Ton action au CECOR ?

R. : L'économie n'est pas mon domaine. Mon domaine, c'est le culturel, le rassemblement. J'ai fait des conférences à la Chambre d'Agriculture : « Dynamisme économique et identité culturelle », avec Robert Lafont.

A l'occasion des réunions du CECOR, un collègue de Tunis m'a amené à réfléchir à la création d'un IUT sur Kemper. Je l'ai introduit au conseil municipal, à la Chambre d'Agriculture. En 1967, cela s'est décidé lorsque Michelet est venu chercher des voix. De plus, la Chambre de Commerce était pour.

P.B. : Dans les années 70, tu t'es illustré dans les luttes contre le remembrement.

R. : A l'occasion du remembrement, on a été confronté à des problèmes sociaux, économiques, humains et de défense du patrimoine. On a organisé des tables rondes. Arzel (NDLR : maire de Ploudalmézeau) a violemment attaqué notre porte-parole, Théophile Le Borgne. En juin 1966, à la demande d'une centaine d'agriculteurs de Poullaouen, fut organisée une table ronde, présidée par Mevellec (président de la Chambre d'Agriculture). Becam, directeur de la FDSEA, et le directeur de la DDA, étaient présents, ils mirent tous ces méfaits sur le compte des géomètres. Finalement, j'ai demandé aux organisations culturelles de s'intéresser à ce problème ; elles se sont toutes dérobées. Alors, j'ai suscité la création de l'association « Terroir Breton ».

P.B. : Peux-tu nous citer une action de Terroir Breton ?

R. : La forêt de Camors, dans le Morbihan, devait être détruite, j'ai réussi à amener des personnes de l'ORTF à s'intéresser à ce problème et l'ingénieur de l'agriculture a été muté à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie. A Kemper, j'ai réussi à sauver la vallée du Stangala en faisant appel à la SEPNB, à l'APPSB, aux agriculteurs et propriétaires concernés, ainsi qu'aux sportifs qui utilisaient le canoë-kayak.

On a donné aussi des grands coups de main aux agriculteurs. On a planté plus d'un millier d'arbres. C'est à cette occasion qu'a été créée la chanson « Son an Distrujer ». Les paroles sont l'œuvre des paysans ; moi, j'ai seulement fait la mise en forme poétique. Ces luttes contre le remembrement suscitèrent la création du disque « Nann d'an TACO ». Traduction : « Non au Technocrate Araseur en Chef Officiel ».

P.B. : Dans les années 80, tu fais un retour au culturel.

R. : J'organise des stages de breton en collaboration avec Vincent Favé. Maintenant on a tendance à parler breton avec des tournures françaises, ce qui est l'inverse de ce qui se passait avant. Toujours dans le même sens, il faut que l'on évite le ghetto. Il faut que le breton s'enracine dans le breton populaire.

P.B. : Comment vois-tu l'avenir de la langue bretonne ?

R. : Je ne pose pas le problème comme ça. J'agis dans le présent. Ceux qui disent que c'est foutu, je dis qu'ils déraillent. Comme Per Jakez Hélias, je crois que la langue bretonne nous enterrera tous. Il y a trop de militants culturels qui sont issus d'un milieu francisant et il y a trop peu d'animateurs culturels qui sont sortis d'un milieu bretonnant.

Propos recueillis par Hervé PERSON

Œuvres de Loeiz Ropars : Deux disques pour la méthode Tricoire ; trois disques à Mouez Breiz (kan ha diskan), en collaboration avec Per Yann Motreff : « Abouez Penn », « Pemp war ugent », « Rimadell ha kanaouen » (gavottes de Bretagne) ; quatre disques en bombarde biniou.

De la situation en Europe de l'Est

Déstalinisation, déstabilisation

« Rarement la volonté de puissance s'éclipse au profit de la solidarité avec les peuples qui conquièrent leur liberté ». Claude Julien, Le Monde Diplomatique, décembre 1989.

L'année 1989 a vu, dans les pays d'Europe de l'Est, l'exacerbation de processus latents conduisant au recul plus ou moins prononcé des pouvoirs en place depuis plusieurs décennies autour du pacte de Varsovie. Nous sommes encore très loin de la fin de la politique des blocs ; néanmoins, une étape décisive semble franchie dans la recherche de l'émergence d'un ordre géo-politique différent. Aux changements intervenus en Union Soviétique, impulsés par le sommet de l'État incarné par Gorbatchev, ont succédé, partout ailleurs, des changements imposés par la base de sociétés trop longtemps baillonnées et devinant l'aval plus ou moins proclamé du même Gorbatchev. Nombre de ces changements sont irréversibles. Il est permis de parler de déstalinisation de fait, trois décennies après la déstalinisation « théorique » que le rapport Khroutchev symbolisa. Au-delà de cette déstalinisation et de ce qu'elle représente d'accession aux libertés cardinales pour les divers peuples concernés, il convient de s'interroger sur les conséquences des processus engagés, loin d'être aujourd'hui menés à leur terme. Quels sont les atouts et les risques potentiels qu'il est possible de repérer dans la pluralité des changements ? Le plus grand risque n'est-il pas celui d'une déstabilisation de l'Europe orientale ?

Avant d'esquisser des réponses à ces questions, il peut paraître opportun – et non opportuniste – d'affirmer que l'Union Démocratique Bretonne ne peut demeurer silencieuse en la circonstance. Deux raisons, non contradictoires, nous commandent ce refus du silence : nous sommes attachés à l'exercice des libertés et droits fondamentaux et à leur conquête par les peuples dominés, de l'intérieur ou de l'extérieur ; notre parti compte parmi ceux qui, à une époque, ont entretenu l'espoir du possible changement qu'incarnait l'expérience qui prend fin sous nos yeux. Laissons à d'autres la politique de l'autruche ou le sentiment d'avoir toujours eu raison en toute occasion. Mais il n'est pas suffisant de déclarer sa satisfaction face aux événements actuels ; il faut et il faudra mesurer l'ampleur des risques, dénoncer les déviations dangereuses des mouvements à l'œuvre aujourd'hui.

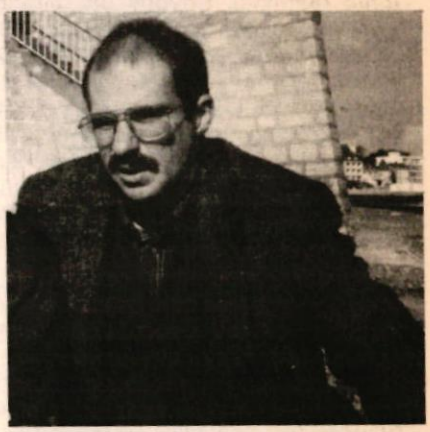
Présentons en quelques points ce qui peut d'ores et déjà être considéré comme acquis, ou en passe de l'être, et les craintes formulables sans pour autant vouloir jouer au docteur tant pis.

– Prétendons sans faire là, preuve d'insolence démesurée, que les bouleversements actuels ne sont pas la victoire du capitalisme mais la faillite d'un système politico-économique appelé, sans doute abusivement du point de vue philosophique, communisme. Cet effondrement ne masque pas l'incapacité du capitalisme à résoudre ses problèmes intrinsèques tels que l'« approfondissement des inégalités socio-économiques ou l'élargissement du fossé entre pays du Nord et pays du Sud. Si victoire il y a, c'est celle de la démocratie.

– Élections libres, multipartisme, libre circulation des individus, reconnaissance du droit d'organisation des travailleurs et du droit de grève, liberté de la presse... Voilà autant d'éléments de l'exercice de la démocratie qui pourraient permettre à ces peuples qui en font la conquête de réinventer la Démocratie. La juvénilité, parfois maladroite, de certains de ces mouvements sociaux, se mêle d'une ardeur et d'un courage politiques disparus chez nous.

– Sur le plan économique, l'abandon progressif de l'inefficace planification impérative et centralisée, la métamorphose du Comecon de simple filet tenu par le pêcheur soviétique en réelle organisation de coopération et d'entraide mutuelle, l'instauration de la convertibilité des monnaies, devraient permettre d'établir des règles de fonctionnement résorbant les pénuries et établissant la vérité des prix.

– Personne ne peut dire quelle construction politique sortira des processus enclenchés ici et là, dans des sociétés qui, pour la plupart d'entre elles, n'ont jamais connu la démocratie. Une seule certitude : le



Yann FIEVET

passage d'un système politique relativement uniforme, le système soviétique, à une juxtaposition de systèmes de natures diverses (socialisme démocratique, sociale-démocratie, démocratie chrétienne, droite classique...). Les risques d'une dérive droitière existent. C'est le cas en Roumanie : le Parti National Paysan de Doïna Cornea prône le retour à des valeurs traditionnelles – d'aucuns diraient rétrogrades – et l'enseignement de la religion à l'école. Les liens étroits entre une frange large de Solidarité et l'Église polonaise nous donnent un autre exemple. Les risques de dérapages d'extrême-droite ne sont pas inexistants dans des pays où l'antisémitisme est souvent prégnant. Certains slogans entendus ces jours derniers dans certaines manifestations de Leipzig font froid dans le dos et rappellent de tristes moments... En URSS, le nationalisme grand-russe autour, notamment, du mouvement Pamiat, ne cesse de progresser. Au cœur de la doctrine de ce mouvement : le culte nostalgique des valeurs anciennes de la Grande et Sainte Russie !

– Personne non plus ne peut dire quel système économique va se mettre en place. Il ne semble pas souhaitable que ces pays entrent brutalement dans l'économie de marché. Mais au-delà de cette prudence due à la fragilité des tissus économiques et sociaux, quelle « dose de marché » introduire et quelle place réserver au plan, nécessairement maintenu ? On peut d'ores et déjà avoir des craintes à propos des conditions de création des entreprises privées : en URSS des entreprises du bâtiment emploient plusieurs centaines d'ouvriers sans contrat de travail, sans respect des

règles de sécurité, à des salaires aléatoires... Les sociétés occidentales ont connu ces avatars du capitalisme sauvage... au dix-neuvième siècle : le règne absolu d'une minorité repue et cupide, permis par l'absence de pouvoir réglementaire protégeant la majorité démunie. Soyons un tantinet provoquant : relisons les descriptions du capitalisme anglais de cette époque faites par Marx. Si l'idéologue Marx agonise doucement, Marx l'historien, le sociologue, est toujours vivant. Un peu partout à l'Est aujourd'hui, des membres de l'ancienne Nomenklatura se placent et s'apprêtent à devenir les dignes représentants de la nouvelle bourgeoisie.

– Supposons que les rêves du capitalisme deviennent réalité : un grand marché de Moscou à Los Angelès... Ne risque-t-on pas alors de s'apercevoir que la chute du mur entre l'Est et l'Ouest s'est ensuivie l'érection d'une muraille entre le Nord et le Sud ? Déjà dans l'état actuel des choses, le Sud risque de pâtir de la déstalinisation : les aides accordées par les pays de l'Ouest pourraient l'être au détriment du Tiers-Monde.

– Incontestablement le stalinisme a joué le rôle d'un immense congélateur. Avec la décongélation on retrouve l'ancienne mosaïque des peuples d'Europe Centrale et Orientale. Partout fleurissent les nationalismes. Cette question est pour nous fort épineuse. Peut-on faire le tri entre les bons nationalismes, tels ceux des pays baltes, et les nationalismes vils, tels ceux qui pourraient se développer dans les pays nouvellement libérés et exercer une oppression contre des minorités de ces pays : nationalisme roumain à l'encontre de la minorité hongroise de Roumanie, nationalisme bulgare contre la minorité turque de Bulgarie... Plus largement, est-on si sûr de pouvoir maintenir sans bellicisme les frontières délimitant chacun des pays du pacte de Varsovie ? Ici et là des querelles territoriales se fondant sur les contours d'avant 1939 pourraient naître.

C'est sans doute en Union Soviétique que plane la plus grande incertitude : la sous-estimation de l'explosion nationalitaire consécutive au soulèvement du couvercle de la marmite est indéniable ; qu'en sortira-t-il, nul ne le sait !

Bon nombre de ces risques peuvent être annihilés si les pays de l'Ouest, et en particulier la CEE, s'engagent dans la voie de l'aide véritable. Le manque de solutions aux problèmes économiques risqueraient de faire tomber les peuples d'Europe de l'Est dans d'autres barbaries. Prend-t-on le chemin d'une telle aide ? En exergue de ce texte, Claude Julien en doute. C'est sans doute le signe d'une juste clairvoyance. Souhaitons alors que tous ces peuples trouvent dans l'euphorie de leur libération suffisamment d'énergie pour compenser la déficience des riches que l'on entendait beaucoup réclamer la libéralisation à l'Est et qui depuis sont devenus moins bavards. Les récentes prises de position du président du Fonds Monétaire International, un Français, sont inquiétantes : il ne donne aucune chance de réussite à un système d'économie mixte dans les pays de l'est européen ; ces derniers se doivent d'embrasser d'emblée les principes fondamentaux de l'économie libérale. Quand on connaît les politiques drastiques, et leurs effets désastreux, imposées aux tiers-mondes par cette organisation supranationale, très soucieuse des intérêts des plus riches, on mesure vers quelles nouvelles irresponsabilités on s'achemine. Ne pourrait-on pas une fois pour toutes décréter que les emprunts suicidaires contractés par les dictatures, tant à l'Est qu'au Sud, sont désormais sans objet. Les États des pays nantis et leurs banquiers, enrichis par le poids de la dette des pays pauvres, s'honoreraient à décrocher ces casseroles financières, que les démocraties balbutiantes risquent de traîner longtemps. Décidément, la puissance s'accommode bien mal de l'imagination et de l'audace.

Yann FIEVET

BRUXELLES INFO

Max Siméoni pour un contrôle des régions sur les O.P.A.

Intervention du 16/1/90 au Parlement Européen

Mesdames et Messieurs les Députés,

La multiplication des offres publiques d'achat ou d'échange à laquelle nous assistons depuis plusieurs années dans la Communauté, participe d'un processus d'internationalisation et de mondialisation de l'économie et de la finance, ce qui, en soi, n'est ni une bonne ni une mauvaise chose. Mais, dans la pratique, les OPA ou OPE sont l'outil au service d'une politique de concentration des capitaux et des pouvoirs qui leur sont liés entre les mains de quelques personnes, laquelle politique n'est ni innocente de la part de ceux qui la conduisent ou l'accompagnent, ni sans dommages pour ceux qui, nombreux, la subissent. Je veux parler ici des salariés qui perdent subitement leur emploi sans espoir de reclassement à court terme. Je veux parler aussi des régions, souvent défavorisées, qui, sous couvert d'efficacité économique, voient leur outil de production dilapidé et leur marginalisation accrue dans une Communauté qui s'est pourtant fixé un objectif de cohésion économique et sociale.

Aménagez un mal, vous n'en ferez pas un bien. Au mieux pourrez-vous soigner votre mauvaise conscience si celle-ci venait à se réveiller. La proposition de directive qui émane de la Commission et le rapport de Mme Fontaine illustrent parfaitement cette vérité première. Mais les rapports de force dans cette assemblée étant ce qu'ils sont, je vous invite, chers collègues, à soulager un peu plus votre conscience en adoptant les deux amendements aux articles 6 et 10 que M. Garaikoetxea et moi-même avons déposés. Tous deux visent à instaurer un contrôle « a priori » par l'autorité élue de la région des OPA ou OPE dirigées contre des entreprises qui exercent leur activité sur le territoire de ladite région.

L'on n'a jamais tant parlé d'aménagement du territoire dans la Communauté qu'aujourd'hui-même et jamais ce concept n'a été si vide de sens par l'absence de réalisations concrètes. Donnez du pouvoir aux régions et les régions seront les promoteurs actifs d'une Europe plus unie parce que plus libre et solidaire. Outrepassez leurs droits et la loi du plus fort prévaudra avec ses conséquences prévisibles : injustice et révoltes.

« La Bretagne ne sera pas défendue sans les Bretons. Rejoignez-nous »

Bulletin d'adhésion

Vous voulez rejoindre l'UDB ?

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Signature :

A adresser à UDB - BP 215 - 44007 NANTES CEDEX, avec un chèque de 150 F.

A nous aussi, à l'ouest de l'Europe

Voici la fin de l'année 89 avec tout ces événements aussi révolutionnaires les uns que les autres. Le combat pour les libertés bat son plein. A nous aussi de combattre pour la reconnaissance de notre pays à l'extrême ouest d'une Europe qui va nous ignorer si nous ne travaillons pas aux côtés de nos amis Corses, Basques et autres Gallois, Catalans... et autres peuples sans État, pour nos droits... « des peuples à disposer d'eux-mêmes », comme sait le dire Fanch Mitt.

Bravo pour le contenu de votre journal, abonné depuis une quinzaine d'années, j'attends toujours avec impatience le numéro suivant.

Bonne année 90 au PB. Bonne année à tous ceux qui y travaillent.

Ci-joint le chèque pour mon réabonnement au « Peuple Breton ».

A.R. St-Étienne de Montluc (44)

A quand les Bretons

Une décennie nous sépare de l'an 2000.

Tenté de dire... un siècle de plus... oui... mais... Ce siècle n'est pas comme les autres. Sa particularité... tout est arrivé ou presque...

Une aveugle violence a noyé sous des torrents de sang la substance même des États belligérants.

Une construction de contradictions voit la souffrance intolérable de la persécution issue de révolutions idéologiques et religieuses.

Une révolution technologique et industrielle qui n'a pas su ou pas voulu de manière cohérente négocier le virage et se mettre au service de l'humanité.

Capitalisme outrancier sous le couvert de démocratie complice pour nous et nos voisins dit « nantis », alors que d'autres peuples coulaient dans l'indifférence générale ou pire encore... admis.

Démesure où jamais on a aussi cruellement détruit l'environnement de l'homme, sa culture, ses religions, ses aspirations et son héritage.

Etouffoir des systèmes arbitraires, instrument du mal au service de minorité préoccupée de leur égoïsme.

Pourtant... ce siècle aurait pu être gravé en lettres d'or sur le granit de la mémoire du temps qui passe, comme le plus beau.

L'embellie ? j'y crois... je devine une technologie au service de l'humanité, je devine aussi le partage du profit selon la loi du juste, je devine encore la tolérance et le respect de l'individu, ses choix, ses souhaits, la reconnaissance de leurs droits à la différence, leurs identités réelles.

J'entends parler de minorité ?... de langues mortes ?... les Celtes et les autres sont-ils des hypothèses ?...

Bicentenaire de la Révolution française, Bicentenaire des départements... et une démocratie vue de l'Élysée avec des œillères, démocratie conforme aux idéaux de ceux-là mêmes qui prêtèrent serment au Jeu de Paume ?...

Ne serions-nous pas au cœur d'une démocratie satanique ?... un capitalisme étalant sans retenue son appétit d'ogre toujours plus affamé. Des gouvernements prisonniers du système de sa très sainteté « Fric ».

Le dernier, ou presque, régime communiste vient de mourir, c'est bien et j'en suis heureux. La raison du peuple a parlé. Le régime capitaliste !... c'est pour quand ?... (...)

Heureux d'assister à tous ces élans de solidarité spontanée où le peuple de Bretagne manifeste sa légendaire solidarité (héritage naturel de nos ancêtres) vers des pays qui brisent leurs chaînes. J'ai peur toutefois, le système va s'essouffler sous nos propres attentes.

L'efficacité d'un système se mesure sur le long terme, à nous d'aider ces gens en leur apprenant le mode d'emploi du vrai savoir-faire à l'aide d'une mise en place d'une économie libérale humaniste, de pluralisme à la barre, et de citoyens libres de choisir.

Ici le constat de carence est triste. Caritativité, injustice, fiscalité, chômage, étatisme, lourdeur de tout et de rien, barrage pour tout pour rien.

Insuffisance de dialogue pour la reconnaissance de nos droits, impôts plus lourds qu'avant 1789, la vache grasse est amaigrie ça ne fait rien on continue, pression des instruments de menaces suspendues en permanence au-dessus de nos têtes, déstabilisation générale. Jeunes et vieux à la recherche d'emploi, même précaire, en ont... marre... (...)

Je vois des bacheliers chauffeurs aux PTT ou au tri postal, des licenciés en droit, instituteurs, des DUG, des DOG et des « machins » planqués dans les bureaux des DDE et préfectures.

Ce qui fait la richesse d'un peuple c'est sa diversité, tout le monde ne peut réussir dans les études, alors laissons-leur les boulots qui puissent les aider à vivre comme tout un chacun.

Ça sent le sauve-qui-peut, la magouille, le ça ou rien. Et l'éthique ?...

En cette dernière décennie du deuxième millénaire, à l'instant où chacun exprime ses vœux, où tous nous regardons avec angoisse le futur du demain, que signifie précisément le mot liberté ?... le mot démocratie ?... l'expression Bretagne ?...

Breton de Bretagne ou hors de tes frontières peux-tu retourner une situation irréversible et redécouvrir la vraie vertu de ta dignité.

Le paradoxe aura voulu que des peuples enchaînés plébiscitent leurs propres tortionnaires parce que ceux-ci ont compris et admis leurs erreurs. Au fait chez nous !... c'est pour quand ?...

Bloavezh mat.

Y.B. Maudez

INSTANTANÉ

« Le Pen existe parce que les gens ne comprennent rien. Ils ne comprennent plus rien à l'univers dans lequel ils vivent par rapport au code de référence qu'ils ont. En France, on est largué. Nos priorités sont bidons. On ne sait même pas quoi changer ».

[Hippolyte Girardot, acteur, interprète principal du film d'Éric Rochant *« Un monde sans pitié »* (à voir absolument pour rire et pour réfléchir), *« Actuel »*, janvier 1990].

Les oreilles doivent siffler du côté de l'Élysée et de Matignon.

Bloavezh mat !

Meilleurs vœux à tous pour 1990, meilleurs vœux au PB pour qu'il continue de vivre et pour que la Bretagne existe comme nous le souhaitons tous.

Merci d'avoir publié ma lettre !

M.C.G.

Participer à la dignité bretonne

Excusez-moi pour le retard, mais en cette fin de trimestre scolaire, tout est en « distribil » dans mes rangements.

C'est avec plaisir et le sentiment de participer, même modestement, à la dignité bretonne, que je me réabonne, bien sûr.

Je vous souhaite un bon Noël et une bonne année 90.

Longue vie (c'est nécessaire) au « Peuple Breton ».

Bloavezh mat !

Alain PIOLOT

JANVIER 1990



RECENSEMENT 1990 : LA POSITION DE L'UDB

« Protester sans léser les Bretons »

Le mois prochain vont commencer les opérations du recensement de la population 1990. Comme d'habitude, les formulaires prévus sont monolingues français et ne prévoient pas de questions sur le nombre de bretonnants. Ceci est conforme à la tradition centraliste de l'Etat français et à son refus de donner une reconnaissance officielle à ses minorités languistiques. Les formulaires administratifs que les Bretons remplissent tout au long de leur vie sont en français seulement, ce qui témoigne de l'absence de volonté de donner au breton la place prise par les conventions internationales. Une protestation s'impose donc.

Néanmoins, **le recensement présente une grande importance pour les communes bretonnes,** puisqu'il détermine le montant des participations de l'Etat au budget communal. Une minoration de la population bretonne par le recensement porterait donc un coup financier sévère à nombre de communes bretonnes. Sachant qu'une faible part des impôts des Bretons reviennent sur place, l'UDB estime important de ne pas limiter cette part.

C'est pourquoi l'UDB appelle à **un boycott partiel** du recensement ; les 3 premières pages de la fiche verte d'habitation et la 1re page du bulletin individuel présentent de l'intérêt pour nos communes. Pour le reste, il est bon de ne pas remplir. **Pour faciliter les choses, nous offrons à nos lecteurs un formulaire en breton comportant seulement les questions utiles pour les Bretons. Nous les invitons à utiliser ce formulaire au lieu du formulaire officiel.**

Autres positions

Depuis longtemps, Stourm ar Brezhoneg a annoncé son mot d'ordre de boycott, parce que le recensement ne reconnaît pas la langue bretonne dans la vie publique et parce qu'il ne concerne que « le citoyen-étalon, producteur consommateur francophone ». La branche bretonne du « bureau européen pour les langues les moins répandues » et Skol an Emsav ont la même position.

Pour utiliser le formulaire bilingue, prendre le journal à la page 18, soulever les agrafes et enlever la double page-formulaire.

Pour tout nouvel abonné un cadeau

Le « *Peuple Breton* » n° 300 du 25e anniversaire, avec 36 pages, dont le fac similé du numéro 1 (1964 !).

Des témoignages, des reportages et ce qui a changé en Bretagne.





Dépêchez-vous !
Magnifique calendrier-poster des prénoms bretons
– grand format –
à commander avec règlement à :
UDB, BP 203
56102 Lorient Cedex
40 F le premier
30 F par calendrier en plus

A LIRE AU PLUS VITE !

Le seul essai reliant les événements de 1789-92 à la situation actuelle des Bretons !

Loeiz Ar Beg

LES BRETONS ET LEURS LIBERTES

1789 et 1989

Librairie du « Peuple Breton »

(expéditions par correspondance sous 48 heures)

- ☐ **L. Le Bec : « Les Bretons et leurs libertés », 107 F franco.**
- ☐ F. Morvannou : « Le breton, jeunesse d'une vieille langue », 45 F franco (tout sur le breton, ou presque).
- ☐ « Les Bretons et la Révolution. Elans et déceptions », 20 F.
- ☐ « Un Breton d'ailleurs », (poèmes d'un marin breton, des quatre coins du monde), 20 F.
- ☐ F. Peru, « Tenzor Run ar Gow » (en breton). A la recherche du trésor de Gwenc'hlan, 40 F franco.
- ☐ J. Gros, « Le Trésor du breton parlé » (80 F).

(Bon de commande à recopier ou à découper)

(Cocher les livres choisis, règlement par chèque à joindre à : PB, BP 301, 22304 Lannion Cedex).